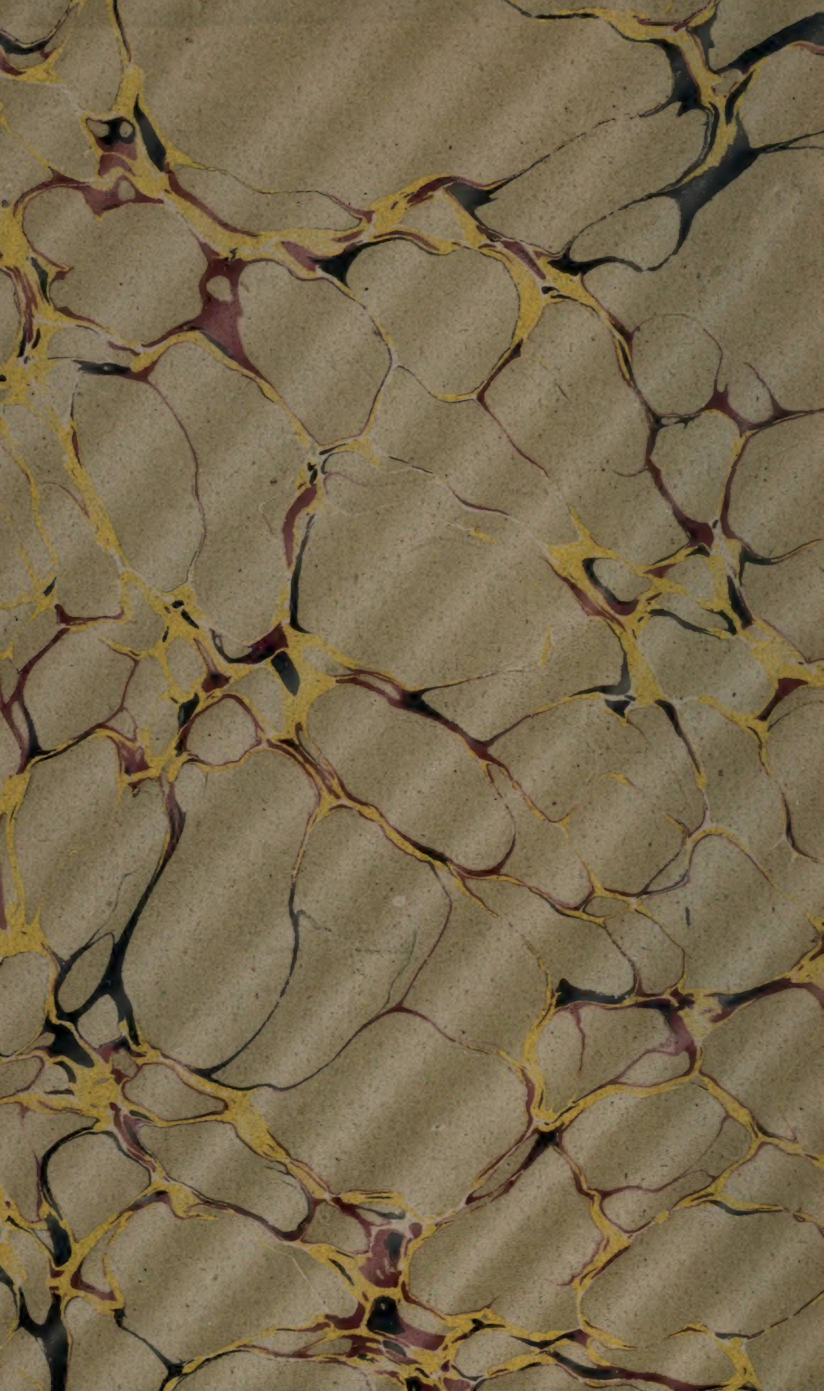
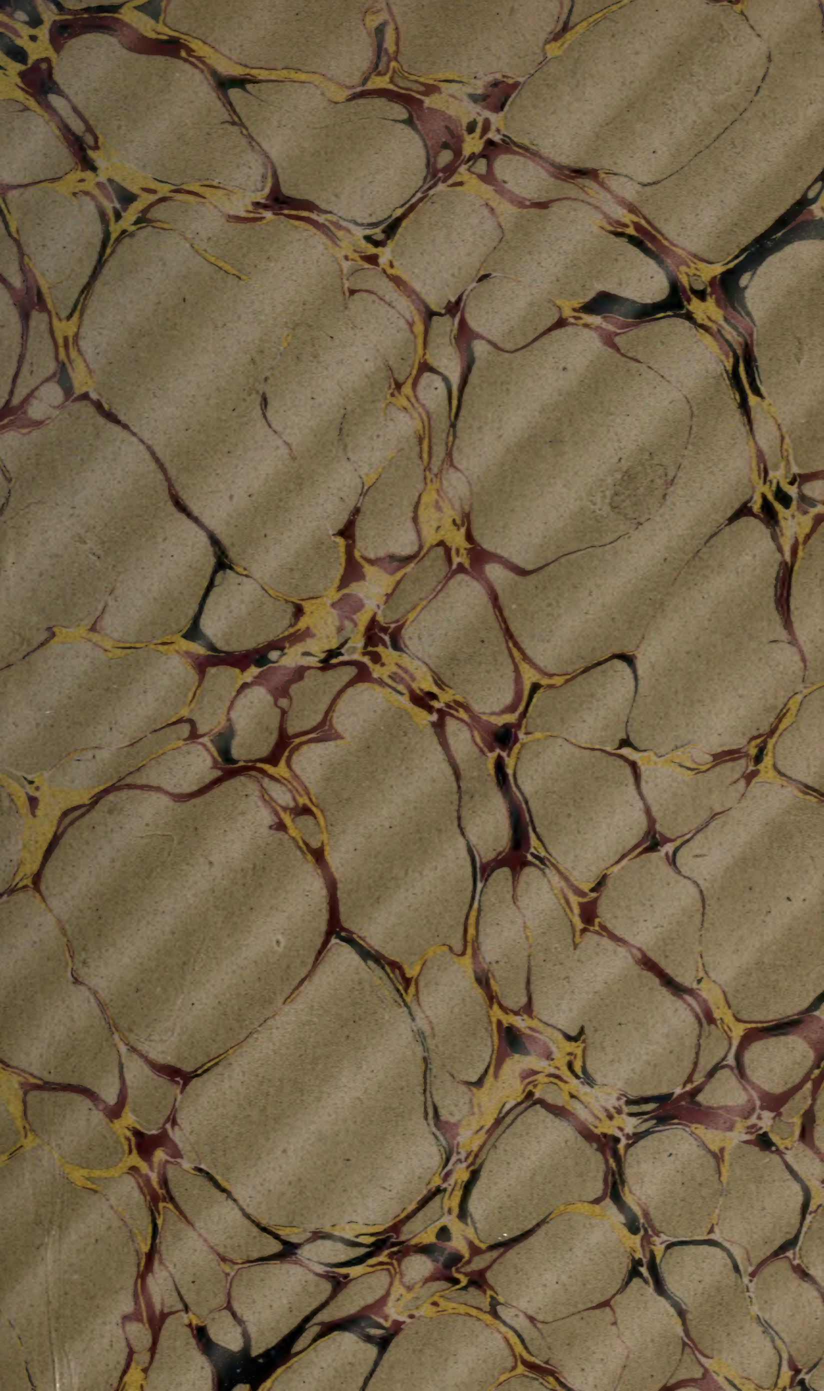




LA BELGIQUE ENVAHIE

DU MÊME AUTEUR

Ariettes douloureuses, poésies .... 1 vol.

En Barbarie, contes ... . 1 vol.

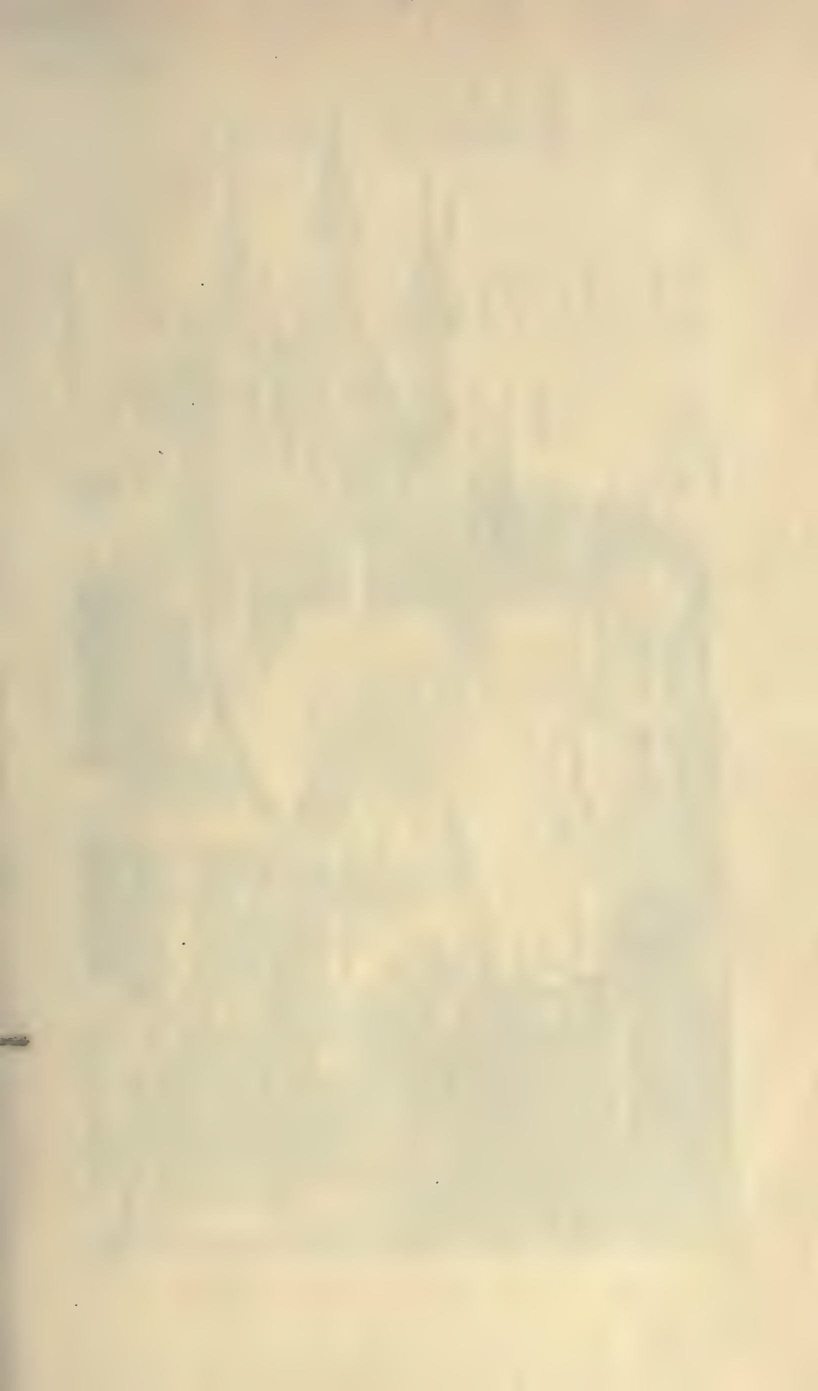
L'Ame d'autrefois, poésies .... 1 vol.

Baisers d'Avril, contes....................... 1 vol.

Le Congo.

L'Évolution politique au XIXe siècle (1800-1900).

L'Année politique (1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, publication de *l'Indépendance belge*).




Frans Masereel

ROLAND DE MARÈS

LA BELGIQUE ENVAHIE

DESSINS DE FRANS MASEREEL



PARIS
COLLECTION « LES PROSES »
GEORGES CRÈS ET Cie, ÉDITEURS
116, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 116
MCMXV

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

15 exemplaires sur Japon Impérial,
numérotés de 1 à 15,

et 40 exemplaires sur Vélin de Rives,
numérotés de 16 à 55.

Ces pages furent écrites au jour le jour, pendant que se déroulait le spectacle effroyable d'une guerre comme l'Humanité n'en connut point depuis mille années. Leur seul mérite, si le lecteur veut bien leur accorder quelque mérite, est de traduire les impressions de l'heure tragique entre toutes les heures où les légions impériales passèrent en une ruée sauvage sur les provinces d'un petit royaume assoupi dans la quiétude de sa prospérité. Ceux qui furent les témoins de cette chose sans nom que fut l'invasion de la Belgique par les armées allemandes eurent le sentiment profond d'un écroulement.

2

Ils eurent aussi, et cela dès le premier jour, le sentiment non moins profond qu'un peuple capable de se dresser ainsi tout entier contre la menace à son indépendance et à sa dignité ne peut mourir. Par sa grandeur morale, un tel peuple constitue un élément essentiel du progrès et de la civilisation. La cause de la Belgique est devenue la cause même de l'Humanité, et celle-ci ne renoncera jamais à défendre le Droit et la Liberté.

R. De M.

LA PATRIE EN DANGER



LA PATRIE EN DANGER

I

3-15 Août.

Le masque est tombé !... L'Empereur de la Paix se révèle l'Empereur des Huns, et l'Allemagne déchaîne la guerre à laquelle elle se préparait depuis un quart de siècle. La « poudre est sèche » et le « glaive est aiguisé » ; on peut donc mettre fin à l'odieuse comédie que la diplomatie allemande s'in-

géniait, depuis des semaines, à traîner en longueur et par laquelle elle comptait bien endormir jusqu'au bout les plus légitimes défiances. Le masque est tombé, et c'est le peuple belge qui, le premier, voit dirigée contre son cœur la lance de Lohengrin déchu, menteur et parjure...

Quel réveil — et quels regrets ! Que sont devenues les assurances données par le gouvernement de Berlin au sujet de la neutralité de la Belgique ? Que valent, à cette heure, les solennelles paroles impériales prononcées au Palais de Bruxelles en 1910, quand Guillaume II y vint en hôte respecté et en souverain ami ? Que valent encore les protestations indignées qui s'élevaient de toutes parts, quand on se permettait de signaler que les dispositions arrêtées depuis des années pour la mobilisation des armées allemandes impliquaient la violation certaine du territoire belge ? Le masque impérial trompa les plus sincères, les plus attentifs, et le masque impérial tombé, on demeure stupide devant la face d'orgueil et de haine qui se découvre...

L'Allemagne entend traiter la Belgique comme, hier, elle traita le Grand-Duché de Luxembourg : elle met la nation belge en demeure de laisser passer par son territoire les armées impériales en marche vers la France. La Belgique doit trahir son devoir international le plus sacré ou mourir.

La Belgique ne trahira pas — et elle ne mourra pas. Elle a pu être dupe de la fourberie allemande, si longtemps et si parfaitement dissimulée, mais elle ne sacrifiera pas son âme à sa quiétude. L'âme d'une nation comme celle-ci est faite de tout le passé ; elle est faite des désastres subis et des triomphes vécus tout le long des siècles ; elle est faite de deux mille années d'efforts soutenus vers plus de grandeur et plus de clarté. L'âme de cette nation s'est révélée, d'abord, dans l'âpre lutte contre les légions romaines ; elle s'est formée dans les rudes combats des Communiers contre des Seigneurs, des Rois et des Empereurs ; elle s'est affirmée glorieusement par le geste triomphant des Gueux contre la domination espagnole, et elle s'est épanouie, enfin, au généreux soleil de la Révolution de 1830. Le fer et le feu, la torture et le massacre, toutes les ruines et toutes les misères, elle a survécu à tout cela, cette âme, parce qu'elle était éprise de liberté...

Ah ! la folie d'avoir cru, un seul instant, que les Belges renieraient leur passé, leur race et leurs amitiés ! La folie d'avoir cru que ce peuple-ci, par crainte de la guerre, se laisserait déshonorer devant l'Histoire et que la colère ne gonflerait pas son cœur !...

Belges, debout ! La Patrie est en danger ! Ceux de

Flandre et ceux de Wallonie, voici l'heure où il faut vaincre ou mourir. La nation en armes est maîtresse de ses destinées. Ecoutez la voix qui dit toute l'audace et tout l'orgueil de notre être : « Vaincus, peut-être — soumis, jamais ! » Pleurons, pleurons nos morts, mais ayons l'orgueil de leur héroïsme. Ceux qui meurent pour la Patrie meurent en beauté, car ils connaissent l'ivresse suprême du total sacrifice à une grande idée. Dans la ruée formidable vers l'ennemi, dans la poussée irrésistible à travers le feu et la mitraille, ils ont, ceux-là, la vision simple et nette des choses ; ils connaissent la divine clarté des âmes héroïques, la joie de la seule Vérité, qui est de lutter jusqu'à la mort pour la Liberté. Des siècles et des siècles passeront ; des Empires crouleront, des terres nouvelles surgiront des océans, mais toujours on dira aux enfants des hommes que les Belges ont su mourir en combattant quand les Barbares sont venus...





II

Il convient de fixer la genèse du drame. Quand il fut évident qu'une guerre européenne était inévitable, que l'Allemagne la préparait, la provoquait, la Belgique prit les mesures imposées par la plus élémentaire prudence : elle mobilisa son armée dans la nuit du 1er août, bien résolue à faire respecter sa neutralité, comme elle l'avait fait en 1870. La neutralité de la Belgique fut définie en termes précis

par le traité signé à Londres, le 15 novembre 1831, et au bas duquel l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la *Prusse* et la Russie apposèrent leurs signatures. L'article 7 de ce traité dit textuellement :

« La Belgique, dans les limites indiquées aux « articles 1, 2 et 4, formera un Etat indépendant et « perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'obser- « ver cette même neutralité envers tous les autres « Etats. »

Cette stipulation de la neutralité perpétuelle de la Belgique fut confirmée par le traité de Londres du 19 avril 1839.

La neutralité comportait pour la Belgique une garantie, mais elle lui imposait aussi un devoir. Elle avait la garantie de ne pouvoir être entraînée dans un conflit armé venant à surgir entre les puissances occidentales, mais elle avait l'impérieux devoir, en présence d'un tel conflit, de ne favoriser, ni directement ni indirectement, les opérations militaires d'aucun des belligérants aux prises.

Or, le 2 août, l'Allemagne a fait remettre au gouvernement belge une note ayant le caractère d'un ultimatum. Cette note est ainsi conçue :

Le gouvernement allemand a reçu des nouvelles sûres, d'après lesquelles les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur; ces nouvelles ne laissent aucun doute sur l'intention de

la France de marcher sur l'Allemagne par le territoire belge. Le gouvernement impérial allemand ne peut s'empêcher de craindre que la Belgique, malgré sa meilleure volonté, ne sera pas en mesure de repousser, sans secours, une marche en avant française d'un si grand développement.

Dans ce fait, on trouve la certitude suffisante d'une menace dirigée contre l'Allemagne; c'est un devoir impérieux de conservation pour l'Allemagne de prévenir cette attaque de l'ennemi.

Le gouvernement allemand regretterait très vivement que la Belgique regardât comme un acte d'hostilité contre elle le fait que les mesures des ennemis de l'Allemagne l'obligent de violer, de son côté, le territoire belge. Afin de dissiper tout malentendu, le gouvernement allemand déclare ce qui suit :

1° L'Allemagne n'a en vue aucun acte d'hostilité contre la Belgique si la Belgique consent, dans la guerre qui va commencer, à prendre une attitude de neutralité bienveillante vis-à-vis de l'Allemagne. Le gouvernement allemand, de son côté, s'engage, au moment de la paix, à garantir le royaume et ses possessions dans toutes leurs étendues; 2° l'Allemagne s'engage, sous la condition énoncée, à évacuer le territoire belge aussitôt la paix conclue; 3° si la Belgique observe une attitude amicale, l'Allemagne est prête, d'accord avec les autorités du gouvernement belge, à acheter contre argent comptant tout ce qui sera nécessaire à ses troupes et à l'indemniser pour les dommages causés en Belgique; 4° si la Belgique se comporte d'une façon hostile contre les troupes allemandes et fait particulièrement des difficultés à leur

marche en avant par une opposition des fortifications de la Meuse ou par des destructions de routes, chemins de fer, tunnels ou autres ouvrages d'art, l'Allemagne sera obligée de considérer la Belgique en ennemie.

Dans ce cas, l'Allemagne ne prendra aucun engagement vis-à-vis du royaume, mais elle laissera le règlement ultérieur des rapports des deux Etats l'un vis-à-vis de l'autre à la décision des armes.

Le gouvernement allemand a l'espoir justifié que cette éventualité ne se produira pas et que le gouvernement belge saura prendre les mesures appropriées pour l'empêcher de se produire.

Dans ce cas, les relations d'amitié qui unissent les deux Etats voisins deviendront plus étroites et plus durables.

Sous la présidence du roi Albert, les ministres, les ministres d'Etat et M. Paul Hymans, chef de l'opposition libérale, ont délibéré pendant toute la nuit du 2 au 3 août. Au matin du 3 août, le gouvernement belge a adressé au gouvernement allemand la réponse suivante — la seule réponse que le gouvernement d'un pays libre, conscient de sa dignité, pouvait faire à une insolente mise en demeure de livrer passage sur son territoire neutre à une armée belligérante :

Par sa note du 2 août 1914, le gouvernement allemand a fait connaître que d'après des nouvelles sûres, les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse, par Givet et Namur, et que la Belgique, malgré

sa meilleure volonté, ne serait pas en état de repousser sans secours les marches en avant des troupes françaises.

Le gouvernement allemand s'estimerait dans l'obligation de prévenir cette attaque et de violer le territoire belge. Dans ces conditions, l'Allemagne propose au gouvernement du roi de prendre vis-à-vis d'elle une attitude amicale et elle s'engage au moment de la paix à garantir l'intégrité du royaume et de ses possessions dans toute leur étendue.

La note ajoute que si la Belgique fait des difficultés à la marche en avant des troupes allemandes, l'Allemagne sera obligée de la considérer comme ennemie et de laisser le règlement ultérieur des deux Etats l'un vis-à-vis de l'autre à la décision des armes.

Cette note a provoqué chez le gouvernement du roi un profond et douloureux étonnement. Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites, le 1er août, au nom du gouvernement de la République.

D'ailleurs si contrairement à notre attente une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux et son armée s'opposerait à l'envahisseur avec la plus vigoureuse résistance. Les traités de 1839, confirmés par les traités de 1870, consacrent l'indépendance et la neutralité de la Belgique sous la garantie des puissances et notamment du gouvernement de S. M. le roi de Prusse.

La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales, elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité, elle n'a négligé aucun

effort pour maintenir et faire respecter sa neutralité. L'atteinte à son indépendance dont la menace le gouvernement allemand constituerait une flagrante violation du droit des gens.

Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit. Le gouvernement belge en acceptant les propositions qui lui sont notifiées sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe. Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de quatre-vingts ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité. Si cet espoir était déçu, le gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir, toute atteinte à son droit.

Les Chambres ont été immédiatement réunies en une séance solennelle à laquelle assistaient le roi, la reine, les jeunes princes Léopold et Charles, la princesse Marie-José.

Le roi Albert, debout devant les représentants du peuple, a prononcé alors des paroles émouvantes :

Jamais, depuis 1830, heure plus grave n'a sonné pour la Belgique : l'intégrité de notre territoire est menacée! La force même de notre droit, la sympathie dont la Belgique, fière de ses libres institutions, et des conquêtes morales, n'a cessé de jouir auprès des autres nations; la nécessité pour l'équilibre de l'Europe de notre existence autonome, nous font espérer encore que les événements redoutés ne se produiront pas. Mais si nos espoirs sont

déçus, s'il nous faut résister à l'invasion de notre sol et défendre nos foyers menacés, ce devoir, si dur soit-il, nous trouvera armés et décidés aux plus grands sacrifices.

Dès maintenant, et en prévision de toute éventualité, notre vaillante jeunesse est debout, fermement résolue, avec la ténacité et le sang-froid traditionnels des Belges à défendre la patrie en danger.

Je lui adresse au nom de la nation un fraternel salut. Partout, en Flandre et en Wallonie, dans les villes et les campagnes, un seul sentiment étreint les cœurs : le patriotisme; une seule vision emplit les esprits : notre indépendance compromise; un seul devoir s'impose à nos volontés : la résistance opiniâtre.

Dans ces graves circonstances, deux vertus sont indispensables : le courage calme, mais ferme, et l'union intime de tous les Belges.

L'une et l'autre viennent déjà de s'affirmer avec éclat sous les yeux de la nation remplie d'enthousiasme.

L'irréprochable mobilisation de notre armée, la multitude des engagements volontaires, le dévouement de la population civile, l'abnégation des familles, ont montré, de façon indéniable, la bravoure réconfortante qui transporte le peuple belge. Le moment est aux actes.

Je vous ai réunis, Messieurs, afin de permettre aux Chambres législatives de s'associer à l'élan du peuple, dans un même sentiment de sacrifice. Vous saurez prendre d'urgence, Messieurs, et pour la guerrre et pour l'ordre public, toutes les mesures que la situation comporte. Quand je vois cette assemblée frémissante dans laquelle il n'y a plus qu'un seul parti, celui de la patrie,

où tous les cœurs battent en ce moment à l'unisson, mes souvenirs se rapportent au Congrès de 1830, et je vous demande, Messieurs : Etes-vous décidés, inébranlablement, à maintenir intact le patrimoine sacré de nos ancêtres? Personne, dans ce pays, ne faillira à son devoir. L'armée, forte et disciplinée, est à hauteur de sa tâche : mon gouvernement et moi-même nous avons pleine confiance dans ses chefs et dans ses soldats. Attaché étroitement à la population, soutenu par elle, le gouvernement a conscience de ses responsabilités et les assumera jusqu'au bout, avec la conviction réfléchie que les efforts de tous, unis dans le patriotisme le plus fervent, le plus généreux, sauvegarderont le bien suprême du pays.

Si l'étranger, au mépris de la neutralité dont nous avons toujours scrupuleusement observé les exigences, viole le territoire, il trouvera tous les Belges groupés autour du souverain, qui ne trahira pas, qui ne trahira jamais son serment constitutionnel, et du gouvernement investi de la confiance absolue de la nation tout entière.

J'ai foi dans nos destinées : un pays qui se défend s'impose au respect de tous; ce pays ne périt pas.

Dieu sera avec nous dans cette cause juste.

Vive la Belgique indépendante !

M. de Broqueville, chef du cabinet et ministre de la guerre, a exposé ensuite la situation faite à la Belgique. Le Parlement a voté un crédit de deux cents millions pour les besoins de la défense nationale. L'Assemblée a acclamé les souverains et l'armée. Il n'y a plus en Belgique, dès cette heure, ni

partis politiques, ni classes sociales ; la menace allemande a réalisé pleinement l'unité morale de la Nation.

Voilà dans toute sa simplicité, dégagé de tout commentaire qui ne pourrait qu'affaiblir le sens précis des textes officiels invoqués, comment la Belgique, victime de la plus inqualifiable des agressions, se trouva entraînée, dès le premier jour, dans la grande guerre européenne qui commence.

Comme elle en avait le devoir, la Belgique a fait immédiatement appel à l'Angleterre et à la France, puissances garantes de la neutralité belge, qui se portent actuellement au secours de la patrie menacée. Les trois nations écrivent ensemble aujourd'hui une grande page de l'Histoire. Que demain soit fait de joie ou de tristesse, le peuple belge n'oubliera jamais que la France et l'Angleterre ont versé le sang de leurs fils pour défendre la Belgique indépendante. Jusqu'au dernier des siècles, ses enfants s'en souviendront !







III

Ce sera un sujet d'étonnement pour tous ceux qui chercheront à fixer l'histoire de cette époque émouvante, que de constater la soudaineté avec laquelle la politique intérieure de la Belgique se tassa, s'effondra, peut-on dire, devant la menace allemande. Dans ce pays, où la lutte des partis fut toujours plus âpre que partout ailleurs, où l'opposition des idées avait la violence d'une profonde opposi-

tion des sentiments, l'unité nationale s'est faite en quelques heures, et quatre-vingt-quatre années de bataille au Parlement et dans la rue furent oubliées en cette minute suprême où la nation se dressa toute contre l'envahisseur. Et pourtant, jamais les circonstances intérieures n'avaient été moins favorables à une telle brusque évolution. La lutte entre libéraux et catholiques avait atteint son plus haut degré de violence dans cette discussion de la nouvelle loi scolaire qui poursuit l'égalité entre l'école publique et l'école libre ; l'entente entre libéraux et socialistes n'avait pas résisté à l'expérience électorale de 1912, les éléments bourgeois se refusant à toute alliance avec un parti dont l'action se résumait essentiellement dans la formule de la lutte des classes ; le parti catholique lui-même était menacé dans son unité, les catholiques traditionnalistes ne pardonnant pas au cabinet de Broqueville d'avoir réalisé la réforme militaire qui avait déterminé aux élections du mois de mai dernier la défection des éléments ruraux flamands ; enfin, la querelle entre Wallons et Flamands en était venue au point où la séparation administrative des provinces du sud et du nord était envisagée dans des milieux qui jusque-là avaient repoussé énergiquement cette conception si dangereuse pour le maintien même de la nationalité belge. On avait l'impression très nette

de rouler à une catastrophe ; on contestait au parti catholique le droit d'exercer plus longtemps le pouvoir, on reconnaissait, d'autre part, que les partis d'opposition étaient impuissants à constituer un gouvernement viable ; on se débattait dans l'incohérence, et l'idée qui prévalait, c'est que les circonstances seules pouvaient déterminer une refonte des partis et une indispensable réorganisation politique du pays.

Ce n'étaient certainement pas là des conditions favorables à l'effort énorme que la Belgique doit accomplir pour faire utilement face au péril dont elle se trouve menacée, et si cet effort fut possible, quand même et malgré tout, c'est à un véritable miracle de patriotisme de tous ceux qui assument une responsabilité politique et morale qu'on le doit.

Quand on sentit venir le grand conflit, les milieux politiques belges n'eurent d'autre souci que d'assurer la plus scrupuleuse neutralité de la Belgique et le gouvernement prit immédiatement les mesures militaires élémentaires pour faire respecter cette neutralité aux frontières. M. Klobukowski, ministre de France, avait donné officiellement les assurances les plus formelles que la France respecterait le territoire belge ; le ministre d'Allemagne ne crut pas devoir faire une démarche officielle analogue, mais il fit déclarer par un journal semi-officieux qu'il

n'avait pas à donner des assurances dans le genre de celles qui avaient été données par le ministre de France, parce qu'on savait pertinemment, depuis longtemps, que l'Allemagne respecterait la neutralité du royaume. Quatre heures après avoir fait cette déclaration, le ministre d'Allemagne portait au gouvernement belge la communication mettant la Belgique en demeure de livrer passage aux troupes allemandes en marche vers la France...

Le conseil des ministres qui eut lieu sous la présidence du roi dans la nuit du dimanche au lundi fut vraiment tragique. Il n'y eut pas une hésitation sur le principe de l'attitude à prendre : l'accord fut immédiat et unanime sur la nécessité de résister à l'agression. Mais une question, grave entre toutes, se posait : en même temps qu'on décidait la résistance, fallait-il faire appel aux puissances garantes de la neutralité belge ?

La question a souvent été examinée au point de vue théorique dans la presse, et il y en avait qui soutenaient volontiers que, même dans l'éventualité la plus grave, la Belgique devait se contenter de lutter contre l'envahisseur par ses propres moyens, l'appel aux puissances garantes pouvant constituer une intervention dans le conflit extérieur, les principales puissances garantes étant elles-mêmes belligérantes. Cette théorie était évidemment fausse, la

garantie de la neutralité de la Belgique, telle qu'elle fut établie en 1839, créant en réalité un droit d'intervention pour les puissances garantes au cas où le territoire belge était violé. Devant la brutalité du fait accompli de l'invasion, on s'en rendit parfaitement compte, et au surplus, aucune hésitation n'était possible, les seules forces de la Belgique étant évidemment insuffisantes pour refouler l'envahisseur. La seule solution logique du problème consistait à lier étroitement la fortune et le sort de la Belgique à la fortune et au sort de la France et de l'Angleterre.

On a dit qu'il y eut, à ce sujet, ou du moins quant à la forme de cette collaboration de la Belgique avec la France et l'Angleterre, un certain « flottement » dans les milieux gouvernementaux. J'affirme que cela n'est pas exact. Non seulement le roi fut très net dans son attitude, mais encore M. de Broqueville n'eut pas une hésitation, et les ministres connus notoirement comme flamingants, donc comme peu favorables à l'influence française, soutinrent fidèlement le président du conseil. Le « flottement » dont on a parlé çà et là en Belgique, au lendemain de l'ultimatum allemand, exista dans des milieux tenant de près au gouvernement, pouvant exercer une certaine influence sur lui, mais n'assumant aucune véritable responsabilité. Encore ce « flotte-

ment » ne dura-t-il guère plus d'un jour. L'attitude du roi Albert, la résolution de M. de Broqueville, l'enthousiasme de l'armée, la vigueur patriotique du sentiment populaire emportèrent toutes les hésitations. Le devoir belge était si clair, si net, si précis que nul ne pouvait tenter de le contester ou de s'y soustraire, et M. de Broqueville n'eut qu'à exposer la situation de fait au cours de la séance historique du Parlement pour écarter tous les doutes et vaincre toutes les timidités.

C'est une justice à lui rendre : M. de Broqueville a été à la hauteur de sa mission dans ces circonstances tragiques et il a accompli son devoir avec une loyauté, une fermeté qui méritent l'éloge sans réserve. L'année dernière, contre la volonté de la majorité de son parti et au risque de compromettre irrémédiablement sa situation ministérielle, il a imposé la réalisation de cette réforme militaire qui, même incomplètement appliquée, nous a donné une armée capable de contenir pendant quinze jours les armées allemandes, et quand sonna l'heure des suprêmes résolutions, il n'a pas hésité entre la complaisance qui eût pu épargner au pays les pires épreuves et l'héroïsme que commandait la bonne sauvegarde de la dignité nationale. Il est allé droit au devoir, si cruel fût-il, et son geste a traduit les aspirations les plus nobles et les plus hautes de la

nation. Par là, M. de Broqueville fut, aux côtés du roi Albert, l'homme de la situation. Son attitude a, sinon effacé, du moins atténué beaucoup les fautes commises par son parti pendant les trente années qu'il fut à la direction des affaires. Ses adversaires doivent reconnaître que la Belgique doit pour une part certaine à M. de Broqueville d'apparaître plus grande et plus respectée dans le monde.





IV

Gloire à Liège !

L'armée allemande réputée invincible est venue s'écraser contre les forts de Liège qu'elle prétendait enlever en quelques heures. N'ayant pu convaincre le général Leman qu'il ne lui restait qu'à rendre la place, les Allemands, pour s'en emparer, ont dû sacrifier leurs meilleurs régiments. Il y a dans les intervalles des forts des monceaux de cadavres ; il

y a des tués par centaines et centaines dans les tranchées, mais l'ennemi est arrêté autour de Liège et les projets de l'orgueilleuse Allemagne s'en trouvent bouleversés.

Qu'importe le sang versé ; qu'importent les sacrifices consentis quand une nation entière est résolue à la lutte à outrance ! Les vides creusés par la mitraille dans nos rangs seront comblés demain ; d'autres viendront qui auront même vaillance que ceux qui sont tombés là-bas, et ils mettront à combattre le même héroïque acharnement.

La petite armée couvrant la position fortifiée de Liège a donné au renom belge dans le monde un éclat qui subsistera à travers les siècles. Inférieurs en nombre, nos régiments ont repoussé l'attaque générale de 120.000 Allemands dans un combat de plusieurs jours qui fut une véritable bataille en rase campagne. Les Germains ont laissé plus de 25.000 hommes, tués et blessés, sur le terrain. La nation entière, profondément émue, salue ceux des nôtres qui sont tombés pour la Patrie ; la nation entière acclame ceux qui hardiment font face à l'envahisseur, qui par le canon, le fusil et le sabre ont châtié l'outrecuidance teutonne et prouvé au monde que les Belges, sans peur comme sans reproche, ne trahissent pas leur devoir. Bien des larmes coulent — larmes de joie ou d'orgueil — mais l'âme a vibré

magnifiquement. Nous connaissons cette ivresse que connut en 1793 le peuple de France quand la Patrie fut en danger, et du fond de notre être a surgi une vérité radieuse : nous sommes une grande nation !

C'est dans la nuit du 3 au 4 août que les premières colonnes allemandes ont franchi la frontière belge ; c'est dans l'après-midi du 4, que l'attaque s'est développée sur tout le front devant la position de Liège. Elle s'est faite en trois colonnes : la première, venant d'Aix-la-Chapelle, a marché sur Visé ; la seconde, partie de la même ville, a suivi la grande route vers Liège ; la troisième, remontant la vallée de la Vesdre, a occupé Verviers. C'est à Visé que revient l'honneur d'avoir infligé la première humiliation aux Germains : c'est là qu'un régiment de ligne posté derrière les maisons le long de la Meuse a décimé par un feu terrible l'infanterie impériale ; c'est là que les canons du fort de Barchon ont détruit à coups d'obus le premier pont que l'ennemi voulut jeter sur le fleuve. Les soldats de Guillaume II se sont cruellement vengés en détruisant Visé et en fusillant des non-combattants.

L'attaque dirigée contre la position fortifiée de Liège proprement dite s'est dessinée en partie double. D'une part, des forces allemandes considérables ont marché contre le secteur nord-est,

comprenant les forts de Fléron, Barchon et Evegnée; d'autre part, des forces aussi considérables ont marché contre le secteur sud-est composé des forts de Boncelles et d'Embourg. Dans les intervalles des forts du secteur nord-est, l'offensive allemande a été arrêtée net et, sur une vigoureuse contre-attaque belge, l'ennemi a été refoulé avec des pertes énormes, obligé de reporter ses lignes à dix kilomètres en arrière.

Au secteur sud-est, les Allemands ont essayé de tourner les forces belges en débordant dans la direction de Huy. Ils n'ont pu y réussir, mais ils sont parvenus, le lendemain, à s'engager dans l'intervalle des forts de Boncelles et d'Embourg sur une distance de deux kilomètres. Dans la nuit du 6 août, le général Leman a lancé contre eux les meilleures troupes de la défense mobile. L'ennemi a été repoussé à la baïonnette, laissant 5.000 tués sur le terrain et abandonnant une vingtaine de canons.

Mais il avait pour lui le nombre. Environ 25.000 Belges ont tenu tête à plus de 120.000 Allemands. Ayant réussi à pénétrer dans l'enceinte du fort de Fléron, les assaillants ont bombardé Liège. Un groupe d'Allemands coiffés du simple bonnet de police, afin de tromper leurs adversaires, put pénétrer jusqu'au cœur de la « Cité ardente » et tenta

d'assassiner le général Leman. Tous furent tués. La bataille s'est poursuivie avec acharnement pendant deux jours et deux nuits encore, puis, afin de ne pas sacrifier inutilement la ville elle-même, les troupes de la défense mobile se sont repliées sur les positions que l'armée de campagne occupe en avant de la Belgique centrale, tandis que les forts ont été abandonnés à leurs propres moyens. Maîtres de la ville, les Allemands ne l'étaient pas encore à ce moment de la position fortifiée qui soutenait vaillamment la lutte. Quand tout fut perdu ; quand les coupoles se trouvèrent immobilisées, le général Leman attendit la fin au fort de Loncin dans lequel il s'était enfermé...

La défense de Liège constitue une des grandes choses de l'Histoire. Ce fait inouï de la troisième division belge, appuyée par une brigade mixte, culbutant trois corps d'armée allemands ; cette lutte acharnée où les nôtres ont combattu pendant cinq journées un contre cinq, a frappé l'Europe de stupeur et d'admiration.

Et qu'on ne s'y trompe pas : la défense héroïque de Liège a des conséquences à longue portée. Ce n'est pas seulement notre pays que nous avons défendu, notre honneur et notre dignité que nous avons sauvés ; ce n'est pas seulement notre devoir

que nous avons accompli avec une loyauté et une fermeté rares. Les Belges ont fait davantage et mieux : ils ont brisé l'élan des formidables armées allemandes ; ils ont porté un coup décisif à la toute puissance allemande; ils ont sauvé le monde latin de l'invasion de ceux que le poète appela les « grands barbares blancs ». L'orgueil allemand a sombré dans les tranchées de Barchon, d'Evegnée, de Fléron, d'Embourg et de Boncelles, devant Liège.

Que l'on songe à ceci : il y avait en Europe une puissance de plus de soixante-cinq millions d'hommes qui, depuis près d'un demi-siècle, vivait uniquement pour faire la guerre. Cette puissance avait patiemment constitué des armées innombrables, comme n'en connurent ni Alexandre, ni César, ni Napoléon ; pendant quarante années, toutes les richesses produites par le travail de ce grand peuple furent absorbées par les armements. Des fusils par millions, des canons par milliers ; des forts par centaines — tout cela, dont l'ensemble formait le plus terrible instrument de mort et de destruction, fut constitué patiemment, méthodiquement, afin qu'à l'heure voulue la puissance allemande pût s'imposer au Vieux-Monde. Et quand cette heure a sonné, il s'est trouvé un petit peuple qui s'est dressé dans un élan sublime pour défendre la Patrie en danger. Alors on a vu cette chose belle

comme un chant d'Homère : ce petit peuple, sacrifiant largement son sang, ruinant d'un coup le prestige de la plus formidable puissance militaire. Le colossal instrument de mort et de destruction tant vanté ne résistait donc pas à toute épreuve ; l'armée allemande dont la seule évocation faisait trembler l'Europe pouvait être vaincue ; malgré le courage indéniable des soldats et la science incontestable des officiers, la prestigieuse tactique allemande pouvait conduire à la défaite. Même si les événements à venir devaient tromper notre ferme espoir dans la victoire finale, même alors la bataille de Liège conserverait toute sa signification et prouverait que l'héroïsme peut avoir raison du nombre et de la perfection des armements.

Liège a rempli son rôle de cité héroïque d'avance sacrifiée ; Liège demeure à jamais une cité de vaillance et de gloire pour l'Humanité !



L'INVASION



L'INVASION

I

25-30 Août.

Je me tâte. Je dois faire un effort pour me rendre compte que bien réellement je me trouve à Paris, au milieu de mes vieux et fidèles amis français, dans cette grande maison du *Temps*, où depuis huit ans je n'ai cessé de répéter que les milliers et les milliers d'Allemands affluant en Belgique, s'emparant du

commerce et de l'industrie, empoisonnaient peu à peu l'atmosphère de ce petit pays si heureux et qu'ils y constituaient l'avant-garde de l'armée d'invasion. Ce n'est pas le moment d'évoquer le passé, mais qu'on me permette un instant de ramener l'attention sur ce que je n'ai cessé de répéter depuis 1906, au sujet de la nécessité impérieuse d'organiser une armée belge capable de couvrir efficacement la Belgique centrale, des préparatifs énormes que les Allemands faisaient sur la frontière de l'est, tout le long des provinces de Liège et de Luxembourg, de la disposition de leurs voies ferrées devant leur permettre de jeter en quelques heures des troupes innombrables en Belgique. Je n'ai cessé de crier que la défense spéciale de la province de Luxembourg, en dehors de l'armée de campagne belge, était nécessaire ; j'ai précisé le danger énorme que constituait la trouée du Limbourg. C'est justement par cette trouée que les Allemands, débouchant au nord de Visé, ont envahi la Hesbaye et réussi à déborder nos troupes à Diest et Aerschot, contraignant ainsi la petite armée de campagne belge à se replier sur le camp retranché d'Anvers et à découvrir la route vers Bruxelles et la Belgique centrale.

Quand je disais et répétais tout cela — et je le disais et le répétais parce que j'en avais l'absolue certitude, parce que mes sources d'information

étaient telles que je ne pouvais me tromper, — on affirmait que j'exagérais le péril, que mon affection profonde pour la France et la culture française m'égarait, que je voyais trop les choses du point de vue français, que je risquais de compromettre des « sympathies » sur lesquelles la Belgique pouvait compter. Pour la *Kœlnische Zeitung*, j'étais le « haïsseur d'Allemands » ; pour certains journaux belges, trop confiants dans la loyauté allemande, j'étais le « fourrier de la France » — et ce n'est que lorsque la guerre est venue, ce n'est qu'en présence du brutal ultimatum mettant la Belgique en demeure de laisser passer les armées allemandes en marche vers la frontière française que l'on a compris que si j'aimais tant la France, c'est parce que j'aime ardemment mon pays, parce que j'ai toujours eu le sentiment profond qu'en dehors de tout ce qui unit les Belges et les Français — communauté d'origine, de mœurs et de langue, — le salut pour la Belgique, à l'heure du péril, ne pouvait venir que du côté de la France.

La tragédie qui se développe depuis trois semaines confirme bien malheureusement toutes ces craintes. Ces Allemands, que l'on n'accueillait que trop en Belgique, y ont apporté la guerre — une guerre d'une barbarie inouïe. Nous avons connu, autour de Liège, la lutte un contre cinq ; nous avons connu

la Hesbaye envahie, ravagée, incendiée ; nous avons vu nos paysans fusillés devant les portes de leurs humbles maisons ! Ce que les Barbares venus du Rhin ont accompli en Belgique de forfaits, de crimes, d'abominations, on ne le saura jamais complètement, car trop de voix qui auraient pu le dire se sont tues. Le peu qu'on en sait, on le tient des pauvres gens en fuite dès le début du drame, quand les chaumières commençaient à flamber, mais qui n'ont pas vu cette chose sans nom qu'a été la « fin ». Ce que nous en savons, c'est par les ruines fumantes accumulées dans les bourgs et les villages, par les cadavres retrouvés çà et là, par les notes trouvées sur les officiers allemands tués — car ces messieurs tiennent note de leurs infamies. Mais comment tout cela s'est passé, parmi quels cris d'horreur tout cela s'est déroulé, dans quel écroulement de toute humanité cela s'est accompli, nul ne le dira maintenant, et cette histoire de l'invasion sera à récrire entièrement, page par page, quand les ruines seront déblayées. Il faut avoir vu, comme je l'ai vue, la fuite éperdue des vieillards, des femmes et des enfants en arrière des lignes de l'armée belge postée de Louvain à Waremme, en passant par Tirlemont, pour comprendre ce que fut cette invasion. Par les routes, à travers champs, par les bois, les fugitifs se traînaient par masses compactes, les épaules


Frans Masereel



chargées de lamentables hardes, les enfants, pieds nus, s'accrochant aux jupes des mères. Ils marchaient sans un cri, sans une larme, les yeux hagards, la face blême, les lèvres exsangues — et rien n'était plus tragique que cette foule en détresse allant obstinément vers le large horizon. Il faut avoir vu cela pour comprendre la haine qui maintenant vit dans le cœur de tout Belge pour l'Allemagne et les Allemands — une haine que des années sans nombre ne pourront apaiser.

Oh ! mes frères de France, vous avez souffert pendant quarante-quatre années parce que les vôtres, en Lorraine et en Alsace, subissaient la loi implacable de l'oppresseur ; vous avez appris à haïr parce que la grandeur du souvenir de l'autre guerre subsistait intacte chez vous ; mais nous, nous ne connaissions pas la Haine. Nous étions un petit peuple laborieux et paisible, qui aimait la France parce qu'il se sentait tout près d'elle, mais qui ne haïssait personne. La Haine, c'était la seule chose qui nous manquait pour être vraiment une nation, pour lier indissolublement devant les siècles à venir les éléments si disparates qui constituent le peuple belge. Les luttes des partis, les querelles entre Wallons et Flamands, les rivalités de ville à ville, tout ce particularisme, tout ce régionalisme, dont la Belgique a tant souffert, tout cela s'efface devant la Haine qui

domine maintenant tous les sentiments. Ce n'est qu'avec du sang que l'on fait de l'Histoire, que l'on fait une nation, et pour la première fois, le sang wallon et le sang flamand, largement épandus, se sont mêlés dans les mêmes sillons. La Haine, la sainte Haine, on ne l'arrachera plus des cœurs belges, et c'est pour cela que pour la première fois la Belgique envahie, meurtrie et pantelante, a le sentiment profond d'être une nation !

Il faut qu'on sache ceci : la plupart des provinces belges sont occupées; les légions impériales déferlent sur le Limbourg, le pays de Liège, le Luxembourg, le Namurois, le Hainaut, le Brabant et les plaines grasses des Flandres. Il n'y a plus que le camp retranché d'Anvers et la région du littoral qui demeurent libres ; il n'y a plus que quelques forts où les trois couleurs de la Belgique indépendante frissonnent encore au vent soufflant de l'est — et pourtant, le peuple belge ne désespère pas. Il croit inébranlablement à la victoire finale ; il croit à un retour triomphant de fortune ; il *sait* que le reflux se produira à une heure donnée, et il attend cette heure-là d'un cœur intrépide. Des voix allemandes ont dit et disent que les Belges sont vaincus et résignés. Il y en a qui, à Gand et à Ostende, ont trouvé moyen d'interpréter un communiqué officiel de telle

manière que l'on pût comprendre que l'armée de campagne belge, rentrée dans le camp retranché d'Anvers, n'en sortirait plus, se désintéresserait de la guerre, n'interviendrait plus. Tout cela est faux. Je le crie de toutes les forces de mon âme, de toute la colère de mon cœur ; je le crie au nom des nôtres couchés par la mitraille allemande dans les tranchées de Liège, dans les plaines de Haelen, de Diest et de Landen — cela est faux, et ils mentent ceux qui disent au dehors que la Belgique maintenant est résignée à laisser passer !

Ils mentent dans l'espoir imbécile de nous amener à une défaillance ; ils mentent comme ils ont menti après la prise de la ville de Liège, quand ils répétaient que la France nous abandonnait, que l'Angleterre ne pouvait nous aider ; ils mentent parce qu'ils espèrent encore et toujours obtenir de notre désespoir ce qu'ils n'ont pu obtenir par la ruse ou par la force. J'ai mis sept jours pour venir du cœur de la Belgique envahie ; j'ai marché de Bruxelles sur Gand, de Gand sur la frontière hollandaise, de là sur Ostende par le littoral, d'Ostende sur Furnes et sur Dunkerque ; j'ai traversé des régions du nord de la France que sottement on prétendait occupées et où il n'y a pas, à cette heure, un Allemand — eh bien ! je vous jure que les Belges sont résolus à vaincre ou à mourir, que les Belges veulent se

battre, se battre jusqu'au dernier souffle, que rien ne les fera céder. Tant qu'un soldat allemand se trouvera sur le sol belge, les Belges se battront ; ils se battront jusqu'à ce que les soldats de France, refoulant l'ennemi commun, puissent leur tendre la main dans Bruxelles délivrée.

S'il y a eu un instant une sorte de flottement dans l'opinion — flottement que certains ont aussitôt exploité, — il faut se rendre compte que cela était inévitable étant donné la façon dont on a procédé. Dès que se dessina l'attaque allemande sur Liège, on répéta que nos troupes ne devaient tenir que trois jours et que les Français viendraient alors nous aider à rejeter l'ennemi au delà de Verviers. Certes, l'intention que l'on eut en laissant dire cela fut bonne, parce qu'il s'agissait de raffermir les cœurs en présence du premier choc, si formidable ; mais nous étions quelques-uns à savoir parfaitement que les Français ne viendraient pas, ne pouvaient venir au secours des Belges à Liège; nous étions quelques-uns à savoir, dès le deuxième jour, que Liège devrait à un moment donné se défendre par ses propres moyens et que notre armée de campagne devrait se borner à couvrir la Belgique centrale et à tenir sur ses positions jusqu'à l'arrivée des forces françaises et anglaises. C'est cela que l'opinion publique en

Belgique ne comprenait pas, ne pouvait comprendre ; c'est cela qu'on ne pouvait dire dans les journaux et que les communiqués officiels dissimulaient prudemment. Chaque fois qu'un journaliste indiquait la possibilité de cette réalité, la censure coupait implacablement la dépêche ou l'article.

Et Liège tenait, tenait toujours. La division qui assurait la défense mobile de la place était ramenée vers le gros de l'armée, à Landen et Waremme, mais Liège tenait ; les canons des forts tonnaient sans cesse. Chaque assaut repoussé faisait gagner un jour et permettait aux Anglais et aux Français de franchir une nouvelle étape. Puis quand les Allemands furent maîtres de la ville de Liège, quand on sut que leurs bataillons défilaient dans les rues de la « Cité ardente », on se disait que la liaison entre l'armée de campagne belge et l'armée française se ferait plus aisément par le sud du Brabant et le Condroz. Les journalistes bruxellois, chaque matin, partaient à l'aventure vers le sud, à la recherche des Français et des Anglais ; chaque soir, ils rentraient sans avoir rencontré de « pantalons rouges ». Nous n'en répétions pas moins soir et matin au public que la situation était excellente, que la liaison des armées allait se faire, se faisait. Si nous n'avions pas dit cela, si le public avait su qu'il n'y avait que les 100.000 hommes de l'armée de cam-

pagne belge pour barrer la route à plus de 400.000 Allemands se ruant sur la Belgique centrale ; si on lui avait expliqué, à ce public, qu'il était de toute impossibilité que l'armée française survînt à temps pour couvrir Bruxelles, parce que des nécessités stratégiques impérieuses l'obligeaient à déblayer d'abord l'Entre-Sambre-et-Meuse, ç'eût été la panique et le désarroi, c'eût été risquer d'ébranler la force morale qui a permis au peuple belge de tenir pendant vingt jours contre les armées impériales. Si pénible que fût ce sacrifice, il fallait y consentir, parce que la situation spéciale de la Belgique ne devenait plus qu'un facteur de la situation générale sur tout le vaste champ de bataille occidental, et que pour sauver la Belgique elle-même, il fallait commencer par sauver tout l'Occident en brisant définitivement l'élan des hordes barbares.





II

Depuis le jour où la division de la défense mobile avait dû se retirer de Liège et rallier le gros de l'armée de campagne, nous savions que l'occupation de Bruxelles était considérée comme probable. La situation réelle, celle qu'on ne pouvait soupçonner dans les communiqués officiels si vagues, était, en effet, celle-ci : l'armée de campagne belge ne pouvait en aucun cas se laisser entamer, parce qu'il

importait par-dessus tout qu'elle demeurât une force de combat suffisamment puissante, appuyée sur le camp retranché d'Anvers, pour exercer une pression efficace sur les armées prussiennes quand elles seraient aux prises avec les armées françaises et anglaises en Belgique centrale et méridionale. L'armée de campagne belge, dont le quartier général était à Louvain, avait ses lignes s'étendant en avant d'Aerschot et passant à Tirlemont et Waremme. Au nord, son aile gauche touchait Malines ; au sud, son aile droite touchait la région de Gembloux, c'est-à-dire la région où devait s'opérer, croyait-on, la liaison avec l'armée française quand cette liaison serait devenue possible. Les forces allemandes dévalaient au nord par Haelen et Diest ; elles dévalaient au sud par la région de Huy, tout le long de la Meuse. Leur but évident était d'intimider de telle manière l'armée de campagne belge que sa retraite précipitée et prématurée vers Anvers fût inéluctable. Quand les forces belges infligèrent un sanglant échec aux Allemands à Haelen-Diest, l'ennemi comprit que l'intimidation était de nul effet et qu'il fallait donner le gros effort, celui pour lequel des troupes nombreuses étaient indispensables.

Il était possible à l'armée belge de procéder de deux manières : ou bien, considérant que sa tâche

était accomplie devant Liège et que la Belgique avait fait tout son devoir, elle pouvait pivoter sur son aile gauche et, par Malines, se retirer directement sur Anvers ; ou bien, elle pouvait essayer de tenir encore pendant quelques jours sur ses positions d'attente à Louvain et Tirlemont, afin de permettre aux armées françaises et anglaises d'opérer leur concentration et de monter en Belgique centrale. La première tactique, reculer sans lutter, eût sans doute préservé les régions de Diest, Aerschot, Louvain et Tirlemont des terribles combats qui s'y livrèrent, mais elle eût ouvert le passage aux Allemands avant que les Français et les Anglais eussent été en mesure de frapper un grand coup. La seconde tactique exigeait naturellement de l'armée belge de lourds sacrifices, mais elle offrait des chances de sauver la mise pour la suite de la campagne. De même qu'on avait dû tenir bon à Liège uniquement pour empêcher les Allemands d'atteindre la frontière du sud, alors que la France était en pleine période de mobilisation, de même l'armée de campagne belge devait coûte que coûte endiguer le flot allemand en avant de la Belgique centrale, afin que l'armée française mobilisée pût agir utilement. Les deux tactiques furent longuement examinées par l'état-major, et — cela doit être dit — c'est le roi Albert, le roi qui, dès le début, a eu la

plus haute conscience de son devoir, qui fit pencher la balance en faveur de la résistance quand même et malgré tout, en faveur de la tactique ayant pour but d'empêcher aussi longtemps que possible une poussée allemande vers la frontière française. L'effort pouvait être difficile et douloureux, mais c'était là le seul effort utile. Le roi fut d'avis que cet effort-là, il fallait le faire, quoi qu'il dût en coûter.

On tint bon pendant quatre jours, avec des combats tout le long des lignes, à Eghezée, à Landen, à Waremme, à Diest ; on tint bon comme on put, sans engager le gros des forces belges, mais en conservant constamment le contact avec l'ennemi. Si la liaison avec les forces françaises et anglaises avait pu se faire à ce moment, les lignes allemandes eussent immanquablement été enfoncées. L'ennemi se rendait bien compte de ce qui se passait de notre côté et il accumulait des forces énormes à l'arrière. Il savait bien qu'il n'aurait raison de la résistance belge que par le nombre, par le flot déferlant sans fin, et qu'il fallait déterminer cette pression de la masse irrésistible avant l'arrivée du gros de l'armée française. Combien d'hommes a-t-on massés par la Hesbaye contre l'aile gauche belge ? Il serait difficile de le dire. Ce qui est certain, c'est qu'à un moment donné, cette pression allemande sur la division belge couvrant l'ensemble de l'armée à l'aile

gauche devint irrésistible et que les nôtres, menacés d'être enveloppés, durent se replier définitivement.

Les lignes Waremme, Tirlemont, Louvain, Aerschot évacuées, la route vers Bruxelles était ouverte aux troupes impériales et l'occupation de la capitale devenait inévitable. Dès le premier jour de la guerre, on envisageait dans certains milieux l'éventualité de cette occupation et on proclamait volontiers que si elle se produisait, elle n'aurait aucune importance stratégique, aucune signification militaire. L'idée qui prévalait était que les Allemands enverraient simplement un fort parti de cavalerie vers Bruxelles, afin de pouvoir proclamer à la face du monde qu'ils avaient atteint la capitale de la Belgique et de corriger ainsi, en Allemagne même, l'impression profonde qui y fut produite par l'échec des armes impériales devant Liège. Si le gouvernement belge, comme le lui permettait la loi, avait transféré son siège à Anvers dès le premier jour de l'invasion, on eût su à quoi s'en tenir et on eût été préparé à l'occupation. Mais les ministres demeurèrent dans la capitale ; la reine et les princes étaient là, visitant les ambulances ; le ministre de France et le ministre d'Angleterre occupaient leur légation. Le samedi 15 août, j'entendis pour la première fois émettre l'idée, par une personnalité de l'entourage du roi, que Bruxelles pourrait être occu-

pée. On avait, en effet, envoyé à Anvers, par simple mesure de précaution, l'encaisse de la Banque nationale et les archives du royaume. Le lundi 17 août, les rumeurs se précisaient, et tout à coup, on reçut le communiqué officiel annonçant que la reine, les princes et les ministres partaient pour la métropole. A la légation de France, M. Klobukowski, le ministre de la République à Bruxelles, qui a fait preuve dans ces circonstances tragiques d'un sang-froid et d'une énergie remarquables, me déclara que le ministre d'Angleterre et lui ne quittaient pas encore la capitale.

Ce fut ce samedi 15 août que se posa pour la première fois la question de savoir si, oui ou non, Bruxelles serait défendue. Il n'y avait pas de troupes belges entre l'ennemi et la capitale, mais on estimait que les Allemands ne pourraient jamais tenter qu'un raid de cavalerie sur la grande cité et qu'il serait possible de parer le coup, grâce à la garde civique qui veillait depuis le premier jour de la guerre dans la campagne, aux abords de la capitale. Il y avait là quelques milliers de gardes civiques qu'on chargea de creuser des tranchées, de couper les routes donnant accès à la ville. L'admirable forêt de Soignes et la région de Tervueren furent ainsi bouleversées et mises en état de défense. Et brusquement, mercredi soir, quand on apprit que les

troupes couvrant la retraite de l'armée belge avaient été refoulées et débordées, la situation changea d'aspect. On prévint la garde civique qu'elle avait à combler les tranchées ; à 11 heures du soir, elle fut en partie licenciée.

On se décidait donc à ne pas défendre Bruxelles — et l'on eut raison, puisque cette défense n'était pas pratiquement possible, l'armée de campagne devant demeurer sur ses positions du nord, tandis que l'armée française n'avait encore pu avancer suffisamment dans le Hainaut pour opérer efficacement. M. Max, bourgmestre de la capitale, a agi dans ces circonstances particulièrement douloureuses et délicates avec un tact, une prudence et un sang-froid que le peuple belge n'oubliera pas de si tôt. Son attitude a certainement contribué à sauver la capitale des plus tragiques représailles.

Il apparut clairement, dès cet instant, que ce n'était pas un simple raid sur Bruxelles, une médiocre satisfaction d'amour-propre que les Allemands cherchaient de ce côté. Il devenait évident que l'occupation de Bruxelles était fixée depuis longtemps dans le plan allemand et que ce que l'on appelait le « passage » par la Belgique ne se bornait nullement au simple passage par la vallée de la Meuse vers la frontière nord-est de la France. Non, ce qu'on voulait, c'était la traversée de la Belgique

entière, la poussée sans fin du flot allemand sur toute la longueur de la frontière franco-belge, d'Arlon à Dunkerque. Pour cela, Bruxelles devait constituer la grande voie d'accès de l'armée allemande du centre, celle qui était destinée à opérer sur la droite de l'armée de la Meuse proprement dite. C'est de Bruxelles que sont descendues les masses que les Français et les Anglais trouvèrent devant eux à Charleroi et à Mons.

Pendant toute la soirée et la nuit de mercredi, ce fut la fuite éperdue des Bruxellois. Les automobiles, les vieilles voitures, les chars-à-bancs, les charrettes encombraient les routes du nord et de l'ouest. Les trains qui purent encore être organisés pour Gand et le littoral partaient bondés. On ne délivrait plus de coupons, on passait, on fuyait, on s'écrasait.

Il faut avoir vu cela pour se faire une idée exacte de ce qu'est l'invasion; il faut avoir entendu geindre les vieillards, crier les femmes et pleurer les enfants pour comprendre ce que la guerre comporte de souffrances et d'horreurs.

Et le jeudi 20 août, ils sont venus. Dans la vieille cité brabançonne aux rues mornes, les portes et les « volets » clos aux maisons, ils ont défilé sans fin. Dans ces rues de Bruxelles, où depuis le 4 août le peuple chantait la *Brabançonne*, la *Marseillaise* et le *Chant du départ*, ils ont chanté leur *Wacht am*

Rhein... Ah ! combien de chants de victoire ne faudra-t-il pas pour assourdir et éteindre dans les rues bruxelloises l'écho des rudes voix allemandes clamant la joie des Barbares venus de l'est !...





III

Il avait été décidé qu'en cas d'occupation de Bruxelles, l'*Indépendance belge*, dont j'avais l'honneur d'être le rédacteur en chef, ne suspendrait pas sa publication, mais chercherait à paraître dans une des villes de la Flandre que l'on croyait hors de toute atteinte de l'ennemi. Le grand journal libéral, né en 1831 avec la Belgique indépendante et qui, en raison de ses traditionnelles sympathies françaises,

était depuis des années l'objet des plus violentes attaques allemandes, se devait à lui-même de lutter jusqu'au bout, comme la nation belge. « Aussi longtemps, avions-nous dit, qu'il y aura dans ce pays un coin de terre libre, l'*Indépendance* vivra pour crier la douleur et la colère de la nation ! » Son directeur, M. Alfred Lemonnier, fit preuve en ces circonstances d'une belle énergie et d'un noble esprit de sacrifice.

Gand devait être notre première étape, avec, en arrière, vers l'ouest, Ostende comme suprême lieu d'asile.

Dès le jeudi 20 août, Gand, la vieille cité flamande la cité des Communiers et de Van Artevelde, était encombrée de réfugiés. Il s'y trouvait plus de vingt mille malheureux venus de Liège, de Tirlemont et de Bruxelles. Les blessés des hôpitaux de Louvain avaient été amenés là. Ah ! ces blessés ! ce que j'en vis passer, les uns couchés sur des civières, d'autres affalés dans les sièges roulants de la Croix-Rouge, la plupart debout, soutenus par des gardes civiques, se traînant péniblement. Lanciers sans chapska, petits lignards sans capote, chasseurs sans bottes, ils passaient, les yeux ardents, comme enfiévrés encore du spectacle effroyable entrevu et, devant eux, la foule des petits bourgeois et des paysans s'ouvrait. Pas un cri, pas une clameur. Les hommes se


Frans Masereel

découvraient, les femmes pleuraient, les enfants restaient pensifs ; les lamentables réfugiés eux-mêmes, affalés le long des trottoirs, se dressaient pour contempler ceux qui s'étaient battus pendant quatorze heures devant les forts de Liège et qui, meurtris, sanglants, mais debout quand même, symbolisaient de façon poignante toute la nation et faisaient comprendre aux plus simples tout ce qu'il y avait en eux de souveraine beauté.

C'est par ces blessés que nous avons appris ce qui s'était passé sur le front belge au cours de cette bataille du lundi 17 et du mardi 18 août, où les masses allemandes débordèrent les troupes belges de première ligne.

Les Allemands attaquèrent sur tout le front avec des mitrailleuses et de l'artillerie. Les nôtres savaient d'avance qu'ils seraient écrasés par le nombre, mais on leur avait dit de tenir pour permettre la retraite en bon ordre sur Anvers de l'armée de campagne — et ils tenaient.

La plupart de nos régiments qui étaient là étaient ceux qui avaient combattu à Liège — les régiments qui avaient fait plier les légions impériales. L'ennemi dirigeait son principal effort du côté d'Aerschot, et il s'accomplit là des actes d'héroïsme inouïs. On a cité, entre tant de beaux traits, la défense d'une petite troupe de 280 hommes, qui

occupait une position au nord-est d'Aerschot, et avait devant elle une masse de 3.000 Allemands, cavalerie et infanterie, qu'il s'agissait de retenir coûte que coûte pour empêcher que la retraite ne fût coupée. Près de deux heures durant, de 6 heures à 7 heures 50, ces héros ne cédèrent pas une semelle de terrain. Dès le début de l'action, leur commandant eut le nez brisé par une balle, mais il ne songea même pas à faire panser sa blessure. La figure en sang, il faisait le coup de feu avec ses soldats. Il leur avait fait jurer de tenir jusqu'au dernier, et, fidèles à la parole donnée, les hommes tenaient. Des blessés, étendus dans l'herbe, faisaient des efforts surhumains pour lever le fusil et tirer. Les Allemands attaquaient la petite troupe de front et de flanc ; les mitrailleuses crachaient sans discontinuer ; mais les nôtres ne cédaient pas. A 7 heures 50, la retraite étant terminée à l'arrière, le commandant rallia les hommes qui lui restaient et se replia en combattant vers la route de Louvain... Au blessé qui me raconta cette affaire, à Gand, j'ai demandé :

— Et quand on s'est replié, combien restait-il d'hommes indemnes de ces 280 soldats ?

Il eut un geste vague, mais quelqu'un près de moi murmura :

— Il en restait dix-sept, monsieur !...

C'est là un fait entre mille.

Le capitaine Knapen, qui devant Landen fut surpris avec quatre soldats, dans une maison, par une patrouille de uhlans forte de cinquante hommes et qui, plutôt que de se rendre, se fit tuer le fusil au poing, après avoir abattu une dizaine d'Allemands, ne fut pas moins héroïque.

Il y a tous ceux dont on ne connaîtra jamais l'histoire, qui furent aux avant-postes, qu'on retrouva morts, le poing encore crispé sur le fusil et la cartouchière à demi-vide. Jamais, ni au lendemain de Liège, ni aux lendemains de Haelen-Diest, de Landen ou d'Aerschot, on n'a parlé des pertes belges. Jamais nous n'avons su combien nous avions de tués, de blessés, de disparus — et cela est bon. Nous ne voulons pas le savoir. Nous ne voulons pas que l'imagination populaire s'effare devant la brutalité des chiffres. Quand la Patrie sera libérée, nous ferons le compte de nos morts et de nos blessés ; jusque-là, il nous suffit de savoir que nous avons assez d'hommes pour qu'on puisse se battre utilement, et quand ceux-là ne seront plus en nombre, les 40.000 volontaires déjà instruits combleront les vides.

Entrés à Bruxelles le jeudi, les Allemands reprenaient dès la nuit suivante, leur marche vers l'ouest,

c'est-à-dire vers Gand. Il devenait évident que l'héroïque résistance de Liège et la résistance à laquelle se préparait Namur les obligeaient à modifier leur premier plan de campagne et à tenter l'invasion de la France bien au delà de la vallée de la Meuse, entre Maubeuge et Lille.

En même temps que des forces considérables descendaient de Bruxelles vers le sud du Brabant et le Hainaut, une colonne imposante occupait Denderleeuw et Alost et poussait jusqu'à Wetteren, dans le voisinage immédiat de Gand. Le vendredi 21 août, vers midi, il y eut une panique dans la vieille cité flamande. La garde civique fut licenciée ; l'encaisse de la Banque nationale fut transportée à Anvers, la gare du Sud fut fermée et toute circulation des trains suspendue. On nous prévint que l'occupation de Gand était attendue dans le courant de l'après-midi. Les blessés furent évacués sur Bruges et Ostende, et les lamentables files de réfugiés, à peine reposés de la longue route du pays de Liège en Flandre, se remettaient en marche vers l'ouest. C'est là que nous parvînmes à nous rendre compte de la façon dont procèdent les Allemands. D'abord, un grand automobile, dans lequel ils entassent de quinze à vingt soldats, passe en éclair sur la grand'route ; ensuite des groupes de uhlans, plus ou moins importants, variant de cinq à trente

hommes, parcourent les chemins qui aboutissent à cette grand'route. Des forces plus importantes suivent et, quand le pays est complètement déblayé, les colonnes avancent en masse, avec une rapidité surprenante. Dans ces Flandres, où ils n'avaient plus à se garder contre des troupes belges et qui étaient à ce moment totalement dégarnies, leur marche fut foudroyante. Pourtant, ils n'entrèrent pas à Gand, mais à hauteur de Melle, ils obliquèrent vers le sud, les colonnes se dirigeant sur Lille, tandis que des patrouilles opéraient sur la droite jusqu'au cœur de la Flandre occidentale. On en vit à Lichtervelde, sur la voie de Bruges à Furnes ; il y en eut qui descendirent jusqu'à Courtrai, où elles se heurtèrent à des troupes françaises.

A Gand, le calme revint le vendredi soir, mais la ville, si encombrée le matin, s'était vidée comme par miracle. Nous étions partis à quatre, dans un auto qui n'avait pas encore été réquisitionné, par le nord, nous dirigeant vers Selzaete, contre la frontière hollandaise. Nous vîmes là une colonne d'étudiants et d'étudiantes russes qui avaient fui Gand, et qui cherchaient à gagner les Pays-Bas. Quant à nous, nous longeâmes quelque temps les chemins de la frontière, puis nous redescendîmes vers Eecloo et Bruges. Une panne de l'auto, en pleine route, alors que des voitures militaires nous

dépassaient constamment à toute vitesse, nous retint une heure. Enfin, nous parvînmes à gagner le littoral où nous eûmes la joie, le lendemain, de voir évoluer au large une escadre anglaise.





IV

L'aspect d'Ostende était vraiment curieux, au moment où nous y arrivions après nos pérégrinations par le nord des deux Flandres. La guerre avait fait lamentablement manquer la « saison » de celle qu'on nomme la « reine des plages » et la plupart des grands hôtels avaient déjà fermé leurs portes. Mais l'invasion de la Belgique orientale et centrale avait eu naturellement pour effet de rejeter vers le

littoral des milliers et des milliers de Belges, si bien qu'il fallut rouvrir du jour au lendemain avec un personnel de fortune. L'impression de sécurité qu'on éprouva d'abord à Ostende, en face de la mer du Nord, au large de laquelle croisait l'escadre anglaise, ne dura pas. Des bruits sinistres, mais difficiles à contrôler — car Ostende était totalement isolée du restant du pays — circulaient dans les groupes. On disait que, contournant Gand, les Allemands s'étaient avancés à travers la Flandre occidentale ; que des uhlans avaient été vus à 10 kilomètres au sud d'Ostende, Dans la nuit du vendredi au samedi, je vis passer, se dirigeant vers la gare, des centaines de volontaires belges non encore instruits qu'on dirigeait sur Ypres ; le lendemain, on licencia la garde civique. C'étaient les mêmes mesures que nous avions vu prendre à Gand, quand l'approche des Allemands y fut signalée. Au cours de la matinée de samedi, l'escadre anglaise s'avança vers Ostende en ligne de combat ; un torpilleur entra dans le port aux acclamations de la foule, le bourgmestre eut en mer une entrevue avec le commandant des forces britanniques ; on chuchota même qu'un très haut personnage s'était rencontré au large avec un envoyé du roi George.

La journée se passa dans l'attente et l'anxiété. On avait beau raisonner et chercher, sans le trouver,

l'intérêt qu'auraient pu avoir les Allemands à occuper Ostende, au risque de s'exposer à une riposte foudroyante de l'escadre anglaise, rien n'y faisait. L'atmosphère si spéciale, faite de lassitude et d'abandon, qui précède les grandes paniques, pesait lourdement sur la ville. La foule angoissée se tenait sur la digue, observant une malle de l'Etat belge à bord de laquelle on avait transporté les blessés, et on se répétait les uns aux autres que lorsque le navire prendrait le large, l'heure du péril serait venue.

Cet état des esprits, je l'ai retrouvé partout où le passage des uhlans était signalé. Il était bien certain, du moins à ce moment-là, que les Allemands, surtout préoccupés d'atteindre rapidement la frontière française, ne songeaient pas sérieusement à occuper les régions de l'extrême ouest belge, absolument en dehors de leur champ d'action naturel ; mais c'était un système chez eux de lancer dans toutes les directions des groupes de uhlans plus ou moins importants pour terroriser les populations, pour déterminer chez elles cette détente des nerfs, cette crise de conscience qui fait se résigner les foules à toutes les abdications. Ce système, malgré les atrocités commises par les uhlans, malgré leurs crimes et leurs lâchetés, n'a pas produit en Belgique les effets qu'on en attendait. Dans son ensemble, la nation est demeurée fermement résolue

à lutter jusqu'à la mort contre l'envahisseur. Elle n'a pas connu une heure de faiblesse, elle n'a pas eu une défaillance, mais il faut constater que certains éléments, très rares et d'influence infime, ont cherché, en vain d'ailleurs, à exploiter la douleur populaire devant le spectacle de la patrie envahie, non pas pour provoquer un revirement de l'opinion en faveur de l'Allemagne — ce qui eût été trop brutal et trop grossier — mais pour éveiller certaines défiances à l'égard de la France et de l'Angleterre.

Le sujet est délicat, pénible, douloureux. Il importe pourtant de le traiter franchement, car il ne faut pas laisser se créer un malentendu. On n'a pas le droit, dans les circonstances actuelles, de laisser prendre quelque consistance à des bruits colportés sournoisement, dans les formes les plus prudentes, et qui, à la longue, pourraient fausser cette partie de l'opinion qui n'est pas préparée, par une culture spéciale, à tenir compte de tous les facteurs dans l'appréciation des faits. J'ai dit et je répète qu'il n'y a plus en Belgique ni querelles de partis, ni querelles de races ou de langues. Wallons et Flamands forment une seule et même nation dressée d'un même élan contre l'envahisseur. Pas une voix ne s'est élevée pour contester ou simplement discuter que le devoir de la Belgique, du fait de sa

neutralité violée par l'Allemagne, était de faire appel à la France et à l'Angleterre et de s'allier à elles, dans la bonne et la mauvaise fortune, pour tenter de libérer le territoire. Des années durant, j'ai lutté de toute mon énergie par la plume et la parole contre les flamingants, adversaires de la culture française. Eh bien, c'est avec une joie profonde que je leur rends cet hommage : devant l'agression allemande, devant la menace à l'existence libre et indépendante de la Belgique, ils ont oublié leurs rancunes contre les Wallons et les Belges francisés ; ils ont acclamé sincèrement la France respectant la neutralité belge et se portant au secours de la patrie en danger ; ils ont reconnu la vaillance et la générosité de cette France que tant de fois on calomnia là-bas. De tout ce que nous avons vu depuis la nuit tragique du 2 août, la chose la plus émouvante, la plus noblement belle, fut peut-être cette réconciliation spontanée des Flamands et des Wallons, hier frères ennemis, et que l'éveil prodigieux du sentiment national faisaient se retrouver Belges, Belges de cœur, d'esprit et d'âme ; Belges jusqu'aux fibres les plus intimes de leur être. Cela fut beau comme une aube, comme une renaissance, comme une révélation — et ce fut dans cette beauté-là que tous nous puisâmes la certitude du salut et de la victoire.

Alors, quand les tranchées de Liège furent com-

blées par nos morts ; quand les cadavres de nos enfants couvraient les plaines de Diest et les routes d'Aerschot, les semeurs de doute sont venus, à l'heure où viennent les corbeaux et les chacals. Ils sont venus, doucereux et pleurnichant, auprès des mères, des épouses et des fiancées, et ils ont murmuré à ces désolées et à ces meurtries que peut-être ceux qui leur étaient chers ne seraient point morts si les Français et les Anglais avaient pu tenir leur promesse d'être là... Oui, il s'est trouvé une gazette flamingante populaire pour insinuer que les Français et les Anglais abandonnaient la Belgique à son malheureux sort ; que les troupes françaises n'ayant pas dépassé Florenville et Dinant, n'avaient d'autre souci, très égoïste, que celui de défendre les frontières du nord de la France ; que les forces anglaises ne se rencontraient nulle part en Belgique ; que l'admirable défense de Liège avait été l'œuvre des seuls Flamands, et elle constatait — la maladroite — que dans aucune ville flamande, ni à Ninove, ni à Grammont, ni à Alost, ni à Audenarde les Allemands n'avaient laissé de garnison... Comprenez-vous ? Les Allemands épargnaient les villes flamandes, ne réservaient leurs coups, leurs exactions et leurs cruautés que pour des villes de la Belgique française. Et voici la suprême infamie : les retards de l'armée française — qui n'était pas prête, paraît-il

— furent cause du sacrifice inutile d'une partie des troupes belges et de la dévastation de l'est de la Belgique.

Les misérables !...

En salissant de l'idéal, en ravalant de l'orgueil, en dénigrant de la vaillance, qui donc ont-ils cru tromper ? Pouvaient-ils ignorer que dès le lendemain de l'ultimatum de l'Allemagne, une convention militaire était intervenue entre la Belgique, la France et l'Angleterre et que, par cette convention, les trois puissances liaient formellement leurs forces et leurs sorts ? Pouvaient-ils ignorer que l'action des trois armées fût minutieusement définie par les états-majors agissant en parfaite entente et que par là même la cause de la Belgique perdait son caractère particulier et devenait un élément — essentiel sans doute, mais non pas l'élément unique — de la cause générale de l'Europe en armes dressée contre la barbarie allemande ? Non, ils ne l'ignoraient pas, car le gouvernement belge, dans un de ses communiqués officiels, l'avait clairement fait entendre, et la nation entière eut la légitime fierté de se dire que c'était sur sa vaillance d'abord que se jouaient les destinées d'un monde, Certes, la Belgique est petite et faible, mais croit-on que si nous avions dû nous battre seuls, nous ne nous serions pas battus avec le même élan, la même opiniâtreté ?

La Belgique n'a-t-elle pas repoussé du pied l'ultimatum allemand et accepté les risques de la guerre avant qu'elle sût officiellement si, oui ou non, la France et l'Angleterre viendraient à son secours ? Avons-nous marchandé notre sang, avons-nous seulement compté nos morts, avons-nous demandé qu'à Liège ou ailleurs d'autres se battent et meurent pour les nôtres ? Quelle est cette infamie d'un regret des sacrifices consentis, du sang versé ? Quelle est cette insulte à ceux qui, sous nos drapeaux, sont tombés pour la Patrie et la Liberté quand les canons allemands, avec la mitraille, crachaient sur eux de la gloire et de l'immortalité ?

La France abandonna la Belgique à son sort et ne songea qu'à défendre sa frontière !... Tous les morts de Dinant, tous les héros ensevelis sous les ruines de Charleroi protestent de leurs corps raidis et de leurs glaives brisés. Le peuple belge — le peuple qui veut vivre libre ou disparaître — a frissonné d'angoisse et d'amour quand les bataillons français ont chargé la garde impériale, et la vérité lumineuse de la fraternité française le pénètre et l'éclaire jusqu'au fond du cœur.

Non, le doute et la défiance à l'égard de la France et de l'Angleterre ne sont point entrés dans l'esprit des Belges et l'on ne réussira pas à les y ancrer. Ce qu'on veut, c'est tenter une fois de plus, et si loin

que soient les choses, d'obtenir de notre désespoir que l'armée belge demeure l'arme au pied dans le camp retranché d'Anvers, qu'elle se désintéresse de la lutte qui se poursuit dans le sud du pays ; qu'elle ne harcèle pas à l'arrière et au flanc les armées allemandes aux prises avec les armées françaises et anglaises. Cela, on ne l'obtiendra pas, et c'est le roi Albert en personne, qui à la tête de ses troupes rentra dans Malines et refoula l'ennemi jusqu'aux environs de Bruxelles, qui a donné la réplique aux semeurs de doute et aux exploiteurs d'épouvante.

Les Belges tiendront jusqu'au bout — jusqu'au dernier canon, jusqu'au dernier soldat. La gloire conquise, ils entendent la garder jalousement ; la page écrite avec leur sang, ils ne veulent point qu'on la déchire ou qu'on l'efface. S'ils doivent succomber, ils veulent mourir debout, face à l'est, afin que sur leurs villes ruinées, leurs villages incendiés et leurs champs ravagés souffle pour les siècles un vent de liberté — quand même !



LE CRIME ALLEMAND



LE CRIME ALLEMAND

I

Septembre.

Le seul fait de l'état de guerre a provoqué chez les Allemands un tel déchaînement des instincts les plus haïssables, qu'on se demande comment ils parvinrent à dissimuler si longtemps le fond de leur nature. Certes, on ne se faisait pas illusion sur la valeur de leur respect de l'esprit et de la lettre des

traités ; on savait par expérience que les méthodes brutales de leur diplomatie ne comportent aucun scrupule, aucun sursaut de conscience, mais on n'eût osé affirmer, sans craindre de commettre une injustice, que l'Allemagne n'éprouverait aucune honte, aucune gêne à se mettre délibérément hors l'humanité. Ce qui, malgré tout, nous rassurait un peu, c'est la conviction où nous étions qu'à côté de l'Allemagne des officiers belliqueux et des hobereaux besogneux, il y avait une Allemagne des penseurs et des artistes. Tous, nous eûmes la naïveté de croire à l'influence morale de la culture allemande ; tous nous avions ce puéril espoir qu'au moment décisif, l'Allemagne intellectuelle, industrielle, financière et démocratique saurait imposer à l'Allemagne militaire la mesure dans l'action et le plus élémentaire respect du droit.

Cette illusion-là, comme beaucoup d'autres, s'est évanouie au premier coup de canon. L'Allemagne militaire a tout emporté dans sa formidable ruée : culture allemande, sentimentalité allemande, démocratie allemande, tout cela a disparu dans le tourbillon effroyable qu'a soulevé un vent de folie. Dès la première heure de cette guerre, l'Allemagne a déchiré les traités les plus solennels et les plus respectables ; elle a violé les droits les plus sacrés ; elle a foulé aux pieds ce qui émeut les cœurs les plus

rudes et les esprits les plus barbares. Il peut advenir qu'un peuple engagé dans une guerre sans merci et sentant venir la défaite irrémédiable perde le contrôle de ses gestes et s'oublie jusqu'à l'infamie et au crime. Le peuple allemand, lui, n'a pas attendu l'heure du désespoir pour rouler à toutes les déchéances ; tout de suite, il lui est apparu que la guerre allemande ne pouvait être qu'une guerre de vols, de rapines, de massacres et d'extermination. Dès l'instant où les soldats de Guillaume II ont mis les pieds sur le sol belge par la trouée de Visé, ils se sont conduits en bandits et en assassins. On voudrait croire que ce qui fut commis par eux en Belgique fut surtout le fait de la basse soldatesque et que les chefs n'y eurent aucune responsabilité directe ; mais comment croire encore cela quand on a vu des chefs, et les plus élevés en grade, organiser méthodiquement la rapine ? Ce sont des chefs qui ont vidé les caisses publiques et privées dans les villes où passaient leurs hordes.

Les soldats arrêtent les passants sur les routes par ces mots : « Haben sie Geld ? » et les chefs obligent les administrateurs municipaux à leur verser d'énormes contributions de guerre. Quand ils sont entrés à Bruxelles, leur première démarche a été de se rendre à la Banque nationale, dont l'encaisse avait été heureusement transportée à Anvers. A

Hasselt, ils ont mis la main sur plus de deux millions qui se trouvaient encore à l'agence de la Banque nationale. Cela constitue tout simplement un vol. En Belgique, comme dans beaucoup d'autres pays, la Banque nationale est une institution privée jouissant de certains privilèges qui lui sont accordés par le Parlement, privilèges qui ne modifient en rien son caractère d'institution privée. La Banque nationale n'est que le caissier de l'Etat, le banquier de l'Etat, et elle traite pour le compte de celui-ci dans les mêmes conditions où elle traite pour des particuliers. La question de principe s'est nettement posée en 1870 pour la Banque de France, et l'Allemagne dut reconnaître que celle-ci était en fait et en droit une institution privée dont elle ne pouvait sans déni de justice et violation du droit saisir les ressources. Si l'on devait abandonner ce principe universellement reconnu, un belligérant pourrait saisir l'encaisse de toute banque en compte avec l'Etat ou faisant, même occasionnellement, des payements pour lui.

De même, la saisie des caisses municipales et l'imposition d'énormes contributions de guerre à des provinces et à des villes constituent des violations du droit non moins flagrantes. La guerre se fait d'Etat à Etat et les prises ne sont légitimes que lorsqu'il s'agit de biens d'Etat. Les ressources des

provinces et des villes sont des ressources spéciales à destination bien définie : elles ne peuvent servir qu'à l'administration des villes et des provinces où elles sont créées et l'Etat n'a aucun droit sur elles ; il ne peut en aucun cas les revendiquer en totalité ou en partie pour son administration générale. Telle est du moins la situation en Belgique, où l'autonomie communale et provinciale n'est pas une vaine formule. En dépouillant contre tout droit les villes que ses troupes occupent en Belgique, l'Allemagne crée un précédent dangereux dont les Russes, qui occupent la Prusse orientale, feront certainement leur profit et dont nous pourrions nous souvenir utilement quand nous serons entrés dans la seconde phase de la guerre et que les troupes alliées occuperont le sol allemand.

Si l'Allemagne ne violait les règles qui sont à la base de la société des Etats civilisés qu'à propos de questions d'argent, on pourrait discuter sans s'indigner. On refait de l'argent avec du travail, par l'effort soutenu du cerveau et des bras ; mais il y a les centaines, les milliers de pauvres gens assassinés dans leurs maisons et sur les routes ; il y a les villages incendiés, les villes détruites ; il y a tout ce sang, toute cette force, toute cette vie qui ne se retrouveront jamais ; il y a toute cette souffrance et toute cette horreur dont rien ne pourra nous con-

soler. En Belgique, les hommes de ma génération ne connaîtront plus la joie, et le cauchemar de cette heure y a vieilli toutes les âmes. Ah ! quand on songe qu'au moment de la guerre balkanique la presse allemande dénonçait avec indignation les excès de la soldatesque en Macédoine ; que des comités se constituaient en Allemagne pour protester au nom de la civilisation contre l'achèvement de blessés, l'assassinat de prisonniers, l'incendie de quelques villages et l'exode forcé des populations ! Toutes les hypocrisies, ils les auront eues ; toutes les vilenies, ils les auront commises. Et là encore, les chefs ont agi sous leur pleine responsabilité, comme les soldats ont agi dans toute la bestialité de leurs instincts déchaînés. Ce sont les chefs qui ont fait bombarder des villes ouvertes; ce sont les chefs qui ont fait détruire Louvain, ville ouverte et sans défense que les troupes allemandes occupaient en toute sécurité ; ce sont les chefs qui envoient des Zeppelins jeter des bombes sur la ville d'Anvers — et non sur les forts — et qui tuent ainsi des non-combattants, des femmes et des enfants. Les chefs agissant ainsi dans le plus monstrueux abandon de toute conscience, comment veut-on que la soldatesque respecte les lois de la guerre ?

Il faut que l'on se pénètre bien de ceci : ce sont les soldats de l'empereur allemand qui ont fait com-

prendre à toute la nation belge qu'elle doit se battre jusqu'au bout, jusqu'à la dernière goutte de sang du dernier homme. Il y a dans les cœurs plus de haine et de colère encore que de douleur — et c'est cela seulement qui peut nous sauver. Je me fais scrupule de répéter ici toutes les choses abominables, monstrueuses, sans nom, que j'entendis raconter par des soldats et de pauvres gens fuyant devant les barbares ; je ne voudrais pas que l'on pût dire qu'un seul soldat allemand fut accusé d'un crime qu'il ne commit point, mais ce qui est acquis et enregistré par des enquêtes impartiales et des témoins honorables suffit à établir devant l'Histoire que les soldats allemands du vingtième siècle font la guerre comme la faisaient les Huns. Les bourgeois fusillés à Visé ; les notables massacrés à Warsage ; des habitants de Linsmeau attachés à des mitrailleuses et traînés pendant des heures, les têtes heurtant le pavé des routes ; des vieillards et des enfants poussés dans les maisons en flammes en Hesbaye ; des paysans fusillés à Landen, à Orsmael, à Saint-Trond ; des femmes violées et torturées dans la région de Waremme ; le bourgmestre d'Aerschot fusillé parce qu'un officier allemand avait disparu ; des soldats belges blessés de coups de feu et qu'après les combats on trouva achevés à coups de lance et de baïonnette, tout cela est

incontestablement établi. La commission d'enquête que préside M. Carton de Wiart, ministre de la justice de Belgique, et qui se compose d'hommes dont l'autorité morale est aussi grande que leur autorité scientifique dans le monde, hommes politiques, magistrats, fonctionnaires, professeurs, tels M. Coreman, ancien président de la Chambre, le comte Goblet d'Alviella, ministre d'Etat, a dressé contre l'armée allemande le plus terrible des réquisitoires dès le début de l'invasion.

Le gouvernement de Berlin a si bien compris qu'il fallait essayer de justifier aux yeux de la nation allemande elle-même les crimes abominables commis en son nom qu'il a osé parler dans une communication officielle de justes représailles pour des cruautés et des manquements aux lois de la guerre commis par des Belges. Il a osé affirmer dans une note officiellement transmise que dans certaines villes, notamment à Anvers, des femmes et des enfants d'Allemands avaient été « bestialement » tués ! Cela constitue un mensonge odieux. Dans les premiers jours qui ont suivi l'ultimatum et l'invasion, on a quelque peu endommagé les façades des maisons de commerce allemandes dans certaines villes, où les autorités municipales ont d'ailleurs réprimé avec la plus grande énergie ces accès de colère du peuple, mais nulle part, pas plus à Anvers qu'à Bruxelles, à

Liège ou à Gand, on n'a tué un seul sujet allemand. Le grand argument de Berlin, pour essayer de couvrir d'un semblant de prétexte les excès de la soldatesque impériale, c'est que des civils auraient fait acte de guerre en tirant sur les troupes. Or, dès le premier jour des hostilités, le ministre de l'intérieur de Belgique et toutes les autorités municipales ont mis les populations des villes et des campagnes en garde contre les risques de toute intervention des civils dans la lutte. Il n'y a pas un citoyen belge qui, du jour où fut proclamé l'état de siège, c'est-à-dire bien avant que les Allemands fussent entrés à Liège et eussent débordé sur la rive gauche de la Meuse, ait conservé une arme chez lui.

Comment, où, quand a-t-on tiré sur les soldats allemands ? Jamais on ne l'a dit avec quelque précision, en citant un nom, une heure, un endroit, une circonstance. On s'est contenté de l'accusation vague, en bloc, de manquement aux lois de la guerre. Où les Belges ont-ils achevé les blessés — alors que leurs hôpitaux et leurs ambulances étaient remplis de blessés allemands touchés jusqu'aux larmes par les soins qu'on leur prodiguait ? Qu'il se dresse donc en accusateur et en justicier, celui qui pourrait établir que les Belges n'ont pas traité les blessés allemands comme ils traitaient leurs propres enfants ! Hélas ! à toutes les abominations et à

toutes les infamies commises, il a fallu ajouter cette abomination et cette infamie dernières d'accuser les Belges des pires cruautés et de couvrir d'un mensonge misérable les excès de la soldatesque impériale.

C'est tout cela qu'il faut que l'on sache ; c'est tout cela dont la nation allemande doit faire elle-même justice si elle veut au moins sauver son honneur ; c'est tout cela que le comte Goblet d'Alviella, M. Paul Hymans et M. Emile Vandervelde, ministres d'Etat de Belgique, ont fait connaître jusqu'aux lointaines Amériques — et nous verrons bien si la conscience universelle n'est qu'un mot, elle aussi, comme la vertu allemande, et s'il se trouvera au vingtième siècle une seule nation civilisée pour assister indifférente à l'agonie d'un peuple libre.





II

Après la guerre, quand on dressera le bilan de l'invasion et quand on fixera les faits avec toute la précision qu'exige l'Histoire, le monde frémira d'horreur et de dégoût. Il verra comment un peuple qui a des prétentions à la haute culture, le peuple de Goethe et Schiller, de Beethoven et Wagner, a cédé aux plus bas instincts de la bête humaine, et les moins prévenus devront reconnaître que la civi-

lisation serait en péril si l'influence du peuple allemand devenait prépondérante en Europe.

Le crime allemand est un crime sans nom. Il a pris toutes les formes du Mal ; il s'est traduit par toutes les abominations. La petite ville de Visé fut la première proie des hordes barbares : elle eut ses humbles maisons incendiées, un grand nombre de ses habitants fusillés, d'autres emmenés comme otages — pauvres otages dont on retrouva les cadavres à peu de distance de la frontière. A Liége, quand l'ennemi entra dans la « cité ardente », il pointa ses mitrailleuses contre les maisons de la place de l'Université et fusilla des civils, parmi lesquels de paisibles citoyens espagnols. Partout ce fut la même tragédie : les querelles entre soldats ivres se terminaient invariablement par le massacre de vieillards, de femmes et d'enfants. Il a été établi, au cours d'enquêtes officielles par des témoignages irrécusables, que les soldats de Guillaume II ont fait en Belgique une guerre qui eut indigné Attila. Des cadavres parmi des ruines, c'est ainsi qu'ils marquèrent la route qu'ils suivirent de Liége à Aerschot, d'Aerschot à Bruxelles, à Termonde et à Ostende. En dehors des représailles collectives exercées sur les populations de petites villes et de pauvres villages sans défense, il y eut des crimes atroces commis

par des soldats qui ne peuvent être que des bandits.

A Tervueren, près de Bruxelles, les Allemands ont fusillé un prêtre, parce qu'on trouva sur lui quelques notes relatives à la destruction de Louvain. Ces notes furent remises par un soldat à un officier. Celui-ci constitua immédiatement le peloton d'exécution. Le prêtre s'agenouilla et joignit les mains pour prier. L'officier commanda le feu et le religieux tomba. Comme il remuait encore, l'officier lui-même l'acheva d'un coup de revolver...

A Schepdael, un malheureux octogénaire, s'avançait au seuil de sa maison, quand un soldat allemand, sans aucune provocation de la part du vieillard, le mit en joue et le tua d'un coup de fusil.

Dans un village, un officier allemand était logé au château, et cet officier — comme tant d'autres — se suicida. Le suicide était certain, car le désespéré avait laissé sur la table une lettre dans laquelle il faisait connaître sa résolution, expliquant que la vie loin de sa femme et de ses enfants lui était impossible. Une servante et un domestique du château furent accusés d'avoir assassiné l'officier, et tous deux furent fusillés sur place.

Près de Harlebeke, en Flandre, les soldats allemands incendièrent la ferme occupée par un vieillard et sa famille. Comme le fils aîné du fermier

s'échappait du brasier et se réfugiait dans un fossé, les Allemands le poursuivirent et l'achevèrent à coups de lance. Le malheureux enfant fut retrouvé la gorge ouverte, la poitrine transpercée et les mains en sang. Dans la même région, les soldats blessèrent de coups de fusil un cultivateur qui travaillait dans un champ et deux jeunes gens.

Dans tous les villages où l'ennemi est passé, il a contraint les hommes valides à creuser des tranchées, ce qui constitue une violation de plus des lois de la guerre. Si les habitants refusent, on en fusille quelques-uns, et les autres, terrorisés, se mettent au travail. A Ninove, les Allemands ont pénétré dans la caserne de la gendarmerie et ont cruellement maltraité les femmes et les enfants des gendarmes...

A Rotselaer, les Allemands incendièrent quinze maisons, et un officier, revolver au poing, voulut contraindre un des malheureux habitants dont la demeure brûlait, à certifier que c'étaient les Belges qui avaient allumé les incendies !

A Hofstade, on trouva le cadavre d'une vieille femme percé de coups de baïonnette. La pauvre vieille tenait encore entre ses doigts l'aiguille avec laquelle elle cousait quand elle fut frappée. A Sempst, on retrouva les cadavres de deux hommes à peu près carbonisés. L'un avait les jambes coupées à hauteur des genoux ; l'autre avait les jambes

et les bras coupés. Un ouvrier, blessé d'abord d'un coup de baïonnette, fut enduit de pétrole et jeté dans une maison à laquelle les Allemands mirent le feu. Dans un village près de Malines, on découvrit le cadavre d'un vieillard attaché par les bras à la poutre du plafond de la ferme. Au même lieu, on a trouvé le cadavre d'un enfant âgé de 15 ans les mains liées derrière le dos et le corps lardé de coups de baïonnette. A Buechen, les Germains tuèrent le curé âgé de 80 ans. A Impe, ils jetèrent dans une maison en feu un soldat belge blessé (1). A Schaffen, toutes les maisons devinrent la proie des flammes. Une fermière et sa fille âgée de douze ans, ainsi que la fillette, âgée de neuf ans, du fermier Oyen, furent fusillées. Le sacristain fut lié à un arbre et brûlé vif. Deux paysans y furent enterrés vivants...

Ce sont là des faits relevés dans des villages d'une petite région où il ne se livra pas de véritable bataille, où l'ennemi ne fit que « passer », et ces faits donnent une faible idée des drames qui se déroulèrent dans les contrées que les Allemands occupent effectivement depuis trois mois, où aucune enquête n'a pu être faite jusqu'ici. La destruction de pauvres villages ne pouvait, au sur-

(1) Ces faits ont été retenus par la commission d'enquête constituée par le Gouvernement belge.

plus, satisfaire l'orgueil prussien, et ce fut en détruisant des villes importantes — villes ouvertes et sans défense, répétons-le, que les soldats du kaiser se sont couverts de « gloire ». Leur première grande œuvre dans ce genre, ce fut la mise à sac et l'incendie d'Aerschot. Là on connut toute la valeur de l'héroïsme allemand. En avant de la ville, chaussée de Lierre, deux longues rangées de maisons de petits cultivateurs furent incendiées à ras du sol ; la principale rue, qui mène à la place du Marché, fut totalement détruite par le feu sur une distance de 500 mètres ; tout le quartier ouvrier qui s'étendait derrière cette rue fut anéanti; l'église fut à demi brûlée, les autels, les confessionnaux, les statues brisés — mais les troncs contenant les offrandes des fidèles avaient été fracturés et vidés. En dehors de la ville, sur la route de Louvain, les villas et les maisons des paysans furent abattues par groupes. C'est là que furent fusillés le bourgmestre d'Aerschot, son fils, son frère et plusieurs citoyens. Les demeures qui ne devinrent pas la proie des flammes furent consciencieusement pillées. M. Orts, conseiller de Légation, qui fit à Aerschot une enquête officielle pour le gouvernement, a constaté ceci :

J'ai pénétré dans plusieurs maisons choisies au hasard, dont j'ai parcouru divers étages; par les van-

taux et les portes défoncés, j'ai plongé le regard dans un grand nombre d'autres habitations. Partout le mobilier est bouleversé, éventré, souillé d'une façon ignoble; les papiers de tenture pendent en lambeaux le long des murs, les portes des caves sont enfoncées, les armoires, les tiroirs, tous les réduits ont été crochetés et vidés de leur contenu. Le linge, les objets les plus disparates couvrent le sol en même temps qu'un nombre incroyable de bouteilles vides.

Dans les maisons bourgeoises les tableaux ont été lacérés, les œuvres d'art brisées. Sur la porte de l'une d'elles, un vaste immeuble de bonne apparence, appartenant au docteur..., se lisait encore, quoiqu'à demi effacée, l'inscription suivante écrite à la craie : « Bitte dieses Haus zu schonen da wirklich friedliche gute leüten... (S) Bannach, Wachtmeister ». Je pénétrai dans cet immeuble, que l'on me disait avoir été habité par des officiers et que la sollicitude de l'un d'eux paraissait avoir sauvé de la dévastation générale. Dès le seuil une odeur fade de vin répandu attirait l'attention sur des centaines de bouteilles vides ou brisées qui encombraient le vestibule, l'escalier et jusqu'à la cour donnant sur le jardin. Dans les appartements régnait un désordre inexprimable, je marchais sur un lit de vêtements déchirés, de flocons de laine échappés de matelas éventrés; partout des meubles béants et dans toutes les chambres, à portée du lit, encore des bouteilles vides. La salle à manger en était encombrée, des douzaines de verres à vin couvraient la table et les guéridons qu'entouraient les fauteuils et les canapés lacérés, tandis que dans un coin un piano, au clavier maculé, paraissait avoir été défoncé à coups de botte. Tout indiquait que

ce lieu avait été, pendant bien des jours et des nuits, le théâtre de beuveries et de débauches ignobles. Sur la place du Marché, l'intérieur de la maison du notaire... offrait un spectacle semblable et, d'après ce que m'a affirmé un maréchal des logis de la gendarmerie qui s'occupait avec ses hommes à remettre un peu d'ordre dans tout ce chaos, il en est de même de la plupart des maisons appartenant aux familles notables où les officiers allemands avaient élu domicile.

Le rapport ajoute que, pendant trois semaines, les soldats allemands ont dévalisé la presque totalité des maisons d'Aerschot, détruisant partout les objets qui ne satisfaisaient pas leur cupidité, tandis que les officiers se réservaient les demeures les plus opulentes. Toutes les valeurs que leurs propriétaires n'eurent pas le temps de mettre à l'abri, l'argenterie, les bijoux de famille, l'argent monnayé ont disparu, et les habitants affirment que l'incendie n'eut fréquemment d'autre but que de faire disparaître la preuve de vols particulièrement importants.

Plus tard, les mêmes scènes se répétèrent à Termonde, où les Belges livrèrent de si glorieux combats. Dans cette ville, il n'y eut que trois immeubles qui restèrent intacts dans une des principales voies, la rue de l'Eglise. Tout le reste fut méthodiquement incendié. L'hôpital, l'orphelinat, le couvent des Pauvres-Claires furent détruits. La rue Frans Cour-

tens, la rue de l'Eau, le quai et la rue de la Papeterie furent entièrement rasés ; la cité entière ne forme plus qu'un immense amas de cendres et de débris.

Les armées impériales qui, dans leur marche vers la frontière française, suivirent la vallée de la Meuse firent preuve de la même barbarie que celle qui envahirent la Belgique centrale. A Tamines, on pilla, on massacra avec une véritable rage. C'est par groupes que les civils furent fusillés ici. Le sac d'Andenne, petite ville de 8.000 habitants, située sur la Meuse, entre Huy et Namur, fut l'un des épisodes les plus atroces de cette guerre. Le 20 août, vers 9 heures du soir, tout un quartier de la petite cité fut incendié et les soldats repoussaient à la baïonnette les malheureux qui tentaient de s'échapper des maisons croûlantes. Des mitrailleuses furent mises en action contre les immeubles de la rue principale. On concentra la population, vieillards, femmes et enfants, sur la place des Tilleuls. Les hommes furent groupés à droite, les femmes et les enfants à gauche. Quarante otages furent fusillés devant le mur d'une papeterie ; on retrouva douze personnes massacrées dans une cave ; des civils furent pendus dans un abattoir après avoir été odieusement torturés. Il y eut au total 300 personnes fusillées à Andenne — et le 29 août, les Allemands célébrèrent leur « victoire » par un

grand banquet auquel ils exigèrent la présence de la population. On but et on dansa; les femmes et les jeunes filles furent soumises aux plus impudiques violences et, après qu'ils eurent imploré le pardon de leur ville, « on contraignit ces malheureux à chanter des hymnes allemands et à acclamer le kaiser (1) »...

A Dinant, à la suite d'une querelle entre soldats ivres, trois de ceux-ci furent trouvés morts dans la rue. On bombarda la ville; on fusilla cent cinquante-trois civils ; on tira à coups de mitrailleuses sur les monceaux de cadavres ; puis on pilla les demeures. Un Hollandais, donc un témoin neutre, M. Staller, a évalué à 800 personnes les hommes, femmes et enfants tués à Dinant et les environs. Le martyre des femmes et des enfants qui virent fusiller leurs époux, leurs pères et leurs frères fut un défi à toute humanité.

Partout, en Belgique, ce fut le même système : on groupait la population sur un point donné ; on fusillait un certain nombre de civils ; on incendiait les maisons après les avoir pillées. Les brasiers étaient créés instantanément par des bombes spéciales contenant du phosphore dissous dans du sulfure de carbone, le tout baigné de benzine. C'est ce que la science allemande a trouvé de mieux, paraît-il,

(1) Ces faits ont été rapportés par un témoin honorable, digne de foi, au journal *Le XXe Siècle.*

pour l'affirmation de la puissance allemande dans le monde.

L'œuvre de ruine et de mort systématiquement accomplie, on ne la connaîtra jamais totalement. Il y a des abominations que l'on ne peut raconter, des hontes que l'on ne peut constater. Devant cette chose si grande qu'est le supplice d'un peuple, on ne peut que pleurer dans toute la détresse de l'âme...





III

Puis, il y eut le crime suprême : Louvain. L'Allemagne intellectuelle elle-même, malgré sa robuste confiance dans le militarisme prussien, est demeurée comme frappée de stupeur devant le fait accompli de la destruction de Louvain. Il n'y a pas, dans l'histoire contemporaine, de fait comparable à celui-ci et le pourquoi d'un tel geste échappe à tout raisonnement. Louvain, ce fut un coup de folie, un

acte de démence ou de désespoir. Même à distance, et après tout ce que l'on sait de la mentalité allemande, on ne peut concevoir cet acharnement dans la destruction.

Le crime commis, l'Allemagne officielle eut conscience de la « faute », mais elle n'eut pas honte. Elle a cherché à justifier ce que fit la soldatesque impériale ; elle n'a pas eu un remords, un regret. Voici la note officieuse que les consuls d'Allemagne dans certains pays neutres, notamment en Suisse, communiquèrent à la presse pour « expliquer » la destruction de Louvain :

La ville de Louvain a été remise aux Allemands par les autorités le 24 août. Ils ont commencé à Louvain le débarquement des troupes; les relations avec les habitants se développaient amicalement.

Le mardi 25 août, dans l'après-midi, les troupes, ayant reçu la nouvelle d'une sortie de l'armée belge d'Anvers, partirent de Louvain et le général commandant se rendit en automobile au-devant des troupes ennemies. Seules quelques troupes restèrent pour la garde des lignes de chemins de fer, ainsi que le bataillon de landsturm de Neuss. Lorsque le deuxième échelon du commandant général voulut suivre le commandant avec ses chevaux, il essuya sur la place du Marché le feu de toutes les maisons avoisinantes. Tous les chevaux furent tués et cinq officiers blessés, dont un grièvement. A la même heure, le feu fut ouvert sur dix

autres points de la ville, ainsi que sur les troupes qui venaient d'arriver à la gare. Un plan convenu d'avance avec les troupes d'Anvers devait avoir été préparé soigneusement. Deux prêtres surpris en flagrant délit lorsqu'ils distribuaient des cartouches ont été fusillés sur la place de la Gare. Le combat dans les rues a duré jusque dans l'après-midi du 26 août. Alors des renforts réussirent à maîtriser la révolte. La ville et le faubourg nord ont pris feu en plusieurs endroits et ont probablement été incendiés.

Du côté du gouvernement belge, un soulèvement général du peuple contre l'ennemi était organisé depuis longtemps. Des dépôts d'armes étaient installés où chaque fusil portait le nom du bourgeois auquel il était destiné. Il est vrai que la conférence de la Haye, sur la proposition des petits Etats, a reconnu conforme au droit des gens un soulèvement spontané de la population, à condition que les armes soient portées ouvertement et que les lois de la guerre soient observées. Un tel soulèvement n'est cependant admissible que pour combattre l'ennemi menaçant. Dans le cas de Louvain, la ville s'était déjà rendue et de ce fait la population avait renoncé à toute résistance. La ville était occupée par nos troupes. Néanmoins la population a attaqué les troupes d'occupation et celles qui suivaient et qui, vu l'attitude jusque-là pacifique de la population, arrivaient par chemin de fer et en autos. La population a assailli ces troupes de tous côtés et les a exposées à une fusillade meurtrière.

Il ne s'agissait donc plus d'un moyen de défense admissible au point de vue du droit des gens, pas plus que d'une ruse de guerre permise, mais d'un infâme

guet-apens de la population civile. Ce guet-apens est d'autant plus grave qu'il était projeté évidemment d'avance, et qu'il a de fait coïncidé avec une sortie d'Anvers. Les armes n'étaient pas portées ouvertement. Des femmes et des jeunes filles ont pris part au combat et ont crevé les yeux aux blessés.

La conduite barbare de la population belge dans presque toutes les parties du pays occupées par nous nous a donné non seulement le droit de prendre les mesures de répression les plus sévères, mais nous en a imposé la nécessité dans l'intérêt de la conservation de nos troupes. L'intensité de la résistance de la part de la population résulte du fait qu'il a fallu plus de vingt-quatre heures pour vaincre les attaques.

Que ces luttes aient pour conséquence la destruction en grande partie de la ville de Louvain, cela nous touche douloureusement. De telles circonstances n'étaient pas, naturellement, dans nos intentions, mais elles étaient inévitables en raison de l'infâme guerre de francs-tireurs entreprise contre nous. Celui qui connaît le bon caractère de nos troupes ne saurait sérieusement prétendre qu'elles puissent avoir un penchant aux destructions inutiles ou même malveillantes. C'est à la population belge elle-même, qui s'est placée en dehors du droit et de la loi, qu'incombe la pleine responsabilité des événements, ainsi qu'au gouvernement belge qui, avec une légèreté criminelle, a donné à la population des instructions contraires au droit des gens en l'incitant à la résistance et qui, malgré nos avertissements répétés, n'a rien fait après la chute de Liége pour engager la population à une conduite pacifique.

Le gouvernement impérial a protesté de la façon la

plus catégorique, auprès du Conseil fédéral suisse aussi, contre la manière contraire au droit avec laquelle la Belgique fait la guerre.

Cet exposé fausse de parti pris l'Histoire et il ne peut tromper aucun homme ayant une notion même élémentaire de l'organisation de la vie publique en Belgique. L'explication d'une révolte ouverte à Louvain contre les autorités militaires allemandes est d'une criante invraisemblance. Dès le premier jour de l'invasion et en présence des atrocités commises par les soldats du kaiser à Visé et dans toute la région de la frontière de l'est, toutes les autorités municipales du royaume firent savoir à la population qu'en aucun cas les civils n'avaient le droit d'intervenir dans la lutte armée ; que les habitants devaient s'abstenir de toute manifestation de nature à fournir à l'envahisseur un prétexte à de sanglantes représailles. Pendant quinze jours, des avis officiels répétèrent constamment ces recommandations ; on invita tous les journaux à expliquer au public les graves conséquences que pouvait comporter la moindre imprudence, et l'on poussa le scrupule jusqu'à inviter les habitants des villes menacées par l'envahisseur à remettre en dépôt à la police, les armes à feu, fusils de chasse, revolvers ou pistolets, qu'ils détiendraient chez eux. A Lou-

vain comme ailleurs, la population civile était donc totalement désarmée avant l'arrivée des Allemands, et ne l'eût-elle pas été, que certainement son désarmement fut un fait acquis dès le premier jour de l'occupation, puisque le premier soin des autorités militaires allemandes dans les villes où elles s'installaient était de se faire remettre les armes, et cela sous la menace des peines les plus sévères.

Ce qui est aberration pure, c'est de soutenir que la prétendue révolte du peuple de Louvain se produisit de connivence avec le gouvernement belge, qui aurait organisé depuis longtemps le soulèvement général contre l'envahisseur. Toute l'attitude du gouvernement belge dément cette sotte accusation.

Ce que fut le crime de Louvain, on le sait avec la plus grande précision. C'est peut-être le seul évènement de cette guerre dont tous les détails soient nettement établis, car il y a trop de gens qui ont vu — et on n'a pu les tuer tous. Parmi les centaines de témoignages recueillis, il ne s'en trouve pas un apportant une contradiction sur un point essentiel. La vieille cité des ducs de Brabant, la ville universitaire qui, depuis des siècles, était un des centres scientifiques de la Belgique, fut détruite systématiquement. Il n'y eut pas la moindre provocation de la part de la population qui depuis

plusieurs jours déjà avait fait remise de toutes les armes aux autorités municipales. Des témoins dignes de foi ont formellement affirmé ceci : le 27 août, à la tombée du jour, les troupes allemandes repoussées par l'armée belge dans la région de Malines refluèrent vers Louvain et rentrèrent dans cette ville en pleine panique. La garnison allemande de Louvain crut au premier instant que les Belges s'avançaient avec l'intention de réoccuper la ville, et elle se porta en tiraillant vers la gare où elle rencontra les troupes impériales qui avaient été repoussées par l'armée du roi Albert. A aucun moment, cette dernière ne tenta de forcer l'entrée de Louvain.

Les soldats de la garnison allemande ont donc commencé par tirer des coups de fusil dans les rues de Louvain avant tout contact avec les troupes belges, qu'ils ne cherchèrent même pas à atteindre en avant de la cité. Ils se sont heurtés aux environs de la gare à des fuyards allemands, et la destruction de Louvain fut un acte de basse vengeance pour l'échec que l'armée belge venait d'infliger, en campagne régulière, aux troupes du kaiser. L'intervention des civils fut une invention odieuse. Tout de suite, la soldatesque impériale se mit à piller, à massacrer, à incendier. On porta le feu de rue en rue, de maison en maison. Dans les quartiers de

la ville haute, la cathédrale Saint-Pierre, les Halles universitaires, le théâtre municipal flambèrent dès les premières heures. Les habitants qui cherchaient à fuir, on les abattait sur les seuils des maisons. Puis, la troupe se répandit dans les faubourgs poursuivant son œuvre de destruction pendant trois journées.

Voilà le crime allemand de Louvain dans toute sa brutalité — et ce crime est d'autant plus odieux que les soldats de cette Allemagne qui a tant de prétentions à la haute culture s'acharnèrent tout spécialement à la destruction de la Bibliothèque de l'Université catholique, qui renfermait de véritables trésors scientifiques. Est-ce la pensée belge qu'on a cru tuer en brûlant des livres et des manuscrits rares ? Est-ce l'âme d'un peuple qu'on a voulu étouffer dans un tel brasier ?

Des centaines de paisibles bourgeois furent assassinés à Louvain ; des milliers de malheureux furent emmenés, ramenés, promenés pendant des jours et des nuits au milieu de la ville en ruines, des campagnes désolées. Un bourgeois a fait le récit de sa tragique aventure — un récit dénué de tout ornement littéraire, de tout commentaire, et qui constitue par la simple énumération des faits une page terrible (1). Il raconte que le mardi 27 août, à

(1) Ce récit a été publié par la *Flandre libérale*, de Gand.

8 heures du soir, se trouvant à table avec des amis, il entendit soudain une violente fusillade et le crépitement des mitrailleuses venant de la place de la Station et du boulevard de Tirlemont.

Une nuée de balles, dit-il, passèrent en rafale au-dessus des murs du jardin, côté rue Marie-Thérèse, et en même temps la façade de notre maison fut criblée de projectiles, côté boulevard de Tirlemont. Immédiatement, nous fîmes descendre nos femmes et enfants dans la cave pour les mettre en sûreté et, voulant voir ce qui se passait, nous montâmes au premier étage en nous dissimulant, croyant que les Allemands étaient surpris et attaqués. Nous avons constaté qu'ils étaient embusqués derrière les voitures de leur convoi sur le boulevard, que d'autres se tenaient derrière les arbres et que tous tiraient non pas sur des adversaires, mais bien sur les façades, portes et fenêtres des maisons dont de tous les côtés on entendait les vitres voler en éclats. Cette fusillade continua jusque vers neuf heures; alors ce fut un silence complet pendant une heure et nous pensions que c'était fini et décidâmes d'aller nous coucher, après une heure d'attente, lorsque, vers onze heures, nous entendîmes des cris de divers côtés et la fusillade recommença plus violente qu'avant. C'est alors que, regardant à une fenêtre en me dissimulant, je vis toutes les maisons de l'autre côté du chemin de fer, à la Belle-Vue, complètement embrasées et formant un immense brasier; sur le boulevard, en face de notre maison, le feu avait été mis du côté de la Grand'Place et rue de la Station ; les maisons sur la place de la Station

commençaient aussi à flamber. Alors sur cette place même furent tirés plusieurs coups de canon, mais je n'ai pu voir où les projectiles tombèrent. Nous nous sommes tenus dans le jardin, craignant l'incendie à cause des matières inflammables que nous avions chez nous, consistant en peignes en celluloïd et alcool servant à la parfumerie. Nous sommes restés ainsi jusqu'au jour, exposés à la mitraille, en nous abritant le plus possible près des murs du jardin. Le matin, plusieurs voisins se réfugièrent chez nous et dans la matinée nous étions une trentaine de personnes, dont une vieille dame de quatre-vingt-deux ans, d'une maison de la rue Marie-Thérèse, que je pus passer par-dessus le mur. Nous avions aussi recueilli notre voisin, M. De Backer, qui vint chez nous avec sa servante, en passant aussi par dessus le mur.

Le lendemain, vers 2 heures de l'après-midi, ils s'aperçurent que les soldats allemands enfonçaient la porte de la maison d'un voisin, M. De Backer, et qu'ils mettaient le feu à l'immeuble. Les voisins les rejoignirent dans le jardin et tous décidèrent de fuir, de jardin en jardin, et de gagner une propriété qui avait une issue rue Juste-Lipse. Le groupe se composait d'une quarantaine de personnes, en majorité des femmes et des enfants. Ils franchirent un à un les murs séparant les jardins, mais comme ils étaient à califourchon sur le quatrième mur, ils furent aperçus par les Allemands qui leur tirèrent

des coups de feu. On leur intima l'ordre de lever les bras et, les Prussiens s'étant approchés, tous furent obligés d'abandonner ce qu'ils avaient pu emporter. L'auteur du récit affirme qu'il dut laisser aux mains des soldats de Guillaume II un coffret contenant pour 5.000 francs de bijoux et 450 francs d'argent, tout ce qu'il possédait. Et le pauvre homme énumère et décrit les bagues et les montres, bijoux de famille, qui lui furent ainsi volés. Il vit, à ce moment, que sa maison brûlait, mais on ne lui laissa pas le temps de réfléchir à sa ruine. A coups de crosse dans le dos, on poussa les malheureux jusqu'à la place de la Station et là, on rangea les femmes et les enfants d'un côté, les hommes de l'autre.

Alors commença pour le bourgeois de Louvain le grand supplice. Il raconte les choses avec une telle simplicité qu'on ne peut douter de sa sincérité ; il donne de telles précisions que toute contestation sur la matérialité des faits est impossible :

Les Allemands, rapporte-t-il, nous firent ranger par files de cinq et nous annoncèrent que nous allions être tous fusillés. Ils nous tinrent là environ une heure, puis divisèrent le groupe en deux; une partie resta place de la Station et l'autre, dont j'étais, fut emmenée par les troupes allemandes. Je vis passer plusieurs des nôtres liés sur des voitures et des automobiles. On nous dirigea

par le boulevard de Diest, le canal et la route de Malines vers Hérent. En chemin, je vis plusieurs cadavres de civils, la plupart face contre terre et, à côté d'eux, des paquets de linge. On voyait qu'ils avaient été tués en fuyant et fusillés dans le dos. Tous ces corps étaient déjà gonflés comme des ballons. Sur la route de Malines, je vis toutes les maisons qui brûlaient dans le lointain, vers Hérent, et j'aperçus, sur la route, la petite chapelle érigée en mémoire des morts de 1830, et je pus y lire l'inscription flamande : « Dieu nous préserve de guerre et d'épidémies. »

En arrivant près de Hérent, je vis le village complètement en feu et subissant le même sort que Louvain. Parmi les prisonniers, je remarquai plusieurs vieillards très âgés, marchant péniblement, et un enfant d'une douzaine d'années avec son père; en outre, beaucoup de personnes de la bonne bourgeoisie de la ville. On nous fit marcher à travers les champs, car la chaussée était impraticable, de chaque côté, des maisons et des fermes flambaient, et la nuit qui tombait en rendait l'aspect effrayant.

Nous marchons jusque vers dix heures du soir et faisons halte dans un champ où nous allons passer la nuit. On nous a choisi le sol le plus boueux et nous recevons ordre de nous coucher. Nous passons la nuit dans cet endroit en pleine pluie qui ne cesse de tomber et, le matin, vers quatre heures, lorsqu'on nous fait lever, nous étions dans un lit de boue. Je remarque sur plusieurs visages crispés des signes d'aliénation mentale, et, effectivement, dans la journée se sont produits deux cas de folie. J'en ai remarqué cinq pendant le cours de ma captivité.

A quatre heures et demie (29 août), on se met en route. On nous dirige vers Malines, et on nous dit que nous allions servir à marcher en avant des Allemands comme « chair à canon ».

On les dirige vers Tildonck et partout, en cours de route, ils trouvent des maisons incendiées, des cadavres abandonnés dans la boue. A Rotselaer, devant la porte d'une humble maisonnette, gisent les cadavres d'un homme et d'une femme complètement brûlés. « La femme était couchée sur le flanc, le ventre ouvert et les entrailles pendantes, le bras gauche replié en avant, comme pour échapper à l'horreur de la scène qu'elle devait voir ; la figure avait une expression de souffrance impossible à décrire. Cette face était épouvantable à voir. »...

A Rotselaer, on conduisit ces pauvres gens au cimetière, où une dizaine d'Allemands creusaient des tombes tandis qu'un peloton d'exécution chargeait les fusils. On leur dit, une fois de plus, qu'ils allaient être exécutés ; mais on les fit entrer à l'église où le vieux curé de Hérent les bénit. Au bout d'une heure, les soldats vinrent réclamer le lamentable groupe pour le ramener à Louvain. Le cortège s'était grossi en route d'autres prisonniers, tous civils. Il y en avait plus de 2.000, dont 200

femmes. A Louvain, on leur apprit qu'une contribution de guerre avait été demandée à la ville et que tout le monde serait fusillé si elle n'était pas immédiatement payée. Pourtant, le lendemain, 30 août, on entassa tous les prisonniers dans des wagons à bestiaux et on les dirigea vers l'Allemagne, par Liège et Verviers, à Cologne, où on les fit descendre. Les Allemands demandaient quels étaient ces hommes et quand les sentinelles répondaient : « Ce sont ceux de Louvain », les bourgeois de Cologne tendaient les poings et jetaient des pierres. Le malheureux Louvaniste s'écrie : « Je me demande encore ce que nous avons pu faire à ces gens-là ! »

Et il poursuit :

Samedi, 1er septembre. — Nous sommes dans le baraquement de la « Roue joyeuse »; il paraît que nous servons ici d'exhibition, car nombre de gens viennent nous voir et les insultes pleuvent. Nous recevons un pain noir de deux kilos et demi pour dix et on nous annonce que, dès ce jour, nous serons soumis aux mêmes traitements que les soldats allemands. Dans la journée nous sortons et l'on nous dirige à nouveau sur la gare, où nous sommes embarqués dans un autre train. Je dois dire aussi que la nuit que nous avons passée à Cologne, les Allemands nous ont dit que, étant trop pour être fusillés, ils allaient nous anesthésier. Cette comédie a provoqué deux autres cas de folie.

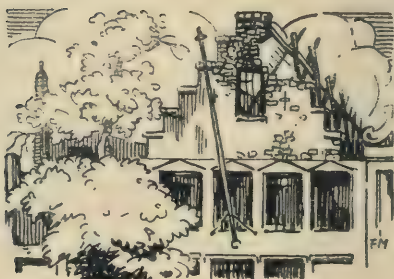
Nous sommes revenus par Aix-la-Chapelle, Dolain, Verviers (où j'ai vu une pancarte « première ville de la nouvelle Allemagne ») et Liége. Là, un d'entre nous s'est laissé tomber entre deux wagons et a été tué. Un suicide probablement. Nous mettons plus de vingt-cinq heures pour venir jusqu'à Bruxelles où, finalement, on nous laisse parqués dans un train dans la gare du Nord.

Lundi 3 septembre. — Ce matin nous avons reçu une distribution de pain faite par la police de Saint-Josse. Les agents nous disent qu'on va nous remettre en liberté. A midi quarante-cinq, un officier allemand annonce que nous retournons en Allemagne pour être internés dans une forteresse, et le train part mais s'arrête à Schaerbeek, où l'on nous fait tous descendre à pied, par la chaussée de Haecht, vers Haeren-Sud. Mais on nous fait obliquer vers la direction de Vilvorde.

J'en ai assez, coûte que coûte je partirai. J'ai réussi à rester en arrière et je suis sauvé!!! Ce même soir, je suis parvenu à gagner Bruxelles et j'ai eu le bonheur d'y retrouver sains et saufs, ma femme et mon enfant, dont j'avais été séparé depuis six jours et que j'avais bien cru ne jamais revoir.

Voilà un des aspects du crime commis par les Allemands à Louvain ; voilà ce que les soldats du kaiser accomplirent dans une vieille cité sans défense dont le passé glorieux eut dû leur imposer le respect ; voilà pourquoi les soldats du roi Albert, quand ils chargent à la baïonnette les troupes impériales poussent le cri : « Louvain ! Louvain ! », car

c'est le sang de Louvain, ce sont les ruines de Louvain qu'ils veulent venger. Au crime allemand de Louvain, il n'y a pas d'expiation possible, et le seul nom de la ville détruite ravivera pour des siècles la haine implacable, féconde et généreuse, la noble haine, au cœur des Belges.





IV

Ils auront tout osé, tout perpétré. Aucun scrupule n'aura troublé leur inconscience ; aucun remords n'aura fait hésiter leur main criminelle. Ils ont détruit Louvain, bombardé Malines, endommagé la cathédrale d'Anvers, incendié Termonde, achevé la ruine d'Ypres par la destruction des admirables Halles et, avant d'occuper Bruges, leurs « Taubes » ont lancé des bombes sur la cité où sur-

vit, mieux que partout ailleurs, l'âme de la vieille Flandre. La guerre comporte toujours de dures nécessités et il y a des destructions que l'on accomplit le cœur navré, parce que le sort d'une bataille et l'avenir d'un peuple en dépendent. Mais, à Bruges, il n'y avait plus un soldat belge quand les « Taubes » y sont venus, et, pourtant, les Barbares n'ont pas reculé devant le risque odieux de faire crouler fût-ce la plus humble de ces maisons basses où flotte, épars, un peu du rêve des siècles disparus.

Ah ! ce qu'ont souffert et ce que souffrent, à cette heure encore, les vieilles villes flamandes, qui le dira jamais ? Au cours des premières semaines des hostilités, quand les Allemands, dans leur grossière naïveté, escomptaient encore on ne sait quelles coupables complaisances de la part du peuple flamand, on répéta, parfois, que la Wallonie, les provinces de la Belgique française, et Bruxelles la « fransquillonne » seraient seules à subir la loi implacable des vainqueurs, tandis que les villes flamandes seraient ménagées et préservées... Or, voici que, déçues dans leur meilleur espoir, ce sont les villes flamandes surtout qui éprouvent les effets de la colère des Barbares ; ce sont elles qui gisent meurtries, pantelantes et agonisantes, dans la brume automnale. Ainsi se poursuit leur tragique destinée, qui est de subir tous les assauts et de

renaître toujours des ruines accumulées. Ce qui fait la mélancolie de leurs rues, ce qui donne à leurs façades cet aspect désolé et las, c'est moins cette architecture qui traduit en lignes harmonieuses toute l'intimité de l'âme flamande que le passé qu'elles évoquent. Les pierres ne valent en beauté que par l'histoire qu'elles ont vécue, et seule la gloire peut creuser profondément leurs nobles fissures.

Au pays de Flandre, toutes les pierres sont belles; mais celles de Bruges, de Gand et d'Anvers ont de plus quelque chose qui émeut le passant. Ces trois cités résument en elles la vie même du peuple flamand : Bruges fut le berceau d'une race éprise de liberté ; Gand fut la cité des révoltes fécondes ; Anvers est la ville orgueilleuse du rêve réalisé, de l'effort triomphant et des richesses conquises. Bruges, c'est Van Maerlant, le poète pieux et touchant ; c'est Memling, ce sont les ombres mystiques glissant au ras des murs des béguinages blancs ; ce sont les canaux qui dorment et les cloches qui chantent avec des sonorités si douces et si lointaines qu'on les dirait venues du plus profond des âges ; Gand, c'est Van Artevelde, le tribun à la parole ardente qui entraînait tout un peuple contre des seigneurs et des rois ; c'est le marché du vendredi, où les « Métiers » massaient leurs légions

pour la défense des privilèges et des chartes; Anvers, enfin, c'est Rubens et Van Dyck, Metzys et Teniers ; c'est le port où, selon l'image du poète, les mâts des navires se dressent en masses compactes comme les arbres de la grande forêt ; c'est le négoce audacieux avec ses entreprises lointaines. Gand a grandi au déclin de Bruges ; la splendeur d'Anvers fut faite de la ruine de Gand, et l'on dirait vraiment que l'histoire de ces trois villes s'enchaîne et se complète, comme si le peuple flamand eût toujours la hantise de la cité-mère dont le rayonnement était doux à son cœur.

Histoire tragique s'il en fut au monde ! Et, quand on la considère de près, cette histoire, on se demande comment les « villes sœurs » ont pu se développer, prospérer et grandir, s'épanouir, telles des fleurs merveilleuses. Leurs efforts pour se soustraire à la lourde tutelle des seigneurs ; leur opiniâtre résistance à tous les conquérants qui s'imposèrent à elles, leurs rivalités, leurs sanglantes querelles, leur âpre volonté de se maintenir quand même et malgré tout contre la ruine menaçante et l'abandon inéluctable, tout cela est d'une émouvante grandeur. Les rudes soldats des ducs de Bourgogne, tous les reîtres des armées d'Espagne, tous les régiments de l'orgueilleuse Autriche, n'ont pu venir à bout de leur énergie et de leur puissance de vivre. Bruges

et Gand n'ont jamais été vaincues et réduites ; elles se sont affaissées lentement, épuisées par leur prodigieux effort ; elles se sont vidées, repliées sur elles-mêmes, tassées comme de petites vieilles dont trop de souvenirs font se pencher le front et dont trop de souffrances courbent les épaules. Les assauts subis, les massacres, les pillages, le fer et le feu pendant des siècles ajoutant des plaies aux plaies et des ruines aux ruines, c'est de tout cela qu'est faite la beauté de ces villes, parce que tout cela constitue l'histoire de ce peuple des Flandres, qui, malgré toutes les servitudes, toutes les humiliations, toutes les dominations, est demeuré obstinément lui-même, ne livrant jamais son cœur vaillant et puéril, ni son âme mystique.

Du moins, pouvait-il croire que, libre enfin et jouissant depuis plus de quatre-vingts ans des bienfaits de la paix, son patient labeur ressusciterait sous une forme nouvelle un peu de la grandeur du passé. Anvers, prodigieusement élargie, soutenait la lutte contre Hambourg ; Gand retrouvait un peuple d'artisans et voyait se former autour d'elle une ceinture de faubourgs industriels ; Bruges elle-même, que Rodenbach, trop tôt peut-être, qualifia « Bruges-la-Morte », sortait lentement de sa torpeur et, reliée directement à la mer par un large canal, avait le légitime espoir d'une miraculeuse résurrection...

Hélas ! une fois de plus, les cités flamandes ont connu l'épreuve du fer et du feu ; une fois de plus, ceux qu'elles abritaient ont dû fuir éperdument, et les vieilles pierres ajouteront une page tragique à leur histoire. Les cloches de Flandre se sont tues devant la clameur des voix rauques chantant le *Wacht am Rhein*, et, dans les canaux délaissés, l'eau s'est faite plus sombre et plus morte, symbolisant, pour les cœurs angoissés, cette quiétude toujours cherchée, jamais atteinte, et qui n'est que dans le silence et l'oubli...



L'ARMÉE ET LA NATION



L'ARMÉE ET LA NATION

I

Octobre

La conception fausse que l'on avait çà et là du rôle de l'armée belge a fait supposer parfois que ce rôle avait produit tous ses effets utiles après l'héroïque défense de Liège et les sanglants combats dans la région de Tirlemont, de Diest et de Louvain, quand les troupes du roi Albert couvraient la

Belgique centrale. S'étant retirées dans le camp retranché d'Anvers, ces troupes paraissaient n'avoir plus d'autre tâche que celle de se maintenir dans ce « réduit national », afin d'affirmer la survivance d'une Belgique indépendante malgré l'occupation de la plus grande partie du pays par l'envahisseur. C'est d'ailleurs sous cette forme simpliste que la presse allemande n'a cessé de représenter les choses, et les tentatives qui furent faites par l'ennemi pour obtenir l'immobilisation de l'armée belge dans le camp retranché d'Anvers, afin que les troupes impériales pussent opérer librement contre les armées françaises et anglaises, prouvent suffisamment que même après la bataille de Liège, même après la destruction de Louvain et d'Aerschot, même après les abominables massacres par lesquels les troupes de Guillaume II se sont à jamais déshonorées, le gouvernement de Berlin escomptait l'éventualité de cette attitude résignée. L'argument était que l'armée de campagne belge avait été trop éprouvée dans les batailles en rase campagne qui précédèrent sa retraite pour que son action sur la base d'Anvers pût encore avoir une réelle efficacité.

Là fut l'erreur première des Allemands. Quand l'armée de campagne belge opéra en bon ordre sa retraite sur Anvers, elle était à peu près intacte, car c'étaient les forces détachées pour la défense

mobile de la position de Liège qui avaient vaillamment soutenu le premier choc. Quand on écrira l'histoire de cette guerre, les Allemands seront surpris d'apprendre la faiblesse numérique des troupes qui les arrêtèrent si longtemps devant Liège : ce furent quelques milliers d'hommes qui brisèrent l'élan de trois corps d'armée allemands et dont l'héroïsme compromit irrémédiablement la réalisation du fameux plan de campagne contre la France. Certes, les pertes belges furent sérieuses, mais la masse des volontaires qui se présentèrent dès le premier jour de la mobilisation permit aisément de combler les vides. L'armée de campagne belge, retirée dans le camp retranché d'Anvers, conservait donc toute sa valeur combative, et elle ne tarda pas à le démontrer.

Il y avait un autre argument dont l'ennemi attendait le plus sûr effet : la cruauté avec laquelle il avait agi, dès son apparition sur le territoire, pour châtier la Belgique d'avoir osé résister à la mise en demeure de livrer passage aux troupes impériales, devait donner à réfléchir au gouvernement belge et le faire se résigner à la plus grande prudence. Si les représailles allemandes avaient été si dures alors que les soldats du kaiser n'occupaient encore qu'une infime partie du territoire, qu'ils avaient devant eux une armée belge qui ne désespérait pas de

vaincre, et que, de plus, l'espoir existait d'une intervention immédiate et décisive des armées françaises et anglaises, quelles ne seraient pas les représailles qu'exercerait l'ennemi maintenant qu'il occupait effectivement les six plus riches des neuf provinces du royaume, qu'il agissait en maître dans la capitale, que l'armée belge ne pouvait plus opérer que dans un champ très restreint et que les armées françaises et anglaises avaient dû se retirer de la région de Charleroi ? Ceux qui assumaient la responsabilité des destinées de la Belgique dans ces circonstances tragiques n'hésiteraient-ils pas à sacrifier la grande majorité du peuple à l'accomplissement d'un devoir moral, fût-il le plus impérieux ?

Ce calcul allemand était faux, parce qu'une grande puissance, violant délibérément les traités et trahissant impudemment la parole donnée, ne pouvait se douter qu'une petite nation avait une conception si haute de son devoir et un respect si profond de la parole donnée, qu'elle était d'avance résolue au sacrifice de sa prospérité et de son existence même plutôt que d'y manquer. L'erreur allemande était inévitable parce qu'elle était une erreur de mentalité. Les représailles odieuses, les rapines, les massacres, la destruction méthodique des villes, tout cela dont le monde civilisé a frémi, ne pouvait qu'exaspérer la résistance des Belges. Devant l'éten-



due de son malheur, ce peuple a eu le suprême souci de mourir en beauté, si jamais tout espoir de vaincre devait être abandonné.

Et l'armée belge a poursuivi la lutte, inlassablement. Elle n'est pas restée un jour sans harceler l'ennemi ; elle ne lui a pas permis un instant de consolider ses positions au nord de Bruxelles. Sur tout le vaste front au sud du camp retranché d'Anvers, de Termonde à Louvain, elle a porté constamment aux armées impériales des coups précis, d'un effet certain. Avec des moyens restreints, elle sut accomplir une œuvre admirable, car elle contraignit les Allemands à maintenir en Belgique centrale une armée d'occupation considérable, alors que toutes les forces impériales eussent dû être concentrées dans le nord de la France. Du 9 au 12 septembre, pendant que se déroulait la grande bataille dans la Marne, l'armée belge sortit audacieusement du camp retranché d'Anvers, reconquit Malines, rejeta les Allemands sur Louvain, poussa jusqu'aux portes d'Aerschot. Pour lui tenir tête, il fallut faire remonter en toute hâte vers le nord deux corps d'armée ennemis en marche vers la France et, le coup fait, les Belges rentrèrent dans leur « réduit national ».

C'est en cela que réside l'héroïsme, la beauté de leur action militaire. Quand les dépêches signa-

laient que l'armée belge prenait l'offensive, qu'elle était rentrée à Malines, à Termonde, à Alost, on savait d'avance que cette offensive n'était pas à longue portée, qu'elle n'avait pas pour but de refouler méthodiquement l'envahisseur et de lui reprendre définitivement les villes qu'il occupait. Le coup d'audace accompli à l'est, au sud ou à l'ouest, là où il pouvait le plus efficacement gêner les mouvements de l'adversaire et troubler sa marche vers la frontière française, les Belges se repliaient sur leur camp retranché pour y préparer une nouvelle attaque. Leur rôle était essentiel et ingrat : ils n'avaient pas à vaincre ni à pousser jusqu'au bout leurs avantages, mais ils avaient à harceler l'ennemi, à l'énerver, à l'user. Leur rôle était douloureux, car ils savaient qu'au lendemain de chaque surprise mauvaise, les Allemands, revenant en force, bombardaient une ville ouverte, pillaient, incendiaient, massacraient au mépris de toutes les lois de la guerre. Cela n'empêcha pas les Belges de remplir en conscience et jusqu'au bout leur rôle qui fut de faciliter dans la mesure du possible la tâche des armées françaises et anglaises aux prises avec la masse énorme des armées allemandes. Cruelle ironie des choses : pour mieux assurer la victoire finale, les Belges devaient s'appliquer à retenir dans leurs provinces les plus grandes masses

possibles d'ennemis ; ils devaient s'appliquer en quelque sorte à rendre plus lourde une occupation que l'adversaire avait hâte d'éclaircir afin de pouvoir disposer ailleurs de toutes ses forces.

Il n'y a pas d'exemple dans l'Histoire d'un tel sacrifice d'un peuple à une noble cause, d'une conscience aussi absolue dans l'accomplissement du devoir national et international. Et quand on songe que la nation entière accepta ce devoir d'un cœur loyal et fier ; qu'elle n'eut pas une heure de défaillance ; que pas un instant, elle n'hésita sur l'attitude à prendre et le geste à faire, on a l'orgueil de tant de vaillance qui, pour la sauvegarde de la dignité humaine, rachète toute la fourberie et toute la lâcheté d'un peuple qui prétendait à la toute-puissance dans le monde. Les Belges savent que leur heure viendra quand les armées françaises et anglaises auront définitivement refoulé l'ennemi implacable. C'est l'espoir ardent de cette heure-là qui leur donne la force d'âme de demeurer debout quand même, le glaive au poing au milieu des ruines accumulées, et qui les fait se battre encore, se battre toujours, sans même songer à pleurer leurs enfants.


AVIS



II

Cette armée belge qui a su faire preuve dans des combats fameux d'une vaillance et d'un héroïsme qui ont définitivement grandi la Belgique devant l'Histoire, est un vivant exemple de ce que peut la volonté d'une nation bien résolue à ne pas mourir. Cette armée a tout à coup surgi des collines de la Wallonie et des plaines de la Flandre ; elle est née de l'instinct profond du peuple, de cette angoisse

qui étreint les cœurs et les esprits quand on sait la patrie en danger ; elle s'est faite seule, dans la fièvre, le tumulte et l'enthousiasme des batailles. C'est par là qu'elle est une force et une beauté ; c'est par là qu'elle évoque le souvenir des armées de la République une et indivisible, celles de Valmy et celles de Jemmapes, dont les chants de victoire vibraient de tout l'amour de la liberté.

Jusqu'à la veille de la guerre, l'armée constituait un instrument militaire d'une efficacité très discutable. Pendant trois quarts de siècle, on s'était occupé le moins possible d'elle, et il advint parfois que des hommes politiques lui contestèrent le droit d'exister. L'esprit public belge fut systématiquement orienté vers les affaires ; on mit tout en œuvre pour faire de ce peuple un peuple de marchands et on ancra en son esprit la certitude que la garantie de la neutralité de la Belgique par les grandes puissances la mettait à l'abri de toutes les surprises mauvaises. On entendit même soutenir dans les rangs d'un parti puissant que le fait pour la Belgique d'entretenir une armée constituait une injure pour les puissances garantes, l'idée que le pays pourrait avoir un jour à se défendre étant intolérable quand tant de belles signatures se trouvaient apposées au bas des traités garantissant l'inviolabilité du territoire. Ce n'est qu'après la guerre de

1870, où la Prusse respecta la frontière belge parce que l'Angleterre menaçait de prendre parti contre celui des belligérants qui tenterait de traverser la Belgique, que l'on se rendit compte dans certains milieux que le petit royaume pourrait avoir à sauvegarder son existence par ses propres moyens, dans des circonstances déterminées. Le général Chazal, qui avait commandé en chef l'armée belge en 1870, quand elle fut appelée aux frontières, ne cessa d'affirmer la nécessité urgente de l'introduction du service personnel généralisé. Dans sa correspondance inédite, qu'il m'a été donné de parcourir, il y a quelques années, se trouve la copie d'un rapport confidentiel à Léopold II, rédigé au lendemain de la guerre de 1870, et dans lequel il disait : « Sire, nous venons de passer par le trou d'une aiguille ; nous n'y passerons pas une seconde fois. »

Le roi Léopold, il importe de le constater, se fit un devoir de saisir toutes les occasions pour mieux fixer l'attention sur la défense nationale, mais il ne parvint pas à imposer aux différents cabinets qui se succédèrent au pouvoir un programme militaire vraiment pratique. On était convaincu que le parti qui réaliserait le service personnel et obligatoire serait politiquement condamné, la grande masse des ruraux éprouvant une répugnance insurmon-

table pour cette formule. Il fallut les graves crises européennes de ces dernières années, surtout celle de 1911, pour rendre possible une formule vraiment nationale et démocratique du recrutement. Encore y vint-on par prudentes étapes ; mais c'est le grand mérite de M. de Broqueville d'avoir su imposer à son parti cette réorganisation définitive de l'armée dont ne voulait pas une majorité qui, traditionnellement, se réclamait en matière de politique militaire de la formule simpliste : « Pas un homme, pas un canon de plus ! » Sans doute, on avait consenti jadis, après des débats mouvementés, aux sacrifices nécessaires à la construction des forts de la Meuse et de la position d'Anvers, mais on manquait d'hommes pour défendre ces positions. L'indispensable mur de poitrines humaines, qui seul donne toute leur valeur aux murs de pierre et de béton, faisait totalement défaut. Si la réforme militaire réalisée par M. de Broqueville avait eu le temps de produire tous ses effets, la Belgique eût disposé d'une armée de 400.000 à 500.000 hommes qui l'eût mise à l'abri de toutes attaques.

En fait, la guerre actuelle a surpris l'armée belge en pleine période de réorganisation. L'instrument nouveau n'étant pas façonné, il a fallu se servir du vieil instrument, d'une armée dont la plupart des éléments avaient été constitués sous le régime du

volontariat et du remplacement. L'ancienne armée belge, éternelle sacrifiée de la politique, avait une valeur combative sur laquelle il n'y avait pas à se faire illusion. Avec la réduction du temps de service à quinze mois, l'instruction des troupes n'avait jamais été poussée à fond ; on restait des années sans organiser de grandes manœuvres ; la plupart des sous-officiers étaient mariés, avaient des charges de famille ; les jeunes gens de la bourgeoisie faisaient carrière d'officier comme on fait carrière de fonctionnaire. Intelligents et travailleurs, certes, tous leurs efforts se heurtaient à l'idée qu'ils étaient inutiles, puisque la Belgique n'aurait jamais à faire campagne. Les plus résolus et les plus actifs prenaient du service dans la force publique congolaise, parce que là, du moins, l'action était possible. C'est cette armée-là que l'Allemagne crut pouvoir dédaigner au point de croire que la Belgique n'oserait pas faire son devoir international, ni défendre sa dignité et son indépendance.

Or, dès la première attaque contre les forts de Liège, ce fut l'armée de la nation que les troupes impériales trouvèrent devant elles. A l'appel angoissé du roi Albert, la nation entière avait frémi ; le vieil instinct de la lutte pour la liberté, qui domine toute la vie belge à travers les siècles, en fut prodigieusement réveillé ; le caractère factice que trois

quarts de siècle de politique préoccupée surtout d'intérêts immédiats avaient donné à ce peuple, céda et disparut sous la poussée formidable des sentiments les plus nobles et les plus généreux. Les premières journées de la défense de Liège firent comprendre que le devoir impérieux était de lutter jusqu'au bout, la nation entière dût-elle périr avec ses vieillards, ses femmes et ses enfants. On avait toujours douté que la mobilisation belge pût donner plus de 150.000 combattants; elle en donna 180.000, et dès la première semaine des hostilités, 40.000 volontaires étaient inscrits. A côté de l'armée organisée, une armée nouvelle se constitua spontanément, et c'est ce qui explique que, malgré Liège et Namur, Haelen, Diest et Tirlemont, il y avait encore une armée belge capable de combattre et de tenir l'ennemi en échec quand fut ordonnée la retraite sur Anvers. Ce qui s'accomplit depuis cette retraite : les sorties victorieuses jusqu'au delà de Malines au moment où se déroulait la bataille de la Marne ; les coups d'audace sur Termonde, trois fois perdue, trois fois reprise ; la défense opiniâtre des intervalles des forts détachés de la position d'Anvers ; la retraite en combattant à travers les Flandres ; enfin les semaines de bataille sur l'Yser, c'est avec l'armée spontanément surgie du sein de la nation que tout cela a pu se faire. Les

volontaires s'instruisent en combattant ; les anciens ne connaissent point la lassitude ; les « grognards » de vingt ans qui ont connu l'enfer de Liège apprennent le maniement de la baïonnette aux enfants de seize ans qui n'ont encore connu que la retraite — et cela fait une armée étrange, comme il n'y en a pas de semblable en Europe, chez laquelle l'héroïsme supplée à tout.

Cette armée se bat avec toute la frénésie que peut donner la haine. Elle a conscience d'être, à cette heure, toute la nation ; elle sait que si elle devait cesser de se battre, vaincue par le nombre ou le désespoir, la nation cesserait d'exister. Sur les lignes de l'Yser, on a vu des soldats belges, leurs munitions épuisées laisser approcher les Allemands des tranchées dans lesquelles ils étaient blottis, puis, quand l'ennemi était à portée du bras, se jeter sur lui en une ruée farouche, l'assommer à coups de crosse, à coups de poing, l'étrangler des dix doigts crispés sur la gorge. Ces hommes qui ont tout perdu, dont les familles sont dispersées et les foyers détruits, vivent intensément par la seule idée de la patrie à reconquérir, et ils se battent comme des héros et des enfants, sans craindre le coup que l'on reçoit debout et en face, car mourir n'a même plus de tristesse à leurs yeux puisqu'ils ont enduré pire que la mort. La mitraille allemande

a beau creuser des vides profonds dans les légions du roi Albert, leurs rangs toujours se resserrent, plus fermes et plus compacts. La nation généreusement donne tout le sang de ses veines, et c'est par là qu'elle se montre vraiment digne d'être une nation. Que des peuples ayant l'orgueil de leur puissance militaire et s'étant depuis toujours préparés à la guerre offrent ainsi le spectacle grandiose d'une lutte sans merci contre l'envahisseur, cela est dans l'ordre naturel des choses ; mais qu'un peuple depuis longtemps assoupi dans les douceurs de la paix, et n'ayant jamais songé à affirmer sa grandeur par la force de ses armes se révèle ainsi un peuple de soldats, c'est le miracle émouvant que seul peut accomplir l'amour de la patrie et de la liberté. Ce peuple-là, quelles que soient ses tristesses et ses épreuves, est un peuple élu, maître de ses destinées.



DES HÉROS...



DES HÉROS...

I

LE ROI

Octobre.

Dans la tragédie qui se déroule en Belgique, une figure se détache au premier plan avec une netteté impressionnante ; une figure admirable de loyauté, de sérénité, vraiment grande dans sa simplicité :

celle du roi Albert. Et cette figure-là encore fut une révélation, une révélation aussi prodigieuse que celle du patriotisme et de l'héroïsme d'un peuple qui médisait volontiers de lui-même et dont la quiétude était tenue parfois pour la plus dangereuse des indifférences. Le roi Albert s'est dressé d'un coup dans l'Histoire ; d'un geste, il y a marqué définitivement sa place. Que ce soit, au bout du suprême effort, la victoire attendue ou l'impossible défaite, le jugement que la postérité portera sur lui ne peut plus varier.

Ce roi-héros, il y en eut qui doutèrent de lui... Mais oui, il faut le dire, parce que la vérité d'aujourd'hui apparait plus belle par le contraste de l'erreur d'hier. Il y en eut qui le jugèrent timide et hésitant, le caractère insuffisamment formé, les idées mal fixées, trop docile aux courants de l'heure. Il y en eut qui mettaient un peu de condescendance dans la sympathie qui s'affirma, dès le premier jour du règne, pour ce roi dont la volonté de bien faire éclatait à tous les yeux ; il y en eut qui, tout en reconnaissant au jeune souverain d'incontestables qualités de cœur et d'intelligence, ne manquaient jamais, en parlant de lui, d'évoquer la puissante figure de Léopold II. Le souvenir, encore trop près de nous, du fondateur de l'empire belge en Afrique, du génial manieur d'hommes et

manieur d'argent qu'était Léopold II, écrasait en quelque sorte le souverain nouveau et le paralysait dans une certaine mesure. L'œuvre réalisée par Léopold l'Africain était telle que la Belgique ne pouvait sérieusement songer avant un demi-siècle à s'engager dans des voies nouvelles et qu'elle devait s'appliquer uniquement à mettre en valeur et à développer ce dont le souverain défunt l'avait dotée. C'est par là que le rôle du roi Albert était forcément ingrat. Un règne qui n'est que le prolongement logique et inflexible d'un autre règne ne peut guère avoir de l'éclat ; un roi qui a uniquement pour mission de poursuivre et de compléter ce que conçut un autre roi risque de faire médiocre figure dans l'ensemble des siècles.

Pourtant on constata qu'Albert Ier apportait une note personnelle dans l'évolution de la politique belge sur les bases nouvelles établies par son prédécesseur. L'atmosphère générale ne tarda pas à se modifier dans les sphères dirigeantes. Le roi avait des idées bien à lui, qui surprenaient un peu chez un souverain et qui choquaient même les milieux imprégnés de l'esprit de l'ancienne cour. A côté et en dehors des contacts officiels, le roi eut des contacts personnels qui le rapprochaient de la nation, qui lui révélaient l'état réel de l'opinion et lui permettaient de voir les choses sous leur véritable

aspect. Il s'intéressait passionnément aux arts, aux lettres, aux sciences ; il avait la noble curiosité des idées, de toutes les idées. Ne pas avoir peur des idées, d'où qu'elles viennent, où qu'elles tendent, c'est la plus grande force morale que puisse acquérir un souverain.

Quand les ministres, les diplomates et les gens de Cour étaient partis, les artistes, les poètes, les philosophes, les savants, les sociologues pénétraient dans le cabinet du roi, et, par eux, le prince s'initiait aux grandes batailles des idées, aux efforts, bons ou mauvais, qui déterminent l'évolution. Avec eux, le masque impassible de la royauté tombait, et une nature généreuse s'épanouissait librement. Nul homme, en Belgique, n'est plus près du peuple qui travaille et qui souffre que ce roi qui est descendu dans la mine, qui est monté sur des locomotives à côté des mécaniciens, qui sait comment s'accomplit le labeur qui fait la richesse du pays. C'est parce que, si souvent, il entendit Ysaye jouer du violon et Verhaeren dire des vers ; c'est parce que des peintres lui firent sentir la beauté émouvante des paysages de Wallonie et la douceur des larges horizons de Flandre ; c'est parce que des sociologues lui ont dit comment vit le peuple et quelles sont les aspirations profondes des masses, que ce roi est si différent de tous les rois et que,

malgré la vie factice des Cours et de la politique, a survécu en lui la claire flamme du pur idéal qui fait les apôtres et les héros.

C'est ainsi que le roi Albert s'est formé, tout seul, par ses propres moyens d'investigation, n'ayant comme unique guide que sa volonté ardente de voir et de savoir, de mieux comprendre son devoir, d'accomplir totalement sa mission, d'être enfin une pure conscience.

Conscience, je m'arrête au mot, car ce roi est la conscience faite homme. Le devoir prend chez lui une signification si haute, si noble, si forte, qu'il a quelque chose de religieux. Il est des heures de détente nerveuse et morale où les meilleurs trichent un peu avec le devoir, parce que le cœur est faible et qu'il est parfois doux de se mentir à soi-même; mais quand ceux qui assument la responsabilité des destinées d'un peuple trichent avec le devoir, ils préparent les désastres et les écroulements. Il faut qu'ils se dressent, de marbre et d'acier, contre eux-mêmes et qu'ils aillent droit devant eux — fût-ce vers l'ombre et la nuit.

C'est ainsi que le roi Albert a fait son devoir. Il a fallu une heure tragique comme celle que nous vivons pour que ce chef pût s'affirmer dans toute sa noblesse, pour que ce souverain pût donner toute sa mesure. Le monde et son peuple ne le con-

naissaient pas ; ceux qui l'approchèrent le plus et qui pourtant avaient deviné en lui une force qui couvait l'ignoraient ; savait-il lui-même ce qu'il y avait en son âme de vaillance que seul le destin pouvait faire surgir ? Le roi Albert, on ne l'a connu et il ne s'est connu que lorsque, au lendemain de l'ultimatum allemand, il s'est présenté au palais de la nation devant les représentants du peuple pour pousser le cri de guerre contre l'envahisseur. Ceux qui l'ont vu là ne l'oublieront jamais. L'homme timide d'allure, un peu gauche de geste, à la voix un peu lente et étouffée avait disparu. On voyait un roi dans toute la rayonnante splendeur de ceux qui tiennent haut le glaive et sa voix vibrait comme une lyre où chante le vent. Stature superbe, les épaules larges, les traits forts tendus par l'émotion, le regard droit dans les yeux clairs, le geste net, précis, bref — le geste de ceux qui ne discutent pas, ne transigent pas, ne pardonnent pas, — il symbolisait si bien la nation qui ne veut pas mourir que des larmes joyeuses montaient à tous les yeux et que des bancs socialistes partit une clameur émouvante qui lança le frisson jusqu'aux entrailles.

Et qu'on ne s'y trompe pas : roi constitutionnel, Albert Ier l'est jusqu'au scrupule extrême, et la décision de résister par la force à la mise en demeure

allemande fut certainement prise en plein et parfait accord avec tout le gouvernement, mais il n'en est pas moins vrai que dès la réception de l'ultimatum allemand, la volonté du roi de défendre par les armes la neutralité de la Belgique était inébranlable ; il n'en est pas moins vrai que tous nous eûmes l'absolue certitude que si la moindre hésitation s'était manifestée au sein du conseil des ministres, le roi eût fait usage de ses prérogatives et il eût fallu reconstituer le gouvernement. Pour ma part, je savais pertinemment que le roi, qui espérait fermement que la neutralité de la Belgique ne serait pas violée en cas de guerre occidentale, considérait que si cet espoir devait être déçu, la Belgique avait le devoir impérieux de combattre l'envahisseur et de s'allier aux puissances garantes qui se porteraient à son secours. Ce fut le roi Albert, en parfait accord avec le président du conseil, les ministres et les ministres d'Etat, qui décida que la petite Belgique défendrait son honneur et sa liberté contre la puissante Allemagne ; ce fut le roi Albert qui repoussa comme une injure la tentative que fit encore l'Allemagne par l'intermédiaire d'une puissance neutre d'obtenir, malgré tout, le passage de ses troupes par la Belgique, même après l'héroïque résistance de Liège, et laissant entendre que le « don » de la Flandre française pourrait fort bien,

la paix rétablie, récompenser cette complaisance même tardive ; ce fut le roi Albert qui, après la lutte de Liège, alors qu'il importait coûte que coûte de gagner quelques jours pour permettre à la France de compléter sa mobilisation et de concentrer ses troupes, ne voulut pas entendre parler d'une retraite prématurée sur le camp retranché d'Anvers et, chef suprême de l'armée, décida de maintenir celle-ci en campagne, face à l'ennemi, quelles que fussent la puissance et la cruauté du choc à soutenir ; ce fut le roi Albert, enfin, payant de sa personne, vivant avec ses soldats, partageant avec eux toute joie et tout péril, qui mena l'armée à cette belle attaque de Malines par laquelle il obligea les Allemands aux prises avec les Français et les Anglais, au sud, à ramener vivement 60.000 hommes en arrière.

Alors, devant la netteté de cette attitude, on se rappelle ce qui si longtemps se colportait çà et là sur les idées, les sentiments, les sympathies de ce roi si vraiment roi ; on se rappelle que volontiers on répétait que cet arrière-petit-fils de Louis-Philippe avait aussi des attaches puissantes en Allemagne. Non, non ! Il est Belge, — et Belge seulement. Et en fût-il autrement, que son attitude n'en serait que plus admirable. Sa pensée intime, ses sympathies, ses sentiments, ce que l'origine pre-

mière, l'éducation familiale, la formation de l'esprit et du cœur ont pu créer et développer en lui de tendances et de préférences personnelles, on ne le sait pas : on n'a pas le droit de le savoir, ni même de le rechercher. Le roi le plus puissant comme le paysan le plus humble est seul maître de sa pensée, de son cœur et de son âme. Ce qui, chez le roi des Belges, est d'une beauté de légende et d'une grandeur antique, c'est qu'il n'a pas une minute discuté avec lui-même ; c'est qu'il n'a certainement pris conseil ni de son cœur ni de son esprit ; c'est qu'à l'heure où il risquait sa couronne et où se jouait la vie de son peuple, il n'a subsisté en lui que la volonté ardente, impérieuse et inflexible, de faire son devoir, tout son devoir, quel qu'il fût — le devoir avec toutes les larmes, tout le sang, toutes les ruines, mais aussi toute la gloire qu'il comportait.

L'Histoire peut s'accomplir, des empires peuvent crouler, des cités nouvelles peuvent surgir là où furent les vieilles cités détruites par le fer et le feu, le roi-héros demeurera à jamais vivant dans l'esprit du peuple, et les enfants de nos enfants diront à leurs enfants que, dans la grande guerre qui dressa les uns contre les autres des millions d'hommes, la Patrie belge fut sauvée malgré les massacres, malgré les guerriers couchés par légions, parce qu'un roi sut combattre avec son peuple pour la liberté.

II

LA REINE ERRANTE

Elle est là-bas, avec le roi Albert, au milieu des troupes qui combattent. Elle est venue de ville en ville, de camp en camp, de tranchée en tranchée. Elle console de vivre et console de mourir ; elle sourit, elle panse des blessures. Elle est toute la douceur et toute la pitié dans ce pays de Flandre où la brume lourde enveloppe le paysage triste, linceul de grisaille sur tant et tant de linceuls de lin. Elle n'est pas la princesse guerrière chevauchant aux côtés d'un époux victorieux, entrant dans les villes reconquises au son des clairons et des tambours. L'épée la plus légère serait trop pesante à sa main fine et elle dédaigne la parade qui, ailleurs, pousse des princesses à défiler en uniformes coquets à la tête des régiments. Elle n'apparaît que lorsque le canon se tait et quand, dans les bataillons, on compte ceux qui survécurent à l'assaut. Sans escorte, sans suite, elle glisse d'hô-

pital en hôpital, d'ambulance en ambulance, la plus noble parmi les nobles femmes qui aident les héros à mourir en beauté, parce que la plus simple, la plus maternelle et la plus humble.

Elisabeth, reine des Belges... Je la revois faisant son entrée à Bruxelles par un beau jour d'automne de l'an 1900, quand elle venait d'épouser le prince Albert, héritier présomptif du trône. Au fond de la voiture de grand gala, elle apparaissait toute petite et fluette à côté de son époux. Elle n'avait pas l'allure majestueuse de la comtesse de Flandre; elle n'avait pas la beauté de la princesse Clémentine, mais elle avait un sourire qui éclairait toute la face jeunette, un regard doux et bon qui touchait le fond de l'âme. Le peuple de Bruxelles le comprit tout de suite et elle n'eut qu'à apparaître ainsi, par un matin ensoleillé, pour gagner à jamais sa confiance et son affection. Chez ce peuple frondeur de nature, qui sait très exactement ce qu'il veut, qui ne s'en laissa jamais imposer par les titres, les pompes et le décor de la monarchie, il y eut le sentiment net que cette princesse était très différente de toutes les princesses, qu'elle était plus près de lui, plus compréhensive de ce qui émeut l'âme des foules. On savait qu'elle n'était pas très riche et que le prince l'avait choisie pour elle-même, sans aucun souci de la raison d'Etat ; on

savait que son père, le savant Charles-Theodor, duc en Bavière, l'avait initiée à ses travaux scientifiques et ouvert son esprit aux horizons élargis ; on savait, enfin, qu'elle avait des idées bien à elle, des idées de femme et d'artiste, bouleversant les préjugés des gens de cour et qui, dans cette tête couronnée, et servies par une volonté qui lentement usait toutes les objections et tous les obstacles, purent s'affirmer avec une rare puissance.

Dès le premier jour, elle fut la « petite reine », avec une telle nuance d'affection et de tendresse dans la voix que l'étranger comprenait la grandeur de cette expression familière exempte de flatterie. Elle eut tôt fait de transformer l'atmosphère d'une cour que tant de deuils et de tristesses avaient rendue morose. Elle eut cet orgueil d'y attirer les poètes et les artistes, de vouloir que la prodigieuse renaissance des lettres et des arts en Belgique fût la caractéristique du règne. On a souvent parlé de l'influence qu'elle exerçait et de sa part dans l'orientation nouvelle, si marquée, des forces dirigeantes du pays. Nul ne pourrait dire avec précision quelle fut en cela la part du roi et la part de la reine ; mais le fait que ces deux êtres si admirablement doués — toute l'intelligence de la bonté et toute la vaillance de la loyauté — furent unis pour veiller à la grandeur d'un peuple, c'est un miracle de la

destinée. Le socialisme le plus farouche, sans abandonner ses principes, désarma devant la grâce et la simplicité des gestes de cette reine. Quand, au premier jour de la guerre, elle s'en fut, seule, visiter l'ambulance installée à la Maison du peuple de Bruxelles et qu'elle pénétra dans cette salle où toutes les paroles de révolte avaient été criées, on l'acclama comme jamais on n'acclama un tribun.

Le peuple n'avait pas attendu cette heure-là pour la reconnaître. Quand elle fut gravement malade, il y a quatre ans, et qu'après de longs jours d'angoissante attente il apprit qu'elle devrait s'éloigner pendant des mois du pays, il en fut profondément ému. De toutes les provinces affluèrent par milliers les vœux, s'élevèrent les prières, surgirent les conseils et les remèdes touchants dans leur naïveté. Plus tard, son retour dans la capitale fut fêté comme une seconde « joyeuse entrée » ; mais après cette douloureuse épreuve, la reine, obligée de se ménager, ne paraissait plus que rarement en public. Ses forces, lentement revenues, elle les consacrait toutes à ses visites aux humbles, aux œuvres charitables qu'elle a fondées, à ses enfants. Elle s'effaçait un peu, se faisait un peu lointaine, et pourtant nul ne l'oubliait.

Aussi, quand éclata la guerre, la pensée populaire alla tout de suite à elle : et la reine ? Allait-

elle, avec les princes et la petite princesse Marie-José, chercher asile en Angleterre ou dans le midi de la France ? Non, elle demeura au milieu de son peuple, et elle qu'on ne voyait plus depuis des mois, on la revit brusquement partout. Du moment que le danger était là, que des populations entières étaient menacées de toutes les misères de l'invasion, que des hommes allaient souffrir et mourir, elle ne voulait plus connaître que son devoir, qu'elle entendait remplir jusqu'au bout. Elle demeura dans Bruxelles jusqu'à l'avant-veille de l'occupation de la capitale par les Allemands ; elle se multiplia à Anvers partout où gisaient des blessés et des agonisants. Sous les bombes des Zeppelins et les obus des mortiers allemands, elle allait vers les hôpitaux et les ambulances pendant que le roi allait vers les tranchées, écartant d'un geste de la main et d'un sourire ceux qui timidement lui conseillaient la prudence. Puis, quand il fallut abandonner Anvers, quand il fallut battre en retraite à travers les plaines de la Flandre où des centaines de mille réfugiés se ruaient vers la mer, suprême espoir de salut, elle passa sur les routes tumultueuses, le visage calme, souriant aux soldats et aux malheureux, donnant si bien l'impression d'une sérénité d'âme parfaite que la confiance renaissait au cœur des plus désespérés.

Elisabeth, reine des Belges, qui ne règne plus à cette heure — et jusqu'à la victoire prochaine — que sur la lande désolée qui s'étend devant les dunes, porte la plus belle des couronnes : celle que les mystiques voient aux saintes. Elle offre, à une époque qui doute de toutes les vertus, le spectacle sublime d'une faible femme puisant dans les élans de son cœur la force de faire face au destin le plus implacable. Reine errante, mais reine comme ne le fut jamais l'épouse du roi le plus puissant, elle symbolise toute la patrie meurtrie et qui ne veut pas mourir. Loin des cités orgueilleuses et des palais somptueux, elle va vers les soldats tombés sous la mitraille, et quand elle passe près d'eux, les paupières des agonisants se soulèvent pour un dernier regard, une dernière larme ; des mains fiévreuses se tendent en un geste de prière et des lèvres blêmes murmurent le mot qui résume toute la tendresse humaine, le mot qu'on retrouve au plus profond de la détresse et qui trouble les cœurs les plus farouches : maman.

III

M. MAX

La guerre qui dévaste la Belgique a donné un étrange relief à certaines figures ; elle a fait apparaître brusquement en pleine lumière des hommes qui jamais n'avaient recherché la popularité et qui se contentaient d'accomplir leur tâche, pourtant lourde, avec une simplicité admirable. La plus belle et la plus noble de ces figures est celle du roi Albert. A côté du souverain, il y a M. de Broqueville, chef du cabinet ; il y a le général Leman, l'héroïque défenseur de Liège ; il y a des officiers et des soldats qui ont accompli des exploits énormes et qui font songer à ces « grognards » dont Georges d'Esparbès a narré les hauts faits dans *La Légende de l'Aigle*. Et puis, il y a M. Max, le bourgmestre de Bruxelles, qui est, sans doute aucun, à cette heure, l'homme le plus populaire de Belgique après le roi. M. Adolphe Max n'a pas été au feu ; il n'est jamais descendu dans une tranchée ; il n'a

jamais opéré dans un fort, — et pourtant, il a fait preuve d'un héroïsme qui ne le cède en rien à celui des plus vaillants soldats. Quand on voudra symboliser le courage civique, on citera simplement l'exemple de M. Max.

Figure étrange, en vérité, et déconcertante au premier abord. Il y a quelque vingt ans que je connais M. Max et j'avoue que je n'avais pas deviné l'homme qui s'est si prodigieusement révélé. Entré assez tard dans la politique, on vit tout à coup surgir sa candidature à la première magistrature de la capitale en 1909, quand mourut M. De Mot. Le roi Léopold et le gouvernement voyaient en lui l'homme de la situation. Ce fut une surprise, pour beaucoup, non pas que l'on doutât le moins du monde du talent et du savoir-faire de l'élu, mais M. Max apparaissait comme étant bien jeune pour assumer une charge aussi grave, dans laquelle, avant lui, des personnalités considérables, comme les de Brouckère, les Anspach, les Buls, qui réalisèrent le « plus grand Bruxelles », s'étaient illustrées. Le bourgmestrat de Bruxelles, cela comporte une responsabilité énorme, une représentation de tous les instants ; cela exige encore une puissance de travail peu commune. On considérait M. Adolphe Max, et on se demandait si cet homme mince, fluet et blond, très correct, très froid, qui avait à

peine atteint la quarantaine, aurait, aux heures graves, la maîtrise indispensable...

Les heures graves sont venues, hélas ! heures graves et tragiques. Quand le roi Albert fut au « front » ; quand le gouvernement fut transféré à Anvers ; quand l'autorité militaire belge se fut définitivement effacée à Bruxelles, qu'on venait de déclarer ville ouverte, ce fut ce jeune bourgmestre, avec sa petite expérience de quatre années de direction administrative, qui prit sur lui de défendre la capitale contre les audacieuses entreprises de l'envahisseur. Il s'en fut tout seul au-devant des conquérants, et, de sa voix un peu lente, il leur parla comme il sait parler. Ces Allemands qui venaient en maîtres ne l'aimaient point. Ils savaient que, au cours de la réception des conseillers municipaux parisiens à Bruxelles, M. Max avait proclamé hautement ses sympathies pour la France ; ils savaient qu'à Paris, lors de la visite qu'y firent les échevins de Bruxelles, M. Max avait été chaleureusement applaudi ; ils savaient que, tout récemment encore, le bourgmestre s'était fait le bon ouvrier de la totale réconciliation des Belges et des Anglais, — un peu en froid depuis les complications congolaises, — en recevant splendidement le lord-maire de Londres. Pourtant, les conquérants écoutèrent M. Max, et celui-ci sut obtenir que l'occupa-

tion de Bruxelles se ferait dans des conditions acceptables. Il obtint, surtout, de demeurer à la tête de l'administration municipale et de jouer ce rôle difficile entre tous de conciliateur entre les vainqueurs et les vaincus.

S'il accepta ce rôle-là, c'est que le bourgmestre connaissait admirablement le peuple de Bruxelles et qu'il savait qu'il n'aurait aucune surprise mauvaise à redouter de sa part. Il importait donc d'empêcher l'ennemi de violer les lois de la guerre, comme il l'avait fait ailleurs. M. Max s'appliqua à cette tâche avec une énergie qui jamais ne se trouva en défaut, avec un sens de la diplomatie qui dut surprendre les Allemands. Il s'installa à l'Hôtel de Ville, jour et nuit, un petit lit de camp dressé dans son cabinet pour les rares heures de repos à prendre. Ce que durent être ses entretiens avec le maréchal von der Goltz, on le devine : des conversations tout en nuances, portant sur l'interprétation rigoureuse des textes, sur la valeur exacte des mots. Il sut plier là où il fallait plier, sous peine de provoquer une catastrophe ; mais, dès le lendemain, il revenait à la charge, discutait, harcelait, jusqu'à ce qu'il obtint ce qu'on était bien décidé d'abord à lui refuser. Ainsi, la fameuse contribution de guerre d'un nombre considérable de millions imposée à la capitale, il ne put l'éviter ; mais le Tré-

sor de Bruxelles était depuis longtemps mis à l'abri de tout coup de main, à Anvers, et il fallut négocier pour gagner du temps, pour échelonner les paiements. Avec cela, M. Max sut ne pas abdiquer, faire comprendre aux Allemands que le bourgmestre demeurait le maître de sa bonne ville et qu'il traitait d'égal à égal avec le gouverneur allemand. Un officier prussien s'étant permis de pénétrer dans son cabinet sans se faire annoncer, il le mit à la porte d'un geste. Les bourgeois de Bruxelles ayant retiré, dès les premiers jours de l'occupation, le drapeau national qui flottait à leurs balcons, M. Max, par voie d'affiches, les engagea à continuer à arborer les trois couleurs. Le gouverneur allemand ne partagea pas cette manière de voir et ordonna le retrait du drapeau belge. M. Max se soumit et conseilla à ses administrés d'obéir, « en attendant l'heure de la réparation ». Affirmer cet espoir de la revanche prochaine en face de l'envahisseur, cela ne manquait certes pas de crânerie.

Il fit plus et il fit mieux. Ayant appris que le gouverneur allemand de Liège avait fait afficher sur les murs de cette ville une proclamation dans laquelle il affirmait que le bourgmestre de Bruxelles assurait que la France avait fait savoir qu'elle était impuissante à aider la Belgique, étant elle-même sur la défensive, M. Max fit paraître, sur les murs

de la capitale un démenti net et catégorique au gouverneur allemand de Liège. Cette fois, le maréchal von der Goltz et son état-major se fâchèrent. Il interdit au bourgmestre de faire afficher encore une seule proclamation sans l'approbation de l'autorité allemande, et, sur les murs de Bruxelles, il fit recouvrir le manifeste de M. Max d'un beau papier blanc. Le lendemain ce papier blanc était enduit d'une couche d'huile, et, devenu transparent, il permettait de lire le démenti du bourgmestre qu'il prétendait cacher.

Il semble bien que, dès ce moment, l'arrestation de M. Max était décidée en principe ; il ne s'agissait plus que de trouver l'occasion d'y procéder sans paraître commettre une trop criante infamie. Quand les Allemands faisaient annoncer à Bruxelles de fausses nouvelles relatives à des victoires qu'ils n'avaient pas remportées, M. Max, qui ne pouvait plus remettre les choses au point par voie d'affiches, se promenait par les rues et, dans tous les groupes de citoyens, faisait connaître la vérité. Il fallait, coûte que coûte, se débarrasser de ce bourgmestre trop indépendant, trop imprégné de l'esprit de liberté. Ce fut à propos du règlement d'une question de gros sous qu'on l'arrêta.

Sur les cinquante millions imposés à Bruxelles pour l'entretien des troupes allemandes, il restait

trente millions à payer fin septembre. Les Allemands apprirent que M. Max avait pleine et entière confiance dans le succès prochain des armes françaises et qu'il espérait voir Bruxelles libéré à bref délai. Ils exigèrent alors le paiement immédiat des trente millions qui restaient à verser. M. Max refusa. Les Allemands crurent le contraindre à payer en ne soldant plus leurs réquisitions, et ils firent présenter en bloc, pour remboursement, au bourgmestre, par l'intermédiaire d'une banque, leurs bons de réquisitions, M. Max refusa d'ouvrir les caisses de la Ville. C'est sur ce refus qu'on l'a arrêté. C'est, du moins, ainsi que les journaux officieux allemands ont rapporté l'incident.

Ils l'ont emmené en Allemagne sous bonne garde. Lui ne s'est pas ému. Il est parti de son pas lent et sûr, avec le sourire discret que connaissent bien les Bruxellois. On lui a offert à plusieurs reprises la liberté, mais il a refusé, parce que les conditions que posaient les Allemands lui paraissaient difficiles à concilier avec la dignité d'un bourgmestre de Bruxelles qui entend ne pas abdiquer devant l'envahisseur, ne rien renier.

Il y a dans les annales de l'histoire des municipalités belges de grandes et nobles pages, car, depuis six cents ans, ce peuple n'a cessé de combattre pour ses franchises et sa liberté ; il y en a

peu, je crois, qui ont l'allure de la page que M. Max vient d'ajouter à l'histoire de Bruxelles. Ce bourgmestre qui imposait le respect au conquérant brutal ; cet homme qui avait le devoir de sauver du massacre et du pillage une ville de près de 800.000 habitants et qui était seul à tenir tête à une armée victorieuse ; cet élu du peuple qui sauvegarda pleinement les intérêts de ses concitoyens sans abdiquer jamais une parcelle de son autorité et de sa dignité, sans cesser un seul instant d'affirmer sa foi dans le triomphe final de la cause nationale, c'est d'une rare grandeur et d'une beauté qui évoque le souvenir de ces chefs des communiers de jadis, qui ont fait la gloire de la vieille terre flamande, toujours meurtrie et jamais soumise.



SOUS LE JOUG



SOUS LE JOUG

I

Novembre.

Les Allemands éprouvent de cruelles déceptions : les Belges, qui sont d'une rare obstination dans leurs idées et leurs sentiments, ne veulent absolument pas croire à la « conquête », et ils ne mettent aucune bonne volonté à faciliter l'organisation nouvelle de leur pays. On était intimement con-

vaincu à Berlin que pour s'assurer la docilité de cette petite nation, malgré sa profonde répugnance pour la culture allemande et les méthodes prussiennes, il suffirait de pousser quelques centaines de mille soldats du kaiser dans les neuf provinces, d'incendier quelques villes, de bombarder quelques cathédrales, de massacrer des vieillards, des femmes et des enfants, de contraindre les paysans à marcher devant les troupes allant au feu et d'envoyer des milliers d'hommes valides en Allemagne pour y faire les moissons. Après cela, pensait-on, les Belges se résigneront à toutes les servitudes et, reconnaissant la toute-puissance allemande, ils seront trop heureux de bénéficier de la protection de l'empire. Or, voici que les Belges, vaincus peut-être, mais non soumis, rendent vains, par leur attitude, tous les efforts des gouverneurs civils et des hauts fonctionnaires qui leur sont envoyés de Berlin.

D'abord, tous ceux pour lesquels l'exode fut possible prirent le chemin de l'exil. On évalue à près de deux millions les Belges réfugiés en France, en Angleterre, en Hollande et en Suisse. La plupart des éléments actifs de la nation, ceux qui par l'intelligence, le travail et l'influence de la fortune constituent une élite sans laquelle un pays ne peut vivre dignement, ont émigré, en attendant l'heure

prochaine de la victoire et des justes réparations. Ceux qui n'ont pu s'en aller, demeurent terrés dans les villes et les bourgs, se refusant à tout commerce avec l'envahisseur en dehors des charges qu'il leur impose. Ce sont eux qui, en réalité, vivent des heures d'exil sur une terre qui leur est devenue étrangère, tandis que les fugitifs trouvent asile à des foyers amis. La patrie n'est plus quand l'âme des ancêtres n'imprègne pas toute la vie sur le sol natal, car la patrie a la puissance merveilleuse des pures idées, et on l'emporte au plus profond du cœur par les chemins du monde.

Les plus à plaindre parmi les Belges, ce sont les trop vieux, les trop pauvres, les trop las, demeurés en Belgique et qui endurent stoïquement les tristesses de l'invasion. Sans doute, ils ont encore un foyer ; ils se meuvent dans les paysages familiers à leurs yeux, leur misère est moins affreuse que celle qui a abattu tant et tant de pauvres gens le long des routes ; mais ils ont la vision constante de l'écroulement de toute la vie nationale ; ils subissent l'humiliation quotidienne de la domination ; ils souffrent sans connaître les raisons qui, au dehors, nous donnent la certitude d'un retour des choses. Et pourtant, ces Belges-là encore luttent et ne veulent pas se reconnaître vaincus. Comme leur roi et son armée en campagne, comme leur

gouvernement en exil, ils font face à l'envahisseur, héros obscurs de chaque heure dont jamais personne ne connaîtra toute l'audace et toute la vaillance. Il y a là des milliers et des milliers d'ouvriers qui n'ont plus touché aucun salaire depuis près de trois mois, et qui refusent de travailler pour les Allemands ; il y a là des commerçants qui préfèrent fermer leurs magasins plutôt que de devoir vendre aux Allemands ; il y a là des milliers d'humbles employés qui refusent de servir plus longtemps des administrations dont les Allemands ont maintenant le contrôle.

Cette résistance trouble l'envahisseur et ne lui permet pas d'organiser la Belgique envahie, de tirer de son éphémère conquête tous les avantages escomptés. Il peut bien contraindre, en violation de toutes les lois de la guerre, des citoyens à creuser des tranchées pour ses troupes, mais il ne peut contraindre des ouvriers à exercer leur métier à son profit. A Bruxelles et à Anvers, tout a été vainement mis en œuvre pour ramener à leur tâche le personnel des postes et celui des chemins de fer; ailleurs, on a cherché inutilement des terrassiers, des charpentiers, des maçons, pour effectuer des travaux urgents. Tout le peuple des usines, des fabriques, des mines a disparu comme par miracle, et les villes belges sont des villes mortes. Les auto-

rités allemandes en éprouvent une réelle inquiétude, car comment faire vivre une grande armée dans un pays où il n'y a plus rien, où l'on ne produit plus, où le paysan lui-même refuse de procéder aux semailles ? L'envahisseur a vaguement conscience d'avoir commis une lourde faute en procédant par le terrorisme le plus barbare, et il s'applique laborieusement à changer de méthode. A Anvers, un ordre du gouverneur militaire interdit sévèrement aux soldats de piller les propriétés privées ; on a invité les réfugiés à rentrer ; on leur a offert les plus solennelles garanties ; on leur a fait dire que jamais les Allemands n'en ont voulu au peuple belge, que celui-ci a été trahi par son gouvernement et par son roi, qui n'ont pas voulu livrer passage à travers la Belgique aux troupes impériales. Les fugitifs ne veulent pas comprendre, et sur les 500.000 à 600.000 qui se trouvent en Hollande, il est rentré à peine 12.000 femmes et enfants en Belgique...

C'est que les Allemands se sont grossièrement trompés sur le caractère et les dispositions du peuple belge. Un quart de siècle durant, ils ont préparé leur conquête par la pénétration méthodique des éléments allemands dans tous les milieux où leur influence pouvait se faire sentir utilement. Le grand et le petit commerce, l'industrie et la

finance, tout cela fut travaillé, remué, enveloppé, absorbé. On ne s'aperçut de la situation de fait que lorsque l'infiltration était trop complète déjà pour qu'on pût encore l'arrêter. A ceux qui dénonçaient le péril pouvant en résulter, on répliquait par la banale affirmation de l'adaptation facile de l'Allemand à tout milieu nouveau. On invoquait les statistiques qui établissaient qu'un nombre considérable d'Allemands demandaient chaque année à obtenir la nationalité belge, et pour le surplus, on faisait valoir que les « affaires » étaient plus faciles avec les Allemands qu'avec d'autres.

Hélas ! le désir de faire facilement des affaires — désir naturel chez un peuple essentiellement commerçant — poussa les Belges à tous les pièges. Les milliers de jeunes gens allemands travaillant comme volontaires dans les maisons de commerce, les ingénieurs allemands s'initiant aux secrets de l'industrie belge, les financiers allemands s'assurant peu à peu la prépondérance dans les grandes entreprises, la germanisation lente mais sûre d'Anvers, voilà ce qui explique les monstrueuses complicités que l'ennemi trouva en Belgique dès le premier jour de l'invasion ; voilà ce qui explique surtout que le gouvernement de Berlin put supposer que la Belgique s'inclinerait docilement devant la brutale mise en demeure prussienne. Les espions

qu'il entretenait à grands frais et les créatures auxquelles il assura des situations prépondérantes jusque dans les milieux les plus influents, l'ont induit en erreur en lui faisant croire que le peuple belge était mûr pour la servitude, que l'appât du gain et la fièvre des affaires avaient usé les énergies nationales au point d'en faire une proie facile. Avec leur manque du sens des nuances, les Allemands ont pris le souci de la neutralité pour de la complicité morale ; avec toute la naïveté de leur politique simpliste, ils ont escompté la trahison de certains éléments flamands ouvertement en lutte avec la culture française en tant que culture nationale en Belgique.

La réalité ne peut, aujourd'hui, que leur inspirer d'amers regrets, car elle doit les convaincre que leur influence dans le royaume ne fut jamais que de pure surface, qu'elle n'entama en rien les sentiments qui traditionnellement unissent le peuple belge au peuple français, qu'elle ne fut d'aucun poids dans la balance politique. Quand l'heure fut venue de faire son devoir, l'Allemagne trouva tous les Belges debout, farouchement dressés contre elle, et des vieillards aux enfants, des plus riches aux plus pauvres, ils demeureront dans cette attitude quoi qu'il puisse advenir demain. La Belgique pourrait être supprimée ; le monde entier, las de

combattre pour le droit et la vérité, pourrait se résigner à ce crime, le ressentiment des Belges pour l'oppresseur allemand ne s'éteindra jamais. Il durera aussi longtemps que durera le souvenir de cette guerre abominable ; il s'affirmera tout le long des siècles comme la seule chose qui ne peut mourir, et s'il devait abandonner définitivement ce pays qui ne serait plus le sien, le peuple belge s'en irait de par le monde, clamant sa douleur et éveillant au cœur de toutes les nations, de toutes les races, la haine des Barbares, qui finiront bien par étouffer sous cette haine, jusqu'au dernier.





II

Ce que la guerre comporte de misères et de douleurs, on ne le comprend vraiment que par l'aspect des régions qui furent occupées par l'ennemi et qui, se trouvant aujourd'hui à l'arrière des lignes, s'enveloppent de solitude et de silence. Là où l'on se bat, les ruines apparaissent moins lamentables ; l'ardeur de la lutte qui se déroule autour d'elles

leur prête une vie intense ; ce n'est pas encore l'affaissement dans l'abandon, la fin dernière, tout le ciel d'hiver sur toute la mort. Mais quand les armées ont poussé de l'avant, le paysage où hier encore se mouvaient la masse des guerriers s'assoupit dans la grisaille des brumes et demeure sans âme. C'est alors que dans les cendres et les débris, on retrouve un peu de la pensée intime de l'ennemi, du souci qui commanda ses gestes ; c'est alors que l'on apprend de ceux qui survécurent au désastre des détails qui fixent sa mentalité.

Mentalité étrange, infiniment complexe, faite de toute la brutalité de l'instinct échappant au contrôle de la raison ; mélange de ruse subtile, de puérile sentimentalité, d'orgueil et de servilisme. Est-ce la « Kultur » allemande qui déforma ainsi les esprits et les caractères au point qu'on n'y reconnaît plus les traits dominants d'une race qui, par des siècles d'efforts, eut sa part d'influence dans l'évolution générale des peuples d'Occident ? Peut-être, mais les faits sont là qui imposent la constatation de l'organisation méthodique d'une guerre de destruction et de rapine, où l'idée politique et l'intérêt militaire s'effacent parfois totalement devant les appétits les plus grossiers. Dans les régions ainsi dévastées on se rend parfaitement compte que l'occupation allemande fut relative-

ment modérée aussi longtemps que l'ennemi pouvait espérer s'y maintenir et qu'il avait intérêt, par conséquent, à en ménager les ressources ; mais dès l'instant où il se trouva acculé à la lutte, il a détruit avec une rage implacable. Des villages situés en dehors des grandes voies de communication, n'ayant par leur position aucune importance stratégique, ont été entièrement rasés. Cette œuvre de destruction s'est accomplie par ordre, par des moyens qui révèlent des instructions précises. C'est à croire qu'il y a dans les armées allemandes des éléments spéciaux dont la mission consiste uniquement à accumuler les ruines, par des procédés « scientifiques », à l'arrière des troupes qui marchent au feu.

On se demande parfois pourquoi, dans une ville, tel quartier a été détruit tandis que tel autre est demeuré intact. L'explication se trouve tout naturellement quand on cherche à se rendre compte de la direction dans laquelle s'opéra la marche précipitée de l'ennemi. Les incendiaires n'ont pas toujours le temps de compléter leur œuvre : ils détruisent ce qu'ils peuvent détruire, sans trop s'éloigner, sans perdre le contact avec le gros des troupes. C'est le hasard seul qui sauve tel ou tel quartier. Dans les villages, il en va autrement : là ne subsistent généralement que deux ou trois mai-

sons, et ce sont les maisons un peu à l'écart où furent logés des officiers supérieurs.

Le vol et la rapine sont aussi bien organisés dans l'armée allemande que la destruction systématique des petites villes et des villages. Partout on a constaté cette organisation, et on a dit qu'elle était le fait de certains éléments militaires et civils agissant de leur propre initiative. S'il en est ainsi, comment explique-t-on qu'un service de transport remarquablement compris fonctionne dans les lignes allemandes, là où nul ne peut circuler sans mandat spécial du commandement et seulement pour des missions bien définies? Comment explique-t-on que les chemins de fer allemands, totalement sous le contrôle militaire, assurent l'envoi dans toutes les régions de l'empire de trains entiers de butin ? Les Allemands ont un matériel perfectionné pour le transport du butin ; ils ont un personnel expérimenté pour apprécier la valeur des objets et emballer ceux-ci.

Dans les petites villes et les villages du sud de la Belgique et de l'Est français, on a vu arriver à la suite des troupes impériales de grands camions automobiles surmontés d'énormes caisses ouvertes à la partie supérieure. Ces camions s'arrêtaient devant certaines maisons, celles qu'on avait des raisons de croire les mieux fournies, et les hommes



des « compagnies de déménagement », comme nos malheureux bourgeois et paysans dépouillés appellent les pillards allemands, commençaient leur besogne. Tout ce qui avait une valeur et qui était trop volumineux pour être enfoui au fond des poches et des sacs était jeté dans les caisses des camions. Tapis, linge fin, fourrures, bibelots, tout cela s'y entassait pêle-mêle. Quant aux meubles qu'on ne pouvait emporter, les pillards les brisaient consciencieusement, s'acharnant à coups de hachettes sur des tables boiteuses et des vieilles chaises. Dans une humble maison, une pauvre veuve avait caché au fond d'un tiroir quelques rares objets de famille qu'elle conservait précieusement pour sa petite-fille. Les Allemands ont vidé le tiroir ; ils ont piétiné et déchiré à plaisir le linge de la vieille femme qu'ils ne jugeaient pas assez bon pour être emporté...

Un cas tout à fait caractéristique de l'organisation du pillage par les Allemands a été signalé à Vassincourt. On y vit arriver des officiers accompagnés de quelques soldats qui visitèrent une à une les maisons, inventoriant les objets de quelque valeur qui s'y trouvaient. Les propriétaires d'une de ces maisons, deux vieillards, comprenant parfaitement que la visite de l'officier serait suivie d'un déménagement en règle, voulurent au moins

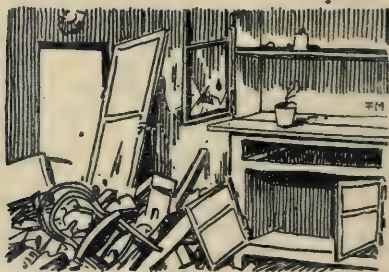
sauver quelque chose et, sitôt l'officier parti, ils cachèrent deux assiettes en argent massif, fort belles, et qui avaient pour eux la valeur d'objets de famille transmis de père en fils depuis plusieurs générations. L'officier revint le lendemain avec ses soldats-déménageurs et, comme il n'était que trop prévu, ils enlevèrent tout ce qui valait la peine d'être enlevé. Tout à coup, l'officier s'aperçut que les deux assiettes précieuses n'étaient plus là, sur le dressoir où il les admira la veille. Il exigea qu'on les lui remit de suite. Les deux vieillards protestèrent, l'homme jouant la surprise, la femme, plus audacieuse, affirmant que jamais elle ne posséda de telles assiettes et que l'officier faisait évidemment erreur. Le « junker » ordonna à ses soldats d'arrêter le vieillard ; on lui lia les mains derrière le dos ; on le poussa dans la rue, contre le mur de sa maison. Là, l'officier déclara à la femme que si elle ne lui remettait pas immédiatement les deux assiettes, son mari serait fusillé.

Et la pauvre vieille revint, tendant au Prussien les deux assiettes en argent massif...

Certes, tous les officiers allemands ne peuvent être rendus responsables de tels faits. Il en est même qui ne se gênent pas pour les désapprouver, mais ils sont impuissants à empêcher ce pillage méthodique, et cela seul prouve qu'on se trouve en

présence d'une véritable organisation qui ne peut exister dans une armée que par la complaisance, sinon la complicité, des autorités militaires et civiles. On a cité le cas d'un officier supérieur qui châtia à sa manière des soldats du kaiser trop audacieux. Cet officier était logé chez un aubergiste, qui lui avait cédé sa meilleure chambre. Un jour, trois soldats pris de boisson firent irruption dans la salle de l'auberge, exigeant à boire, bousculant les tables et menaçant de leurs armes le patron, qui se hasarda à faire appel à son hôte. L'officier allemand parut, et les soldats se calmèrent aussitôt. D'un geste, il les obligea à s'agenouiller au milieu de la salle, à faire des excuses à l'aubergiste. Une heure durant, il les laissa dans cette attitude humiliée, puis, du bout de sa cravache, il les fit se dresser et les ramena derrière lui au quartier. Toute la mentalité du soldat allemand est là : un reître chez lequel la discipline a brisé toute volonté et éteint toute conscience de la dignité humaine. C'est l'obéissance passive pour le bien comme pour le mal, et c'est parce que le soldat allemand est tel, d'une docilité absolue, que la responsabilité des chefs est si grande, en ce qui concerne les méfaits et les crimes commis par les troupes impériales dès le premier jour de leur entrée en campagne. On sait de reste que même la présence des princes de la

maison impériale n'a pas empêché dans les régions occupées les plus révoltantes violations du droit des gens et des lois de la guerre. D'ailleurs, le gouvernement allemand a constamment donné l'exemple du vol et de la rapine, notamment en réquisitionnant, contrairement à l'esprit et à la lettre de la convention de la Haye, des marchandises d'utilité purement industrielle, qui toutes furent expédiées en Allemagne. C'est ainsi qu'on enleva à Anvers pour treize millions de francs de coton, plus de onze millions de francs de caoutchouc, dix millions de francs de cuir et six millions de francs de laine. A Charleroi, on vola pour environ deux millions de francs de machines industrielles, de telle sorte que le joug allemand a eu pour premier effet la ruine totale de l'industrie belge.





III

Quand on songe aux malheureux qui demeurent dans les régions où l'ennemi s'est établi, où il a bouleversé toute la vie pour s'imposer du jour au lendemain avec sa mentalité particulière, on a un geste désolé — et puis, on pense à autre chose. L'homme est ainsi fait que seule l'action du moment retient son attention et peut l'émouvoir sincèrement. L'action terminée, l'impression s'atté-

nue, s'efface ; l'esprit se détourne et un effort est nécessaire pour le fixer à nouveau sur ce qui, à une heure déterminée, l'absorba totalement. Il y a des noms de pauvres villages qui étaient sur toutes les lèvres voici deux mois à peine et que, déjà, l'on prononce distraitement, comme s'ils n'évoquaient pas le souvenir des plus sombres drames que vécut l'humanité ! Nous n'avons pas le temps de pleurer longuement sur les mêmes tombes ; les événements vont plus vite que les morts, et devant nos yeux les images troublantes se succèdent innombrables. Chaque jour, on se bat sur la ligne immense où les armées alliées et les armées allemandes s'opposent opiniâtrement les unes aux autres ; mais derrière cette ligne, il y a les contrées où le fer et le feu accumulèrent les ruines. Que s'y passe-t-il ? Comment y vit-on ? De quelles tristesses est faite l'existence des pauvres gens qui s'obstinent à y espérer contre tout espoir, à y attendre le retour de l'impossible bonheur ?

On ne sait trop, et, confessons-le, on ne s'en tourmente pas trop, car il n'y a que les plaies que l'on voit qui émeuvent. Les correspondants de guerre sont là où il se passe quelque chose, à l'affût des indications, si vagues soient-elles, qui doivent permettre de voir un peu plus clair dans les opérations militaires, et, d'ailleurs, les télégrammes et les

lettres ne franchissent pas le front. Une région occupée est une région isolée, retranchée du reste du monde. De loin en loin, de brèves dépêches nous disent qu'on y manque de pain, qu'on y subit le joug de l'envahisseur dans toute sa rigueur, mais, en somme, on y vit. Cela suffit à notre besoin de savoir puisque, aussi bien, nous sommes impuissants à soulager toute la misère que nous devinons.

Pourtant, on finit par savoir. Par de longs et pénibles chemins, il arrive parfois jusqu'à nous des hommes qui, dans les régions occupées, ont marché de ville en ville, de bourg en bourg, et qui ont pu voir le fond des choses. Ce qu'ils racontent traduit avec simplicité la détresse des âmes. Aucun récit passionnant de luttes héroïques ; aucun rappel d'atrocités poussant à la révolte les cœurs les plus doux ; non, c'est de la douleur banale, qui ne se prête à aucune littérature, dont tout l'être reste meurtri et dont on meurt lentement, quand on est trop malheureux ou trop las.

Dans les villes de quelque importance, il y a des ressources morales comme des ressources matérielles. On se sent les coudes, on s'entr'aide, on se soutient les uns les autres. De puissantes organisations y facilitent la lutte contre la misère et parviennent à créer pour tous un régime à peu près

supportable. Des familles se groupent ; on met en commun le fond des pauvres bourses ; on s'arrange. Il y a bien quelque amertume à se rappeler l'aisance dont on jouissait hier, mais on s'habitue à l'idée que chacun aura sa vie à refaire. Pour l'instant, on s'applique à se composer une attitude, afin de ne pas provoquer de nouvelles colères chez l'envahisseur et de lui enlever tout prétexte à de dures représailles. C'est là ce qu'il y a peut-être de plus pénible : se taire, ne jamais manifester ses sentiments, affecter d'avoir tout oublié et, peut-être, tout pardonné ; aller, venir, agir dans un décor familier comme si l'âme d'hier l'emplissait encore tout entier ; vivre dans l'angoisse de l'attente, par la force de l'espoir toujours déçu et toujours renaissant.

Dans toutes les grandes villes occupées, c'est la même atmosphère : les bourgeois s'enferment chez eux, ne sortent que pour des démarches indispensables ; ils fuient les restaurants et les tavernes où paradent les officiers allemands ; ils ne s'arrêtent même plus pour lire les affiches officielles, par crainte des espions qui les dénoncent pour une réflexion un peu ironique, pour une moue trop significative. Ils n'ont qu'un souci : calmer les gens du peuple qui n'entendent rien au droit de la guerre, qui ne savent pas dissimuler, qui dans toute

la simplicité de leur cœur s'indignent, grondent, menacent. Dans certaines grandes villes, notamment à Bruxelles, l'ennemi a fait défiler parfois dans les rues principales des soldats belges, anglais, français prisonniers, encadrés par des Prussiens en armes. Alors que le peuple se détourne avec dédain des plus brillantes parades militaires, il va d'instinct à ces cortèges lamentables. Il comprend bien qu'il y a là une insolente provocation, mais il oublie toute prudence à l'aspect de ces héros malheureux. Des mains se tendent, il y a des larmes ; il y a des cris. Ces défilés de prisonniers ont évidemment pour but d'impressionner les populations ; de leur ancrer dans le cœur le sentiment de la défaite, de l'écrasement ; de les amener à la résignation par le désespoir et l'humiliation. C'est l'épreuve douloureuse et dangereuse entre toutes, car elle attise la haine et provoque la révolte.

Dans les petites villes, la situation est navrante. Les habitants qui y demeurèrent ou qui y revinrent se débattent dans une misère profonde et les ressources qu'ils peuvent avoir ne leur sont que d'un appoint médiocre. Toutes les communications avec les centres importants sont supprimées. Ni téléphone, ni télégraphe, ni chemins de fer, ni tramways ; on ne s'en va et l'on ne revient qu'au moyen de véhicules incertains ou de légères charrettes

pouvant passer par des chemins de terre, car il s'agit d'éviter les grandes routes où défilent constamment les troupes, où des postes militaires, de distance en distance, arrêtent les gens, les fouillent et retiennent les voitures et les chevaux. Les petites villes doivent vivre sur leurs propres ressources et, ne disposant d'aucun moyen de relever les ruines, elles sont encore obligées de pourvoir à l'entretien des troupes d'occupation. Les habitants de ces petites cités jadis prospères subsistent au jour le jour, par un miracle de volonté. Là, aucune révolte, aucun geste d'audace ne sont à craindre : ces bourgeois et ces artisans sont réduits à la docilité la plus passive. Ils savent qu'ils sont totalement au pouvoir de l'ennemi, qu'ils ne peuvent rien pour se dégager de l'étreinte, qu'ils mourraient tous sans que leurs cris devant le fer ou le feu puissent être entendus des hommes. Comment pourrait-il en être autrement quand on sait ce qu'eurent à endurer les habitants de certaines petites villes ? Quelle puissance de révolte pourrait résister, par exemple, aux épreuves subies par les gens de la région de la Meuse ? Les Allemands y fusillèrent par centaines les hommes, femmes et enfants ; il y a des cités de 6.000 à 7.000 habitants qui comptent douze cents veuves ; il y a des enfants qui ont eu la vision



atroce des pères massacrés et des mères violées...

La grande douleur, la douleur sans remède, c'est dans les campagnes qu'on la rencontre. Certes, il y a des villages qui furent miraculeusement épargnés et qui, avec leurs maisonnettes coquettes, leurs fermes blanches, leur clocher pointant droit dans le ciel d'hiver, apparaissent encore comme des lieux paisibles et heureux ; mais ce sont là des exceptions qui, par contraste, accusent plus lourdement la dévastation qui existe partout ailleurs. Dans le vaste triangle Louvain-Anvers-Termonde, où l'on s'est battu pendant des semaines, il n'y a pas un village intact. Quand l'ennemi vint, ces bourgs furent totalement abandonnés, mais peu à peu, les paysans réfugiés dans les villes voisines y rentrent timidement. Ils ont la nostalgie de la terre ; ils subissent l'attirance du champ si longtemps cultivé. Toute organisation d'une vie à peu près normale est impossible dans ces agglomérations dont la plupart des maisons sont détruites ; où le feu a noirci tous les murs ; où ce qui est demeuré debout a été souillé, pillé, dévasté. Il n'y a là ni administration, ni organisation d'aucune sorte. Les « revenants » s'installent dans les chaumières aux murs branlants ; on masque les trous béants des fenêtres détruites avec des plaques de tôle, de lourdes planches ; on se terre dans ces tau-

dis sombres, sans feu, sans meubles, avec l'illusion du foyer retrouvé. Parfois, par petits groupes, à la tombée du jour, les paysans explorent le village qu'ils ne reconnaissent plus dans sa nudité navrante. Ils remuent des cendres dans l'espoir de quelque trouvaille précieuse, mais en vain, car depuis longtemps les pillards qui rôdent par les campagnes dévastées ont passé là ; ils déblaient des ruines ; ils cherchent leurs morts, les tombes sur lesquelles ils allaient parfois prier. Oui, on leur a même volé leurs morts : aux environs de Malines, les Allemands ont creusé dans un cimetière une longue tranchée, ramenant au jour, par ce travail, des centaines de cadavres d'enfants inhumés là, et ces petits cadavres, ils les ont jetés pêle-mêle dans une large fosse creusée plus loin ! Ce qu'on rencontre le plus dans les villages en ruines, ce sont des tombes de soldats allemands où se fanent quelques fleurs et surmontées d'une croix noire portant ces mots : « Es starben den Heldentodt fürs Vaterland ».

Comment se nourrissent les villageois rentrés chez eux dans ces conditions ? Ils fouillent les champs pour y trouver des pommes de terre abandonnées ; ils recueillent les fruits qui pourrissent dans les vergers. Malgré tout, ils s'efforcent de reprendre racine là où ils sont nés, où ils ont connu

la joie d'être. Les vieux veulent s'étendre ici pour mourir, par crainte des chemins nouveaux, aussi sombres que ceux parcourus ; mais les jeunes n'y résistent pas. La volonté de vivre l'emporte chez eux et tous repartent, le paquet de pauvres hardes sur les épaules. Ils s'en vont droit devant eux, vers l'horizon qui s'élargit au loin, et vaillamment ils ferment leur cœur à ce qui déjà est le passé.

Pour des milliers et des milliers d'hommes, là-bas, la vie qui fut ne reprendra plus. Pour eux, la paix qui se rétablira un jour entre les nations n'enchaînera plus l'avenir au passé. La grande tourmente a brutalement rompu les liens intimes qui les rattachaient au coin de terre natal, dont ils emportent au fond des yeux une vision d'enfer et d'épouvante. Ceux-là sont irrémédiablement marqués du signe des errants et l'espoir est à jamais éteint en leur âme.



QUAND MÊME !



QUAND MÊME !

I

Il ne faut pas plaindre les Belges. Il ne faut pas se lamenter sur le sort de ce petit peuple d'artistes, d'industriels et d'artisans qui touche le fond des misères humaines, qui connaît toutes les angoisses, toutes les douleurs, toutes les tortures, mais qui se débat quand même avec une sauvage énergie contre

le destin implacable. Il ne faut pas répéter sans cesse que le monde civilisé tout entier a contracté une dette envers la Belgique parce que ce pays a donné une haute leçon de dignité à l'univers ; il ne faut pas répéter chaque matin que la France doit une grande reconnaissance à la nation sœur qui sut combattre et souffrir pour la préserver, elle, de l'attaque brusquée d'un adversaire sans loyauté et sans honneur. La Belgique a fait ce qu'elle devait faire, sans escompter la gratitude de qui que ce soit. Evidemment, les puissances amies et alliées se souviendront, quand elles dicteront la paix à l'Allemagne vaincue, des dommages subis par la Belgique et elles exigeront de justes réparations ; mais le peuple belge ne cherche aucune récompense, n'implore aucune pitié. On pleure les morts et les déchus ; on ne s'attendrit pas sur ceux qui combattent et qui demeurent debout, dressés de toute leur volonté de vivre contre les Barbares en marche. Huit provinces sur neuf occupées, Dinant pillée, Louvain détruite, Malines bombardée, Termonde incendiée et Anvers même — le suprême refuge ! — tombée aux mains de l'ennemi, telle est la réalité terrible à laquelle les Belges font face ; mais il leur reste une demi-province pour se battre ; il leur reste des fusils, des canons et des poitrines à opposer aux hordes impériales ;

on n'en est pas au dernier bataillon formant le dernier carré ; il leur reste leur roi et la volonté inébranlable de vaincre...

Certes, la chute d'Anvers fut l'épreuve la plus cruelle. Le « réduit national » s'effondrant en ruines sous les obus allemands, cela peut troubler les faibles et les timides, mais l'armée qui était dans Anvers est sauve, les canons qui étaient dans les forts sont partis, les ressources de tous genres qui étaient dans la place mises en lieu sûr. Dès lors, Anvers n'était plus qu'une ville comme toutes les villes que l'ennemi occupa déjà, et les ruines qu'il y accumula ajoutèrent pour les siècles à venir une beauté nouvelle à toutes ses beautés. A l'heure tragique que nous vivons, il n'y a qu'une vérité qui vaille — la seule Vérité : les Belges abandonnant leur réduit national, où l'ennemi croyait les prendre et les étouffer, poursuivent la guerre sur une base nouvelle. Ils n'abdiquent pas, ils ne désarment pas, ils ne se résignent pas. Les plaindre, c'est ternir leur héroïsme d'une faiblesse. Tout ce qu'ils demandent à leurs frères de France et à leurs amis d'Angleterre, c'est que ceux-ci recueillent et secourent leurs vieillards, leurs femmes et leurs enfants; c'est qu'on leur donne la certitude que les êtres qui leur sont chers et qui ont pu miraculeusement échapper aux massacres ne succombent pas, sur les

terres amies, de détresse et de désespoir — et cela, ils le demandent afin d'avoir le cœur plus ferme et l'esprit plus libre pour mieux combattre.

Il est une chose qu'il faut que l'on comprenne bien : la Belgique libre et indépendante ne peut mourir, ne peut se soumettre. Quand un peuple a la conscience nette de son rôle, il ne transige jamais, fût-il vaincu, meurtri, saignant et pantelant jusqu'à l'agonie. Il faut la mentalité particulière des Allemands pour supposer un seul instant qu'une nation comme celle-ci, bien résolue à défendre son honneur et sa liberté, puisse céder à des procédés de terrorisme. La décision de la Belgique de faire face à l'Allemagne fut prise après que toutes les conséquences possibles en eurent été pesées. Peut-être eut-on encore la naïveté de croire que le peuple allemand avait le respect des lois de la guerre et du droit des gens qu'ont tous les peuples civilisés, mais on savait qu'il y aurait des morts par milliers, que le feu s'étendrait sur les villes et les campagnes, que toute prospérité nationale serait détruite dans ses sources, que les richesses acquises par quatre-vingt-quatre années d'efforts soutenus et de labeur acharné seraient mises en péril. On savait qu'il faudrait lutter jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier canon, et que, peut-être, il faudrait périr. Quand elle tira le glaive, la Belgique igno-

rait même si elle devait attendre quelque secours efficace de la France et de l'Angleterre. Elle accepta la guerre parce que sa conscience lui commandait de l'accepter, parce qu'elle ne pouvait admettre le reniement de la parole donnée, et qu'à ses yeux un pauvre « chiffon de papier » au bas duquel se trouvait sa signature valait plus que son travail, ses trésors, ses villes et la vie de ses enfants.

Le roi Albert l'a dit : « Il est si simple de faire son devoir quand on le veut bien ! » La Belgique a fait son devoir, parce qu'elle le voulait de toute son énergie, de toute son âme. Si son geste héroïque émeut si profondément le monde civilisé, c'est que pour les nations comme pour les hommes toute grandeur et toute beauté morale sont dans le devoir loyalement accompli. Aussi longtemps qu'il y aura une nation belge, il en sera ainsi.

La décision du gouvernement belge de s'établir au Havre prouve bien qu'il n'est pas une force au monde qui puisse contraindre la Belgique à se soumettre. Ce gouvernement est régulier ; il exerce sa souveraineté sur un territoire nettement défini ; il entretient avec les puissances des relations normalement établies. Selon la formule d'Ernest Nys, qui fait autorité en matière de droit international, l'Etat persiste, perpétuel et immuable, identique à lui-même ; son caractère juridique n'admet aucune

discontinuité. Personnifiant la nation, il est destiné à durer autant que la nation elle-même. Si les éléments qui lui restent suffisent pour assurer l'existence même de l'Etat, celui-ci ne cesse point d'être un sujet du droit international. Un Etat ne cesse d'exister que s'il perd les éléments essentiels nécessaires à son existence, c'est-à-dire son droit de domination, ses sujets et ses territoires.

L'Etat belge subsiste donc totalement, que son siège soit au Havre, à Ostende, à Anvers ou à Bruxelles. Il suffit que la France lui garantisse son indépendance et le libre exercice de sa souveraineté là où l'Etat belge a établi le siège de son gouvernement. L'Etat belge exerce son droit de domination sur le territoire belge non occupé par l'ennemi ; il a ses sujets ; il a ses ressources propres ; il agit dans la plénitude de sa souveraineté puisque ses armées, commandées par le chef de l'Etat, ayant à ses côtés le chef du cabinet et ministre de la guerre, opèrent sur son territoire. Le transfert du gouvernement belge au Havre ne modifie en rien les conditions de la guerre que soutient la Belgique et qui demeure une guerre normale, rigoureusement conforme aux règles qui régissent la société des Etats.

Chez tous les Belges, la confiance demeure inébranlable. S'ils ont la force de survivre aux tragiques épreuves qu'ils subissent ; s'ils ont le cou-

rage de ne pas compter leurs morts, de ne pas s'arrêter aux ruines, de ne pas plier le genou devant les Barbares exaspérés, c'est que subsiste en eux la certitude absolue de la victoire. Ceux qui tombaient sous les balles eurent l'agonie douce des justes, car ils savaient que le sacrifice de leur vie n'était point fait en vain ; ceux qui des semaines et des semaines durant vécurent dans les tranchées et chantèrent sous la mitraille ont l'âme sereine, car ils savent que la cause de la liberté est la cause même de l'humanité et que si depuis trois mille ans des générations sans nombre ont sombré dans des désastres sans nom, l'espoir d'être libre refleurit toujours au cœur de l'enfant qui naît...





II

Il est une chose plus belle que l'héroïsme, plus noble que la gloire : c'est la grandeur d'âme dans la défaite. Quand la victoire sourit aux guerriers, un immense élan les emporte vers tous les assauts et l'effort de leurs glaives brise toutes les résistances ; mais l'Histoire nous enseigne que parfois la défaite éteint l'enthousiasme au cœur des plus vaillants et que des légions héroïques s'abimèrent,

hordes éperdues, dans la honte des déroutes. C'est alors que l'âme se révèle toute. Celui qui est grand dans la défaite demeure grand pour l'éternité, car l'homme vaut par ce qu'il peut endurer de misère et de souffrance sans déchoir à ses propres yeux.

Après la chute d'Anvers, les Belges se raidissant formidablement contre le Malheur ont donné au monde le spectacle de cette grandeur. Anvers tombant aux mains des Allemands, on pouvait croire que c'était l'agonie, que la vie de la nation s'en allait par la dernière blessure. Mais non ! L'abandon forcé du camp retranché, ce ne fut qu'un épisode dans cette guerre où les actions les plus diverses, se déroulant à des centaines de kilomètres les unes des autres, se lient et s'enchaînent logiquement. Du moment que l'armée belge, soutenue par des forces anglaises, était impuissante à défendre l'immense camp retranché pendant de longues semaines, la retraite s'imposait pour sauver le souverain, le gouvernement et l'armée elle-même. Sacrifice cruel s'il en fut jamais, mais sacrifice indispensable si on voulait assurer la survivance d'une Belgique indépendante. Après les combats acharnés autour des forts de Waelhem, de Wavre-Sainte-Catherine et de Lierre ; après les tentatives allemandes sur la Nethe, l'ennemi était parvenu, grâce à l'attaque en masses profondes et aux effets de

son artillerie, à forcer la première ceinture des forts détachés et à occuper des positions d'où il lui était possible de bombarder la ville elle-même. Si Anvers avait dû capituler, c'était la fin irrémédiable.

Pendant que les forts continuaient à tonner, donnant à l'ennemi l'illusion de la résistance à outrance, l'armée belge s'est écoulée de la place, régiment par régiment. A travers le nord des Flandres, elle a gagné le littoral pour occuper une nouvelle ligne de combat pendant que les Allemands entraient dans une ville morte. Par Gand, Bruges, Ostende, le long cortège des soldats du roi Albert a défilé pendant des jours, et quand les armées du kaiser, comprenant qu'elles étaient jouées, se sont jetées à la poursuite des Belges, il était trop tard : la liaison avec les armées françaises et anglaises était assurée sur l'Yser.

L'Yser... Cette petite rivière canalisée est devenue la suprême sauvegarde de la Belgique libre. Quatre villes, Ypres, Dixmude, Furnes et Nieuport; quelques villages aujourd'hui réduits en cendres et dont chaque nom demeure comme un nom de bataille, c'est là tout ce qui subsiste de la Patrie. Les Belges, dès cet instant, ont eu le sentiment très net que si l'ennemi franchissait l'Yser, s'il avançait de quelques kilomètres encore, tout était fini.

Ils n'ont pas voulu que ce fut fini — et depuis des semaines, ils se battent avec une vaillance que le désespoir exaspère ; depuis des semaines, ils sont là faisant le coup de feu dans les tranchées, chargeant à la baïonnette, s'acharnant autour d'une ferme, d'un bois, d'un verger. Chaque bande de terrain est dix fois perdue, dix fois reprise...

Cela dure ainsi depuis le 15 octobre. Le 17, les Allemands ont précisé leur poussée, le feu de leur artillerie déblayant le champ devant le front belge; le 18, notre quatrième division a perdu Keyem, pour reprendre ce village le lendemain et le reperdre le 20. Trois assauts furieux des Allemands contre Lombaertzyde ont été repoussés et, le même jour, la cinquième division belge, soutenue par les fusiliers-marins français, a fait une sortie victorieuse de Dixmude dans la direction de Vladsloo. A quatre reprises, en trois jours, l'ennemi a essayé en vain de s'emparer de Dixmude, laissant des milliers et des milliers de morts sur le terrain, et toujours des bataillons nouveaux remplaçaient ceux qui tombaient devant nos tranchées. Le 22 octobre, enfin, les Allemands réussirent à faire une trouée à Tervaete et à prendre pied sur la rive gauche de l'Yser.

Ce fut l'heure tragique du Destin — et c'est à cette heure-là qu'une division française survint et

que les choses, lentement, péniblement d'abord, ont changé de face. On maintint les légions impériales entre l'Yser et la voie ferrée de Nieuport à Dixmude ; on les attaqua sans relâche, jour et nuit, les empêchant de mettre à profit l'avantage acquis : et, quand elles furent épuisées, décimées, c'est par l'eau qu'on a décidé de la victoire. Le pays de Flandre, aux terres basses, fut arraché aux eaux il y a des siècles et des siècles, et c'est l'eau, cette fois, qui l'a arraché aux hommes venus de l'est, Un humble a réalisé ce miracle, un modeste garde des écluses connaissant bien sa terre flamande, sachant dans quels replis de terrain les eaux pouvaient s'insinuer, comment elles pouvaient être tendues devant l'ennemi.

Une nuit, les eaux montèrent doucement, irrésistibles comme la volonté de Dieu. Route par route, sillon par sillon, village par village, elles ont déferlé, emplissant les tranchées allemandes, refoulant devant elles les soldats du kaiser, roulant des armes et des cadavres, embourbant les lourds canons qui jamais plus ne devaient cracher la mort...

Alors les vainqueurs ont compris qu'ils étaient vaincus. Ils ont repassé l'Yser pour se terrer dans leurs tranchées les plus inaccessibles et, une fois de plus, le plan du grand état-major allemand s'est

trouvé anéanti : la route vers Dunkerque était coupée et le rêve impérial de l'occupation de la Belgique entière s'écroulait.

La bataille de l'Yser a coûté à l'armée de campagne belge le quart de son effectif et elle a vu s'accomplir la ruine de nos dernières cités. Quand les Allemands sont entrés par un coup de traîtrise à Dixmude, la petite ville n'était déjà plus qu'un amas de pierres noircies par le feu. Nieuport a croûlé sous les obus et Ypres, maintenue belge par la vaillance des Anglais et des Français, Ypres a connu le sort de Malines et de Termonde. La haute culture allemande exige, paraît-il, que lorsqu'on ne peut prendre une ville, on doit la détruire par le bombardement à longue distance, parce qu'il faut tuer la beauté qui est en elle. Ypres évoquait par ses Halles fameuses un passé trop glorieux ; elle devait mourir...

Dans cette Flandre où chaque cité a sa physionomie propre, comme chaque population, jadis, y avait sa personnalité, Ypres était l'œuvre maîtresse des premiers Communiers affranchis du joug seigneurial et qui mettaient leur orgueil à affirmer par des monuments admirables la richesse de la ville créée par leur seul travail. Les Halles d'Ypres, détruites avec l'Hôtel de Ville par les canons allemands sans qu'aucune nécessité militaire puisse

excuser cette destruction, dataient de l'an 1200 et il n'avait pas fallu moins d'un siècle pour les édifier. C'est là que les marchands tenaient leurs assises ; c'est là que s'accumulaient les draps et les dentelles précieuses, tout ce que produisait une population de 200.000 âmes et qui rivalisait sur les marchés d'Occident avec les produits de Bruges et de Gand. Ypres fut une ville héroïque que ni les comtes de Flandre ni les ducs de Bourgogne ne purent asservir totalement. Pour lui porter le coup dont elle ne se releva pas, il fallut la peste qui, par deux fois en un demi-siècle, décima sa population. Et après la peste, ce fut trois cents ans durant la guerre. Prise, reprise ; détruite, relevée, elle tomba au rang d'une petite cité provinciale tapie entre ses murs trop larges, trop noirs, trop vieux. Ypres faisait songer à ces petites vieilles qui attendent la fin dernière dans la solitude d'un béguinage. On avait tenté de la moderniser, mais ce suprême effort fut vain, car la vieillesse des villes trop meurtries est sans remède, comme la vieillesse des hommes qui ont trop souffert.

Maintenant, c'est fini. Les canons allemands en détruisant les Halles ont tué l'âme de la cité qui se survivait à elle-même. Comme Dixmude, comme Termonde, comme Louvain, Ypres n'est plus que de la cendre et du souvenir...

Qu'importe les pierres ! Notre volonté de vivre est si ardente qu'aucun écroulement ne peut la briser et que toutes les forces mauvaises du monde déchaînées ne peuvent plus nous empêcher d'être une nation.

Etre une nation... Pendant des siècles, le peuple belge n'a aspiré qu'à cela ; pendant des siècles, il a lutté, souffert, lutté encore pour être lui-même. Toutes les dominations, il les a haïes ; toutes les chaînes, il les a brisées, et pourtant, même quand il eut conquis la liberté, il garda l'empreinte d'un si long passé, lourd de tant de crimes dont il fut victime, de tant de hontes subies. Mais qu'on ne s'y trompe pas : là-bas, dans les vallons de Wallonie et dans les plaines de Flandre, un peuple nouveau a surgi, si différent du peuple d'hier que ceux qui sont partis avant l'Invasion ne reconnaîtront plus leurs pères, leurs fils et leurs frères quand ils reviendront. Le Belge timide et anxieux est mort : il est tombé sous la fusillade allemande dans les rues de Visé, de Louvain et de Dinant. Le Belge nouveau sait que la neutralité est un mot et que les traités sont des « chiffons de papier » ; il sait qu'une nation ne peut avoir confiance qu'en son propre effort ; que son avenir sera ce qu'elle veut qu'il soit ; qu'elle ne pourra vivre libre que si elle est digne de la Liberté.

C'est parce qu'il a payé du meilleur de son sang la révélation de cette vérité que le peuple belge luttera jusqu'au bout. Les Barbares sont venus, mais les Barbares seront vaincus, car la cause du Droit et de la Liberté des peuples ne peut périr. Aussi longtemps qu'un Belge, un Français ou un Anglais pourra tenir un glaive dans son poing crispé, le flot de la barbarie germanique ne déferlera pas sur notre monde occidental.

Haut les cœurs ! Le vent qui souffle de l'Est fait se déployer les drapeaux dans le ciel radieux. Belges, Français, Anglais, voici que se livre la grande bataille des Nations. De tout l'élan de leur âme, de toute la force de leur cœur, de tout l'enthousiasme de leur esprit enfiévré, des millions d'êtres veulent que ce soit la Victoire et que soient rejetés à jamais au delà du Rhin ceux qui sont venus avec leur poudre sèche et leurs glaives aiguisés !...





III

Et ce sera la Victoire...

Le flot germanique, dès cette heure, est définitivement endigué ; lentement le reflux s'affirme dans les plaines des Flandres ; chaque jour, les nôtres y gagnent une tranchée, une dune, un hameau. C'est la lutte atroce dans l'eau et la boue; la lutte implacable, où tout l'être se tend prodigieusement ; la lutte qui ne connaît ni pardon ni

pitié, que chaque homme soutient jusqu'à ce qu'il s'écroule, les chairs déchirées par la mitraille. Héros sans galons ; héros obscurs sortis des profondeurs de la foule, dont la vaillance ignore tout orgueil et tout calcul, chacun de leur geste élargit l'horizon !

Ce sont les nôtres maintenant qui bombardent nos villages où les Allemands se sont embusqués ; ce sont les nôtres qui détruisent ce qui s'édifia patiemment par le travail d'années sans nombre ; ce sont les mains des nôtres qui ajoutent des ruines aux ruines... Qu'importe, puisque la victoire est au bout ! Des soldats ont donné leur vie pour reprendre Lombaertzyde, cette solitude, et Saint-Georges, ce désert ; des soldats sont morts par milliers pour chasser les Barbares de ce qui fut un hameau et où aucun vieillard ne songe plus à prier près d'un foyer éteint, où aucun laboureur ne songe plus à ensemencer un champ. On en est à mourir pour des ruines, pour de la poussière qu'emporte le vent — mais ces ruines et cette poussière, c'est toute la Patrie, la vie de notre cœur et le souffle de notre âme. Cette terre que ravagent nos obus, c'est notre terre, cent fois achetée et rachetée par le meilleur de notre sang !

Ah ! cette petite patrie belge ; ces villes qui évoquent le passé avec tant de grâce mélancolique;

ces campagnes où l'or des moissons met tant de poésie ; ces horizons qui ont toute la douceur des horizons de France et toute la profondeur des ciels de Hollande ; cette petite patrie belge où des siècles durant se fit de l'Histoire et qui demeure vibrante encore de tous les héroïsmes entrevus, de toutes les grandeurs écroulées, peut-être, dans la quiétude d'une existence trop banale, ne l'avons-nous pas assez aimée ? Peut-être tous, tant que nous sommes, n'avons-nous pas su comprendre tout notre devoir envers elle et avons-nous sacrifié parfois son salut à l'égoïsme de nos ambitions ? Mais l'expiation purifie les âmes, et il n'est pas de fautes humaines qui puissent être plus cruellement expiées que le sont à cette heure les fautes que ce peuple-ci, pacifique et laborieux, a pu commettre envers lui-même.

Quand toute notre terre sera reconquise, nous ferons la Belgique plus belle et plus grande. Nous la parerons de toutes les vertus que le malheur suscita en nous ; nous la recréerons à l'image de celle que créèrent nos pères, mais ornée, de plus, du charme de nos douleurs apaisées. Nous la voulons noble, fière, glorieuse devant les siècles, respectée des hommes et défiant le destin mauvais : nous la voulons digne de l'amitié de ceux qui combattent avec nous pour le Droit et la Liberté.

C'est la vision de la Belgique ainsi relevée de ses cendres qui met au cœur de nos soldats l'enthousiasme qui, seul, permet d'accomplir des miracles; c'est cette vision qui les attire irrésistiblement dans nos campagnes flamandes, qui les fait se ruer en des assauts désespérés vers Ostende et vers Bruges; c'est elle, enfin, qui leur donne la mystérieuse puissance de vaincre.

Alors, quand tout l'effort sera accompli, quand tous les sacrifices seront consommés, dans le matin clair de l'avril naissant montera de nos beffrois meurtris un chant que seuls, ô Belges, nous pourrons entendre. Il retentira jusqu'aux entrailles de notre terre ; il emplira tout notre ciel ; il fera vibrer tout notre être, car il dira la joie de vivre dans la Patrie libérée !



TABLE DES MATIÈRES



LE PRÉSENT OUVRAGE A ÉTÉ ACHEVÉ D'IMPRIMER

PAR GEORGES SUPOT, A ALENÇON

LE TRENTE-ET-UN JANVIER MIL NEUF CENT QUINZE

